



CNEFOP

Le financement et les effectifs de l'apprentissage

Données 2015

Octobre 2017

Sommaire

Introduction 4

Partie I : Les effectifs d'apprentis sont pratiquement stables en 2015 6

1. Une très légère baisse des effectifs en 2015, avec des évolutions variables selon les régions, qui permet d'espérer une stabilisation, voire une hausse, dès 2016 6
2. La part de l'apprentissage en 2015 parmi les jeunes de 16 à 25 est en légère diminution mais la baisse est plus prononcée dans le secondaire professionnel 9
3. En 2015, la part des apprentis dans le supérieur repart à la hausse 12
4. Si la concentration des apprentis dans le domaine de la production reste élevée, la tendance est toujours à la baisse depuis plusieurs années 14
5. La part des apprentis agricoles dans l'apprentissage s'élève à 8,2% en 2015 15
6. L'apprentissage, une voie de formation qui reste majoritairement masculine 16
7. Une insertion professionnelle des apprentis en hausse et un taux de réussite aux examens proche de celui des jeunes sous statut scolaire 17

Partie II : Vue d'ensemble sur le financement de l'apprentissage19

1. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires s'élève à 8,27 Md €, en légère augmentation (+0,9%) mais en diminution hors rémunération (5,44 Mds et -0,9%)..... 19
 - 1.1 Les ressources des CFA s'accroissent (+3,3%) et s'élèvent à 3,153 milliards d'euros (38,5% du financement).....20
 - 1.2 Stabilité pour les employeurs d'apprentis qui bénéficient de 1,57 milliard d'euros (19%).....22
 - 1.3 Stabilité pour les apprentis et leurs familles qui bénéficient de 3,406 milliards d'euros (41,5%).....23
 - 1.4 Synthèse des bénéficiaires du financement de l'apprentissage.....24
2. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs s'élève à 8,27 Mds €, s'accroît en 2015 (+0,7%) mais diminue hors rémunération (-1,1%) 25
 - 2.1 Légère accroissement du financement des entreprises qui versent 1,18 Md € à l'offre de formation et 2,763 Md€ de rémunération aux apprentis26
 - 2.2 En 2015 les Régions contribuent pour 1,781 milliards d'euros (soit 21,5% du financement total de l'apprentissage et 32,3% hors rémunération)28
 - 2.3 Légère baisse pour les financements de l'Etat qui s'élèvent à 1,933 milliard d'euros (soit 23,4 % du montant total et 35,1% hors rémunération)30
 - 2.4 Autres contributions31
 - 2.5 Synthèse des contributions au financement de l'apprentissage31

3. Focus sur le circuit de la taxe d'apprentissage	33
3.1 Le fonctionnement de la taxe d'apprentissage	33
3.2 Changement des circuits de la taxe en 2015 et augmentation de son montant pour l'apprentissage	34
4. Les schémas des flux financiers	39
5. Synthèse globale du financement de l'apprentissage	42

Partie III : Le financement de l'offre de formation et les aides aux apprentis.43

1. Les établissements de formation par apprentissage (centres de formation d'apprentis - CFA) : organismes gestionnaires et sites de formation	43
1.1 La moitié des organismes gestionnaires de CFA est privée et accueille 55% des apprentis	43
1.2 Le nombre de sites de formation en apprentissage continue à s'accroître alors que le nombre de CFA diminue encore en 2015.....	44
2. Les ressources globales des CFA s'élèvent à 3,153 Md € en 2015, soit une hausse de 3,3% par rapport à 2014	45
2.1 En 2015, les ressources des CFA augmentent de 3,3%	46
2.2 Le financement des CFA par la Taxe d'apprentissage s'accroît en 2015	47
2.3 Les ressources sont principalement destinées au financement pédagogique et aux dépenses de personnel	52
2.4 Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation (43,4%) ...	52
2.5 Les entreprises représentent 36% des ressources.....	53
2.6 D'autres contributions se retrouvent dans les comptes des CFA.....	53
3. Le financement du fonctionnement pédagogique par les 2 principaux financeurs ...	54
3.1 Les contributions des deux principaux financeurs (Régions et entreprises) se complètent.....	54
3.2 Pour le financement de la pédagogie, les ressources par apprenti dont disposent les CFA pour le fonctionnement pédagogique varient selon les territoires régionaux.....	54
4. Les dépenses des CFA en augmentation de 1% s'élèvent à 3,121 Mds € en 2015	55
4.1 86 % des dépenses des CFA sont des charges de fonctionnement	57
4.2 Les frais de personnel diminuent en 2015 mais constituent près des deux-tiers des charges d'exploitation.....	57
5. Les investissements des CFA.....	58
6. Les aides aux jeunes diminuent	60
6.1 Les frais de transport, hébergement, restauration (THR) ne transitent pas toujours par les comptes des CFA.....	60
6.2 Les Régions accordent des aides aux apprentis, au-delà du THR	60

Annexe 1 : Comptes en T des acteurs de l'apprentissage.....62

Annexe 2 : Tableaux régionaux.....69

Introduction

Dans la continuité des rapports précédents de la Commission des comptes du CNEFOP et du CNFPTL, permettant une analyse sur une décennie, le rapport 2015 permet de cerner les grandes masses financières dégagées au niveau national par les principaux financeurs finaux (Entreprises, Régions, Etat) à destination des bénéficiaires finaux (CFA, employeurs d'apprentis, apprentis eux-mêmes), de les schématiser et d'analyser les circuits de la taxe d'apprentissage.

Au niveau régional, il permet d'approfondir les financements (ressources et charges) des CFA.

En outre, il permet d'apprécier l'année 1 des réformes qui ont été engagées pour le financement de l'apprentissage, à savoir notamment :

- fusion de la TA et de la contribution au développement de l'apprentissage (CDA), taux unique de TA = 0,68%
- Versement de la TA (+ CSA) à un collecteur unique
- CSA qui finance intégralement l'apprentissage
- Séparation quota (26%), hors quota (23%) et fraction régionale (51%)

La comparaison 2014 et 2015 doit donc être regardée à l'aune de cette réforme.

Plus globalement, le rapport fournit des éléments pour mesurer la portée des différentes mesures mises en œuvre pour développer l'apprentissage depuis une dizaine d'années, en particulier :

- Les dispositifs de primes à l'embauche d'un apprenti, d'aides pour les TPE, etc.
- Loi du 28 juillet 2011 (dite Loi « Cherpion ») et plus généralement le plan alternance 2011 : augmentation de la part du quota de la taxe d'apprentissage et des concours financiers obligatoires.
- Plus récemment, la loi du 5 mars 2014 et les lois de finances pour 2013, 2014, introduisent différentes réformes, notamment concernant la taxe d'apprentissage (cf. précédemment). **Ces dernières mesure n'entrant en vigueur qu'à partir de l'année 2015, le présent rapport marquera un point départ, à comparer au point de référence que peut constituer 2014**

Ainsi, parmi les enseignements possibles des données 2015, plusieurs peuvent être mis en avant, notamment :

- **Une stabilisation des effectifs** et une remontée des entrées en apprentissage qui font espérer un regain de l'apprentissage pour les années qui viennent.
- **Une stabilisation de l'effort global pour l'apprentissage**, tant du côté des bénéficiaires que des contributeurs.
- **Une structuration du financement de l'apprentissage qui évolue :**
 - Les ressources issues de la fiscalité de l'apprentissage (TA, CDA, CSA) s'accroissent consécutivement à la réforme mise en place en 2015 et la part qui bénéficie à l'apprentissage augmente, a priori de façon pérenne.

- Les contributions des Régions et de l'Etat sont stables ou en légère diminution.
- La baisse puis la stabilisation des effectifs d'une part, et la hausse de la TA reçue d'autre part, **assurent globalement aux CFA une solidité budgétaire** en 2015 (cette solidité globale cache toutefois des une disparité dans les situations financières des CFA).
- **La baisse de la prime employeur** pour les apprentis se fait particulièrement sentir en 2015 et impacte les ressources des entreprises et les contributions des régions.
- Hors diminution de la prime employeur pour les apprentis, **les Régions maintiennent leur effort pour l'apprentissage** mais reçoivent plus de fonds de l'Etat qu'elles n'en consacrent à l'apprentissage, démontrant ainsi des choix politiques dans l'utilisation de leurs ressources.
- **Les disparités régionales s'atténuent** avec la réforme territoriale mais ne disparaissent pas. Par exemple, la taxe d'apprentissage disponible pour les CFA rapportée aux nombre d'apprentis varie sensiblement d'une région à l'autre.

Le présent rapport est composé de trois parties :

La partie I du rapport permet de présenter la situation et l'évolution des effectifs d'apprentis selon différentes caractéristiques : région, niveaux, formation, insertion. Il s'agit ici pour le CNEFOP de produire un travail de consolidations des données existantes (issues des Ministères de l'Education nationale, de l'Agriculture, du Travail...), de synthèses et d'analyses.

En partie II, une vue d'ensemble du financement de l'apprentissage au niveau national est présentée du point de vue des bénéficiaires et des contributeurs, avec en complément une analyse régionale. Un zoom sur la taxe d'apprentissage et sur les schémas globaux des flux financiers complètent cette partie.

Enfin, le financement des Centres de formation par apprentissage (CFA, SA) est détaillé **en partie III**. Celle-ci permet de disposer d'une vision consolidée et régionale des ressources et des charges des CFA. Toutes les données sont issues de l'enquête CNEFOP auprès des Régions. La base de données, accessible sur l'intranet du CNEFOP, permet en outre une analyse nationale et régionale sur la période 2007-2015.

➤ **Ce rapport est téléchargeable sur le site du CNEFOP et un résumé du rapport est également disponible**

Partie I : Les effectifs d'apprentis sont pratiquement stables en 2015

Les chiffres utilisés et retraités par le CNEFOP dans cette première partie sont issus principalement de la

- Direction de l'évaluation, de la perspective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Education nationale : Enquête sifa ; note d'information n°29 de novembre 2016 et l'apprentissage dans le supérieur sur le site (https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/10/EESR10_ES_17-l_apprentissage_dans_le_superieur.php),
- Direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation : Actualité n°2 – 2017 du StatEA
- Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) du ministère du Travail : Résultats n°75 de décembre 2016

1. Une très légère baisse des effectifs en 2015, avec des évolutions variables selon les régions, qui permet d'espérer une stabilisation, voire une hausse, dès 2016

Nb d'apprentis*	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Evol. 07/15	Evol. 14/15
Au 31/12	425 162	427 650	424 742	426 280	436 334	438 143	424 348	405 882	405 205	-4,7%	-0,2%
Annualisé**	414 734	426 199	426 523	425 428	430 302	437 058	432 625	416 962	405 611	-2,2%	-2,7%

* Hors pré-apprentissage

** Les effectifs annualisés (ou pondérés) sont calculés en prenant en compte 60% des effectifs de l'année N-1 et 40% des effectifs de l'année N. Ce calcul permet de tenir compte du caractère saisonnier du recrutement des apprentis, basé sur l'année scolaire ; ce qui facilite ainsi une analyse financière des coûts rapportés aux effectifs présents dans l'année.

Le nombre d'apprentis au 31 décembre 2015 est stable par rapport au 31 décembre 2014 (-0,2 %). Les effectifs pondérés en 2015 sont par contre en baisse (-2,7 %), mais cela s'explique par la forte baisse constatée en 2014 (année qui compte pour 60% dans le calcul des effectifs pondérés 2015).

Au final, quel que soit le critère retenu, les effectifs en 2015 sont inférieurs aux effectifs en 2007, ce qui tend à montrer que la crise économique et financière qui a débuté à partir de 2008 a impacté durablement, quoi qu'avec retard, les effectifs d'apprentis qui étaient au plus haut en 2012 (la baisse des effectifs pondérés entre 2012 et 2015 est de -7,2 %). A noter que les effectifs d'apprentis avaient fortement augmenté juste avant 2007 (+15 % entre 2004 et 2007). La réforme en 2014 des primes aux employeurs pour l'embauche d'apprentis a pu également contribuer à la baisse.

Les effectifs pondérés en pré-apprentissage suivent la même tendance, passant de 5 834 en 2014 à 5 681 en 2015

Toutefois, on constate désormais une certaine stabilisation, ce qui permet d'espérer que 2014 et 2015 constituent le creux de la vague. A noter que le nombre d'entrées en apprentissage est en légère progression en 2015 (+ 1,9 %), grâce notamment aux entrées à l'issue de la classe de troisième qui augmentent de +3,1 %. Particularité à noter, les deux

plus grosses régions (Ile-de-France et Auvergne Rhône-Alpes) sont les seules régions où les entrées en apprentissage diminuent légèrement en 2015.

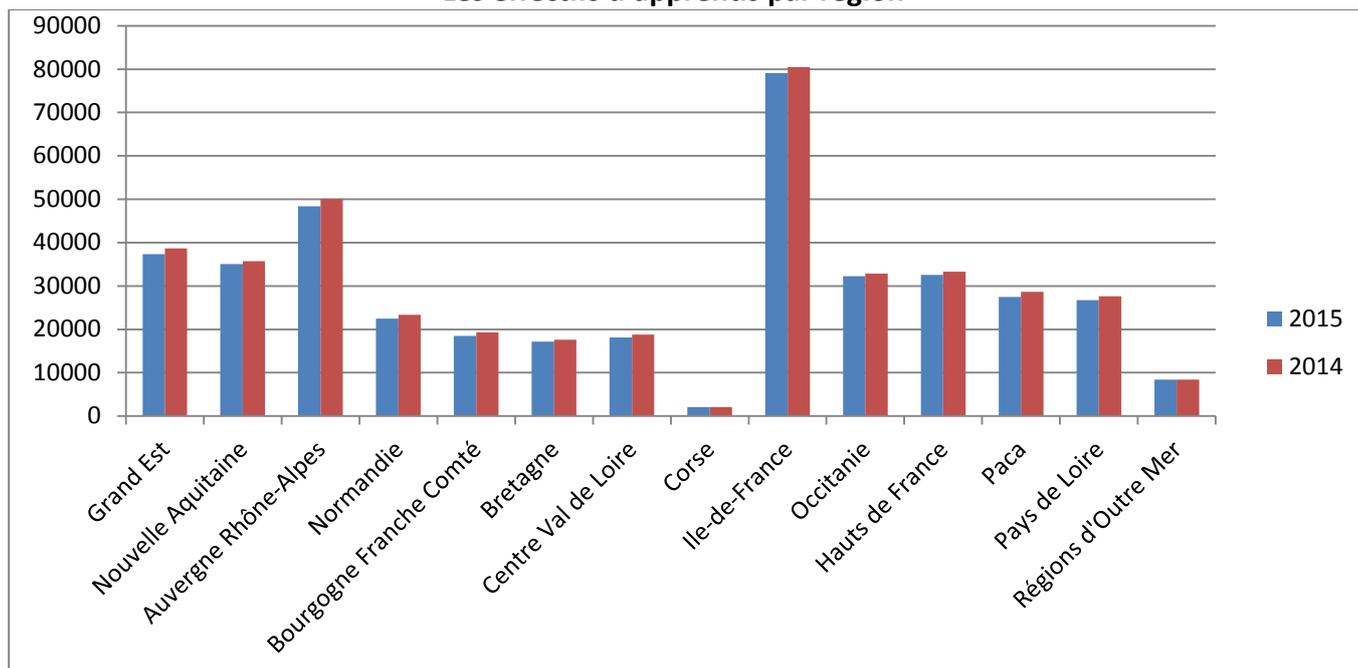
Avec la réforme territoriale, la répartition des apprentis sur les territoires régionaux est plus équilibrée. Selon l'ancien périmètre, 5 régions (Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays de la Loire, Nord Pas de Calais) sur 22 régions métropolitaines concentraient à elles seules la moitié des effectifs d'apprentis (49 %). Avec le nouveau périmètre, 5 régions concentrent 58% des apprentis mais sur 13 régions métropolitaines. Dis autrement, un quart des anciennes régions concentraient la moitié des effectifs alors que désormais un quart des régions concentre 40 % des effectifs. Près d'un apprenti sur cinq reste formé dans la région Ile-de-France (19,7 %).

La tendance à la baisse se retrouve dans l'ensemble des régions, avec néanmoins une certaines disparités entre elles : -4,3 % pour Paca, -4% pour la Bourgogne Franche Comté, et -3,9 % pour la Normandie par exemple, contre -1,7 % en Occitanie et -1,8 % en Ile-de-France. En revanche, les effectifs en Corse et dans les Régions d'Outre-Mer sont stables.

Effectifs pondérés 2015 (Source Education nationale – DEPP)

	Niveau VI = Préapprentissage	Niveau V	Niveau IV	Niveau III	Niveau II	Niveau I	TOTAL	TOTAL Apprentis
ALSACE	277	5 914	3 739	2 816	1 094	1 290	15 130	14 853
AQUITAINE	445	8 522	4 533	2 539	659	1 754	18 452	18 007
AUVERGNE	81	4 370	2 187	805	245	451	8 138	8 057
BASSE-NORMANDIE	0	4 964	2 912	1 126	242	603	9 846	9 846
BOURGOGNE	220	4 776	2 508	1 386	153	427	9 469	9 250
BRETAGNE	174	8 035	4 963	2 262	613	1 322	17 369	17 195
CENTRE	333	8 084	4 908	3 254	818	1 075	18 471	18 138
CHAMPAGNE-ARDENNE	178	3 666	2 081	928	273	664	7 791	7 613
CORSE	0	1 177	335	325	113	116	2 067	2 067
FRANCHE-COMTE	186	3 727	2 550	2 063	477	465	9 468	9 281
HAUTE-NORMANDIE	194	5 880	3 185	1 863	445	1 222	12 789	12 595
ILE-DE-FRANCE	971	16 987	16 238	17 053	10 041	18 743	80 032	79 061
LANGUEDOC-ROUSSILLON	52	7 121	3 539	2 649	799	2 095	16 255	16 203
LIMOUSIN	96	1 762	1 096	411	260	155	3 780	3 684
LORRAINE	402	6 094	3 950	3 052	887	864	15 249	14 847
MIDI-PYRENEES	469	7 677	3 678	2 698	639	1 388	16 549	16 080
NORD-PAS-DE-CALAIS	0	8 126	5 467	4 531	638	2 661	21 424	21 424
PAYS DE LA LOIRE	357	10 902	8 751	4 637	956	1 475	27 079	26 722
PICARDIE	488	4 574	2 956	2 072	354	1 204	11 649	11 161
POITOU-CHARENTES	184	5 838	3 592	2 420	603	920	13 558	13 374
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	0	13 158	7 340	3 883	1 038	2 035	27 452	27 452
RHONE-ALPES	362	15 777	11 161	7 648	2 200	3 532	40 680	40 319
GUADELOUPE	58	773	199	367	85	17	1 499	1 441
GUYANE	0	312	55	122	78	0	567	567
LA REUNION	1	2 283	1 070	930	206	94	4 584	4 583
MARTINIQUE	100	458	527	335	193	12	1 626	1 526
MAYOTTE	53	221	42	0	0	0	316	263
TOTAL	5 681	161 180	103 561	72 178	24 108	44 585	411 292	405 611

Les effectifs d'apprentis par région



(2015, Sources Education Nationale – DEPP)

Les entrées en apprentissage en 2015 sont par contre à la hausse

Selon les chiffres de la DARES, 283 500 contrats d'apprentissage ont été signés en 2015 dans les secteurs privé et public soit une hausse de 1,3 %. Cette hausse est principalement tirée par les entreprises de moins de 10, en lien avec l'instauration en 2015 de la prime TPE jeune apprenti pour les employeurs, et par le secteur public qui redouble d'effort pour embaucher des apprentis (+22 % d'entrée en apprentissage dans le secteur public). Concernant les secteurs, on constate en 2015 une reprise des recrutements des apprentis dans l'industrie et les services mais une baisse persistante dans le bâtiment.

Pour l'Education Nationale, en 2015, contrairement aux quatre années précédentes, les entrées en apprentissage après la troisième ont augmenté de 3,1 %.

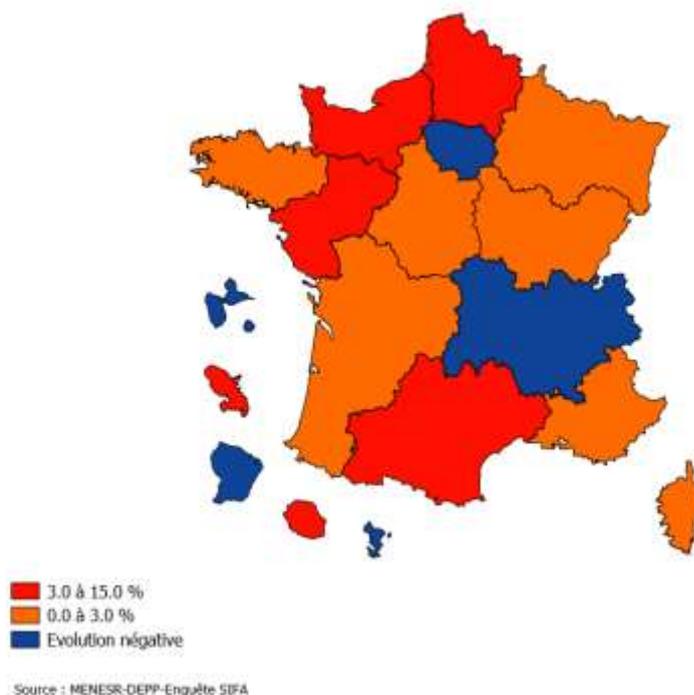
Entrée en apprentissage	2014	2015	Evolution 2014/2015
Niveau I, II, III	84 330	87 550	+3,8%
Niveau IV et V	142 345	143 328	+0,7%
Ensemble	226 675	230 878	+1,9%

Sources Education nationale – DEPP

Globalement, hors régions d'Outre-Mer, seule l'Ile-de-France et Auvergne Rhône-Alpes connaissent une légère baisse des entrées, toutes les autres régions voient les entrées en apprentissage augmenter en 2015 par rapport à 2014, mais de façon contrastée : +6,6% en Occitanie et +4,7% en Hauts-de-France.

Evolution des entrées en apprentissage entre 2014 et 2015

Evolution région-académique des effectifs d'entrées en apprentissage entre 2014 et 2015



2. La part de l'apprentissage en 2015 parmi les jeunes de 16 à 25 est en légère diminution mais la baisse est plus prononcée dans le secondaire professionnel

Le contexte démographique, après avoir été à la baisse continue du nombre de jeunes de 16 à 25 ans et de jeunes dans le second cycle professionnel, semble se stabiliser en 2015. En 2015, la part des apprentis de 16 à 25 ans est de 380 021 sur un total de 7 756 548 jeunes. Egalement, si le nombre de jeune en formation professionnelle secondaire est stable en 2015 (1 020 278) après plusieurs années de baisses successives, La part des apprentis dans le secondaire est en légère baisse (261 192 apprentis)

	31/12/2007	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	Evolution 2014/2015	Evolution 2007/2015
Nombre d'apprentis	425 162	424 348	405 971	405 205	-0,2%	-4,7%
Nombre d'apprentis + pré-apprentis	433 709	430 117	411 814	410 509	-0,3%	-5,3%
Jeunes âgés de 16 à 25 ans	8 131 163	7 802 086	7 764 550	7 756 548	-0,35%	-4,6%
Part des jeunes en apprentissage	5,2%	5,4%	5,2%	4,9%	-0,3 point	-0,3 point
Poids de l'apprentissage dans secondaire	29,3%	27,2%	26,1%	25,6%	-0,5 point	-3,7 point

Sources : Education nationale - DEPP

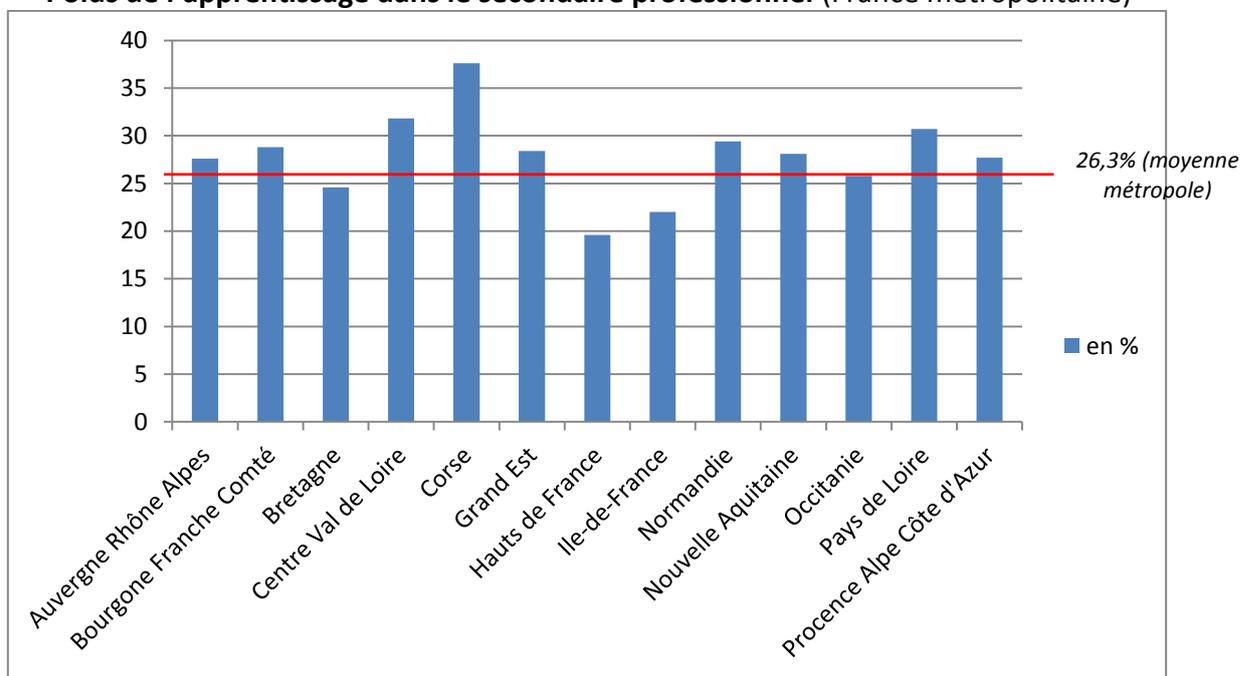
Les effectifs d'apprentis dans le secondaire diminuent de 2,2% en 2015 après une baisse de

1,1% en 2014. La part des apprentis dans le secondaire continue de baisser passant de 29,3% en 2007 à 25,6% en 2015. Cette diminution relativement forte des apprentis dans le secondaire est compensée globalement par la hausse de l'apprentissage dans le supérieur. Il serait intéressant d'étudier quelle mesure cette évolution forte de la structure des effectifs des apprentis en faveur des niveaux supérieurs résulte d'un choix politique de développement de l'apprentissage ou est subie.

La part des apprentis du secondaire (Niveau V et IV) diminue, passant de 65,8% en 2014 à 64,5% en 2015 mais présente surtout une forte disparité entre les deux niveaux : **53 % des effectifs de niveau V sont des apprentis, contre 14,1 % des effectifs de niveau IV**. Par ailleurs, plus de la moitié des jeunes préparant un CAP le font sous statut apprenti alors que moins d'un jeune sur dix préparant un baccalauréat professionnel le fait sous ce statut. Seul le niveau IV (en particulier le Bac pro) connaît une évolution négative des entrées en apprentissage entre 2014 et 2015. La réforme du bac professionnel en 3 ans et la disparition progressive des BEP impactent encore la rentrée 2015/2016.

On constate des écarts notables entre régions. La spécificité francilienne est mise en avant par le faible poids de l'apprentissage dans le secondaire (22), compensé par le fort poids de l'apprentissage dans le supérieur. Seules les Hauts-de-France ont un taux plus faible, avec seulement 19,6 % d'apprentis dans le secondaire professionnel. Le Centre Val de Loire, la Corse, les Pays de Loire sont au-dessus de 30%. Cette part est très faible dans les régions d'Outre-Mer (12,4%) avec des disparités (17,4% pour la Réunion, 5% pour la Guyane).

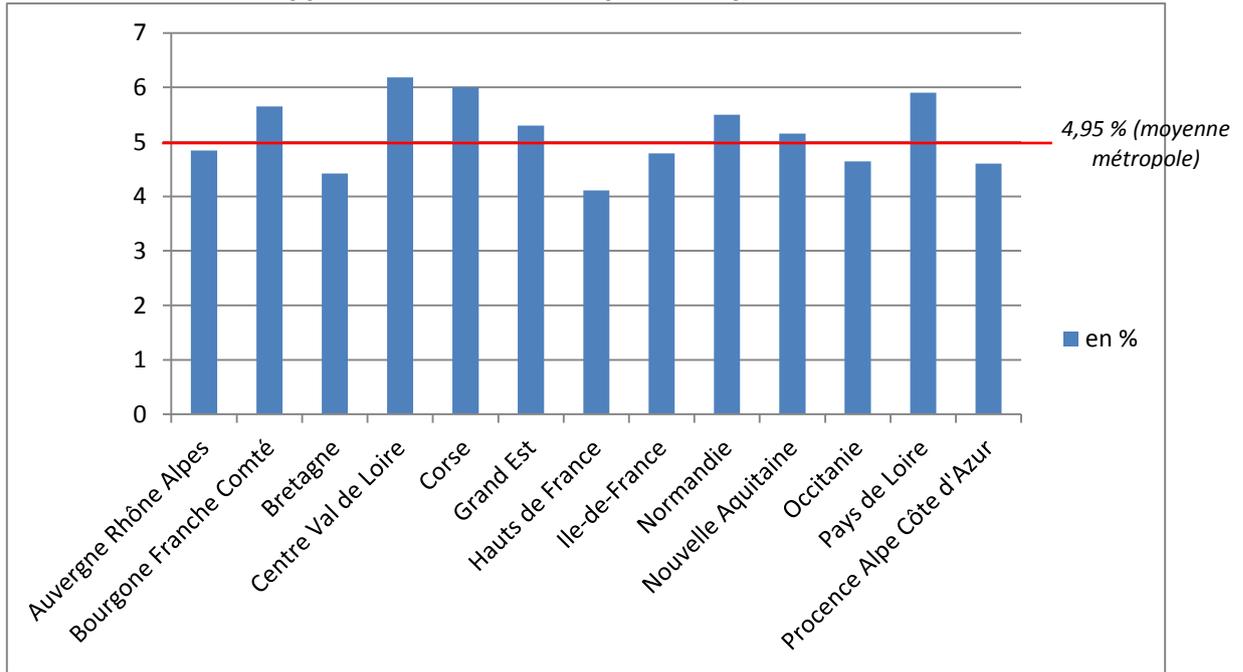
Poids de l'apprentissage dans le secondaire professionnel (France métropolitaine)



Sources Education Nationale - DEPP

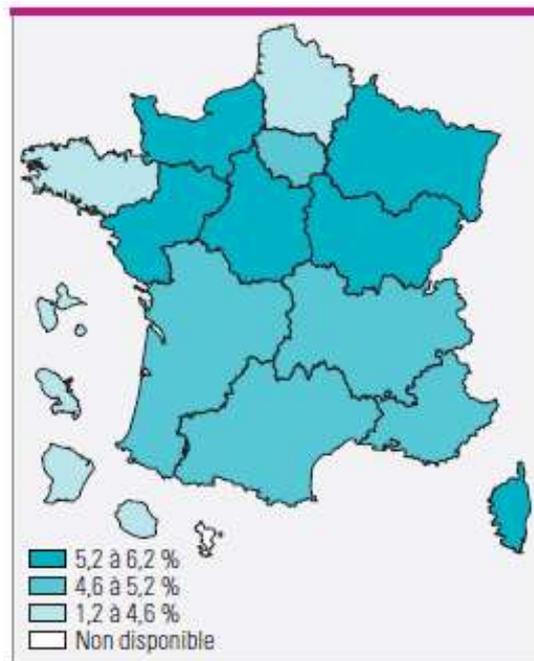
La part des apprentis parmi les jeunes varie également d'une région à l'autre, elle est de 4,1% en Hauts-de-France mais de 6,2% en Centre Val de Loire ; l'Ile-de-France est dans la moyenne avec 4,8%.

Part des apprentis de 16 à 25 ans parmi les jeunes de 16 à 25 ans



Sources Education Nationale - DEPP

Poids de l'apprentissage dans les 16-25 ans (2015)



Note : Données de population de Mayotte non disponibles.

Source : MENESR-DEPP, Enquête SIFA ; INSEE, Traitements DEPP pour les effectifs de population.

Il sera intéressant de suivre à partir de 2017 les conséquences de l'expérience en cours dans la plupart des régions visant à accroître l'âge limite de l'apprentissage jusqu'à 30 ans qui pourrait également avoir des impacts sur les apprentis dans le supérieur.

3. En 2015, la part des apprentis dans le supérieur repart à la hausse

L'élévation souhaitée des niveaux de compétence des apprentis, associée à la mise en place de filières de formation en apprentissage (du CAP à l'ingénieur) conduit, après une stabilisation en 2014, à une hausse des effectifs du supérieur (niveau III, II, I).

Au 31 décembre 2015, 144 013 jeunes suivent des formations du supérieur (niveau I, II et III) en apprentissage (ce qui représente 5,6% des jeunes en formation supérieurs et 35,5% des apprentis). Après une stabilisation en 2014, les effectifs apprentis dans le supérieur repartent à la hausse en 2015 (+3,8%), permettant ainsi d'amortir la chute globale du nombre d'apprentis en 2015.

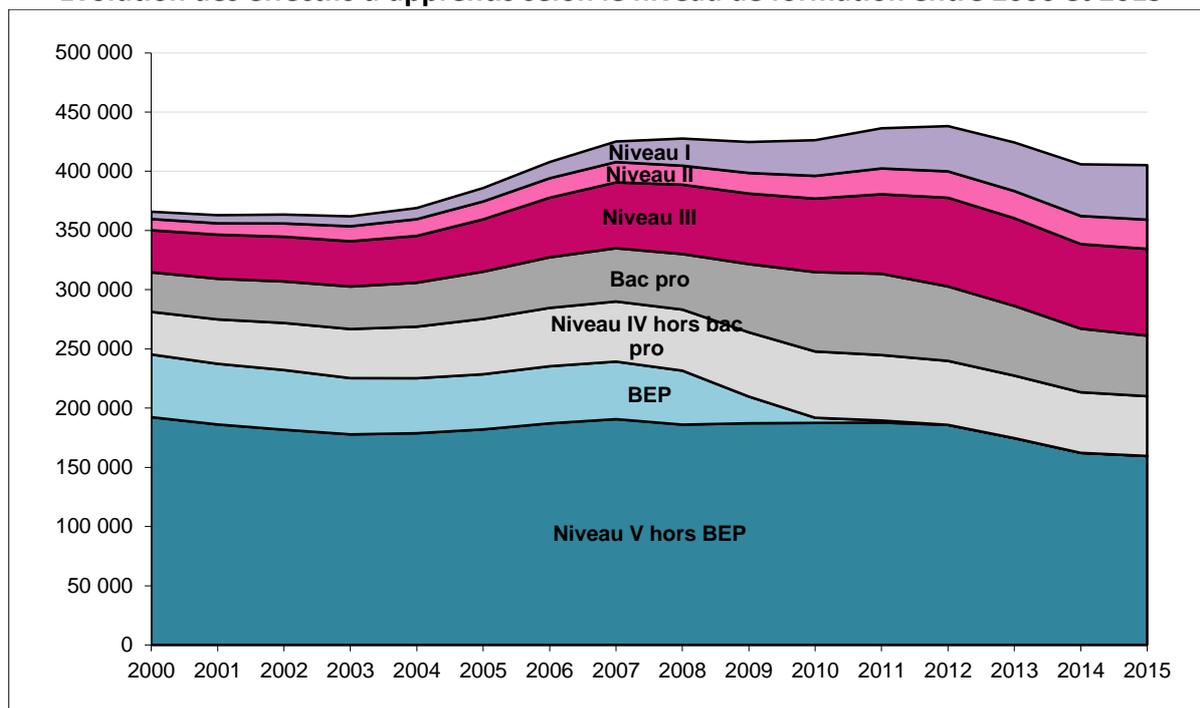
Evolution comparée des niveaux bac et infra bac, et des niveaux supérieurs

Effectifs d'apprentis	31/12/2004	31/12/2007	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	Evolution 2014/2015
Niveaux V et IV	305 897	335 047	286 336	267 106	261 192	-2,2%
Niveaux III, II, I	63 091	90 115	138 000	138 776	144 013	+3,7%
Total	368 988	425 162	424 348	405 882	405 205	-0,2%
Part niveaux supérieurs	17%	21%	32%	34%	35,5%	

Sources Education Nationale - DEPP

La hausse des effectifs du supérieur se constatent dans tous les niveau (I, II et III), cependant c'est dans le niveau I (+5,3%) qu'elle est la plus forte, en particulier pour les master (+8,1%) et les formations d'ingénieur (+5,4%). Le développement continue des licences professionnelles (niveau II), des formations d'ingénieurs et des masters professionnels (niveau I) préparés par la voie de l'apprentissage impactent depuis une dizaine d'année la répartition des apprentis. Dans le secondaire, c'est la baisse des effectifs d'apprentis dans le Bac pro qui est la plus forte (-4,8%). A noter, que **les entrées en apprentissage en 2015 augmentent dans tous les niveaux, sauf justement pour le niveau IV, en particulier le Bac pro (-1,7%).**

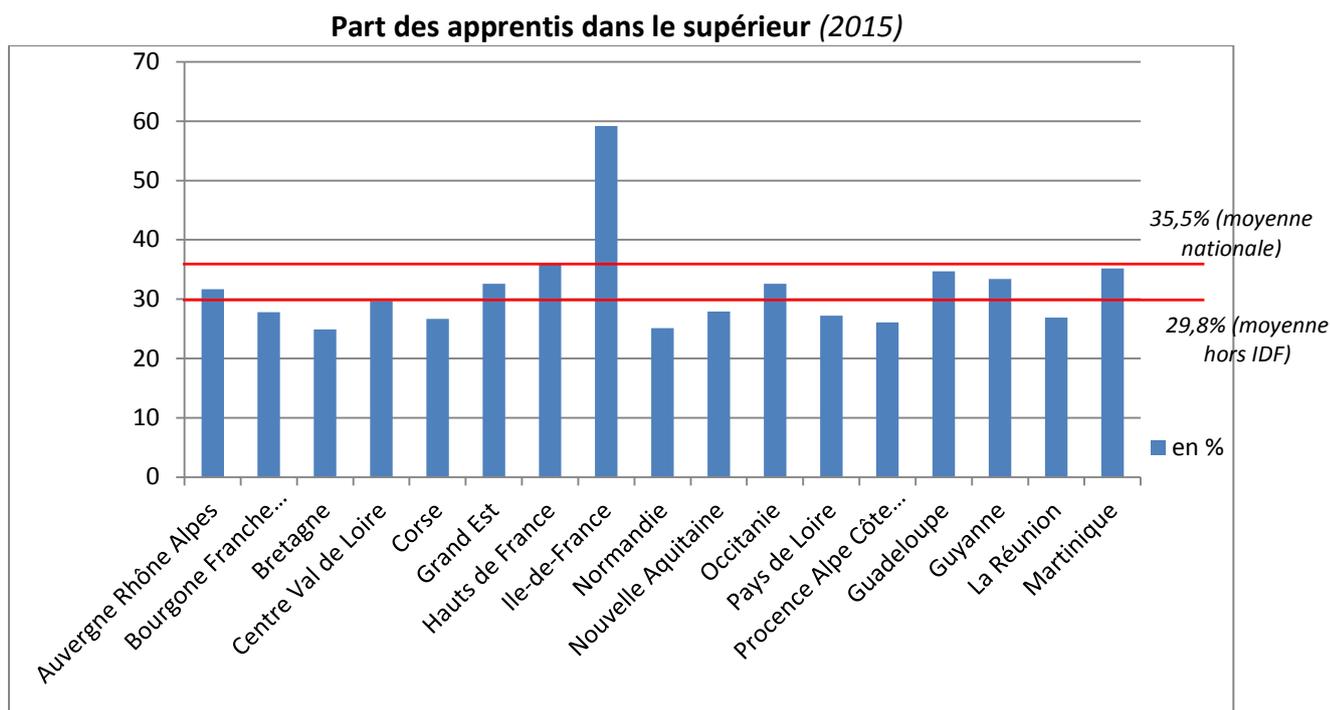
Évolution des effectifs d'apprentis selon le niveau de formation entre 2000 et 2015



Champ : France métropolitaine + DOM.
Source : MENESR-DEPP- Enquête SIFA.

La part de l'enseignement supérieur dans l'apprentissage varie fortement selon les régions. En Ile-de-France, 59 % des apprentis suivent une formation dans l'enseignement supérieur, 35 % en Hauts-de-France et 25% en Normandie. L'implantation territoriale des établissements d'enseignement supérieur impacte évidemment particulièrement le taux régional d'apprentis dans le supérieur.

Le nombre important d'apprentis en Ile-de-France et la part élevée de l'apprentissage dans le supérieur fait que pratiquement toutes les régions sont en dessous de la moyenne nationale (35,5%). Or Ile-de-France, la part des apprentis dans le supérieur est de 29,8%.



Sources Education Nationale - DEPP

4. Si la concentration des apprentis dans le domaine de la production reste élevée, la tendance est toujours à la baisse depuis plusieurs années

La part des apprentis dans les domaines de la production continue à diminuer en 2015, mais légèrement.

57,8% des apprentis préparent un diplôme ou un titre dans le domaine de la production en 2015 (soit une baisse d'un point par rapport à 2014)¹ contre 41,3% dans le domaine des services (+0,8 point par rapport à 2014) et seulement 0,9 % dans les domaines dits disciplinaires (sciences, lettres, art).

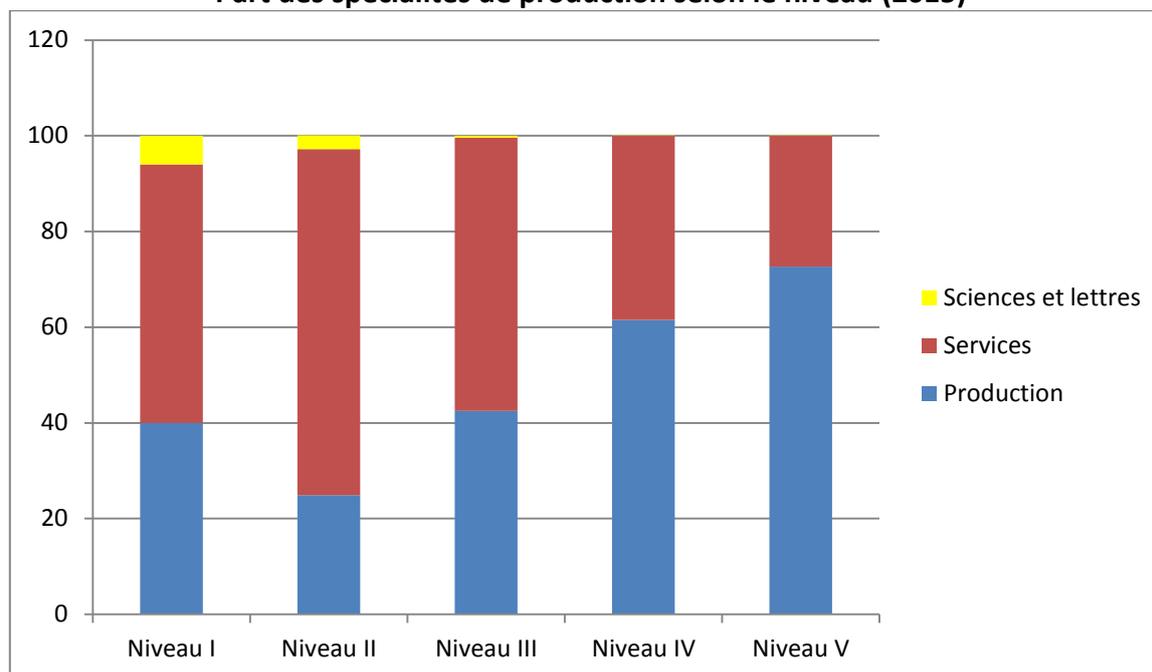
Il y a un contraste entre les premiers niveaux de qualification (IV et V), relevant majoritairement des domaines de la production (68,3 %), et le supérieur (niveaux I, II, et III), relevant majoritairement de ceux des services (58,7 %).

Au niveau V, 72,7% des apprentis préparent leur diplôme dans les domaines de la production. Les effectifs les plus importants se concentrent dans les spécialités du génie civil et de la construction, et dans celles des transformations.

A noter, contrairement à ce qu'on pourrait penser de prime abord, dans le supérieur, la production est beaucoup plus importante dans le niveau I (40% des apprentis dans la production) que pour le niveau II (72% des apprentis dans les services). Ceci est évidemment lié aux diplômes préparés (notamment les diplômes d'ingénieur).

¹ S'agissant de jeunes inscrits en formation dans les CFA, c'est la nomenclature des spécialités de formation (NSF) du Conseil national de l'information statistique qui a été retenue ici pour ventiler les effectifs.

Part des spécialités de production selon le niveau (2015)



Sources Education Nationale - DEPP

Encore une fois, des disparités régionales sont à noter, ainsi en Ile-de-France seulement 38% des apprentis sont dans la production, 58,5 % en Occitanie et 70% en Pays de Loire (57,8% au niveau national).

5. La part des apprentis agricoles dans l'apprentissage s'élève à 8,2% en 2015

En 2015, 33 302 apprentis relèvent de l'enseignement agricole (soit 8,2 % des apprentis et 15% des apprenants agricoles).

Si en 2014, les effectifs d'apprentis agricoles avaient légèrement diminué, ce chiffre est stable en 2015. Sur une longue période, depuis 1995, on constate une augmentation de 86% du nombre d'apprentis agricoles.

La répartition par région est contrastée. Moins de 2% des apprentis sont dans l'enseignement agricole en Ile-de-France contre 14% en Bourgogne Franche Comté ou 11,5% en Nouvelle Aquitaine.

	Nombre d'apprentis agricoles	Proportion des apprentis agricole dans l'apprentissage
Auvergne Rhône Alpes	3 950	
Bourgogne France Comté	2 623	14%
Bretagne	1 801	10,4
Centre Val de Loire	1 477	8%
Corse	101	4,9%
Grand Est	3 034	6,6%
Hauts de France	4 032	12,2
Ile de France	1 556	1,9%
Normandie	2 393	10,5%
Nouvelle Aquitaine	4 102	11,5%
Occitanie	2 451	7,5%
Pays de Loire	2 653	9,8%
Provence Alpe Côte d'Azur	2 440	8,9%
Région OM	689	8%
Ensemble	33 302	8,2%

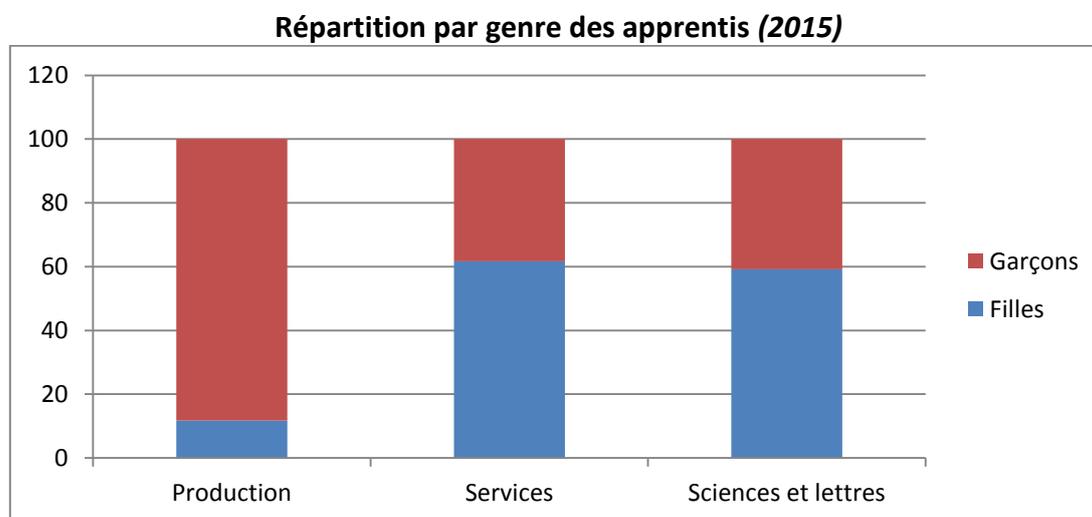
Sources Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (StatEA)

La part des apprentis agricole du secondaire est de 70% alors que pour l'ensemble des apprentis, elle est de 64,5%.

Même si le chiffre progresse d'année en année, seulement 23% des apprentis agricoles sont des filles.

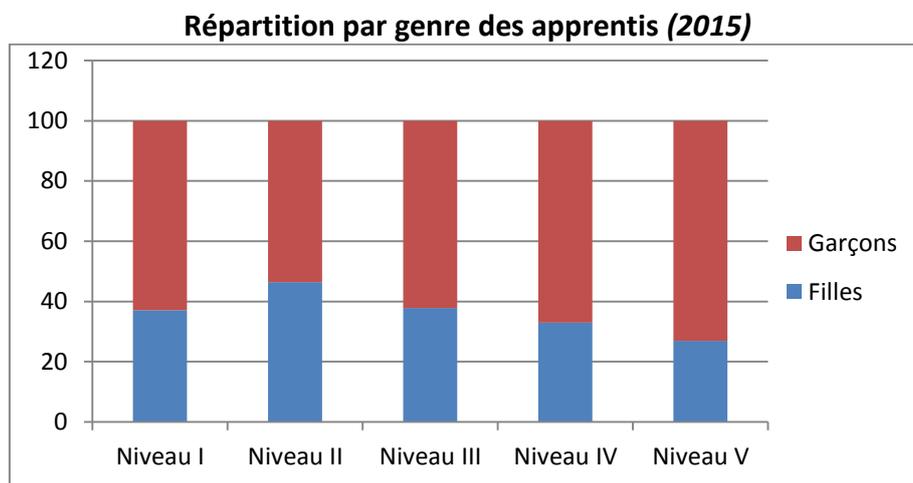
6. L'apprentissage, une voie de formation qui reste majoritairement masculine

Tous niveaux confondus, les filles sont toujours minoritaires dans l'apprentissage (32,8 %) même si on constate une légère augmentation chaque année (+0,4 point par rapport à 2014, +2.3 points par rapport à 2007).



Sources Education Nationale - DEPP

Le poids prépondérant des apprentis masculins dans la production (88,3 %) explique la faible part des filles dans l'apprentissage. L'accroissement du nombre d'apprentis dans le supérieur a tendance à augmenter la part des filles dans l'apprentissage (39% d'apprenties féminines dans le supérieur contre 29% dans le secondaire). Cependant, pour le niveau I, la part des filles (37%) est plus faible que dans les 2 autres niveaux du supérieur ; ceci est en partie dû à l'apprentissage dans les écoles d'ingénieur, encore très masculin.



Sources Education Nationale - DEPP

Au final, pour réduire l'écart femmes-hommes, il faudrait concentrer les efforts principalement sur la production, le niveau V et le niveau IV.

7. Une insertion professionnelle des apprentis en hausse et un taux de réussite aux examens proche de celui des jeunes sous statut scolaire

Le taux d'insertion progresse en 2015 de +2,6 points. Cette évolution est confirmée en 2016 puisque le taux d'insertion est de 68,2% (RAP Travail et Emploi 2016).

	2014	2015	Sources
Taux d'insertion dans l'emploi a l'issue du contrat d'apprentissage	62%	64,6%	RAP 2015
Part des apprentis préparant un diplôme de niveau IV et V	64,5%	65,8%	DEPP

Le taux de réussite pour les apprentis est meilleur pour le Bac Pro mais moins bon pour le BTS. Le taux de réussite des filles, qu'elles soient en apprentissage ou en scolaire est toujours supérieur à celui des garçons.

Taux de réussite par genre ans le secondaire (2015)

Taux de réussite en 2015	Garçons	Filles	Ensemble
APPRENTIS			
Bac pro	80,9	85,5	81,9
BP	73,1	78,2	75,6
BTS	72,5	76,5	74,0
CAP	82,7	86,7	83,7
SCOLAIRE			
Bac pro	77,8	84,3	80,8
BTS	77,0	83,2	80,2
CAP	83,1	88,3	85,3

Education nationale - DEPP

La situation d'emploi des apprentis sept mois après leur sortie d'apprentissage s'améliorer assez nettement en 2015 puisqu'ils sont 64,6% à avoir un emploi contre 62% en 2014. Le niveau d'études et le diplôme restent toutefois déterminants pour l'entrée dans le monde du travail : plus les jeunes sont diplômés, plus ils ont de chances de trouver un emploi. Un peu plus d'un jeune sur deux (52%) sortant d'apprentissage sans diplôme est au chômage.

A noter que 28% des contrats d'apprentissage de 2014 ont été rompus avant leur terme et que 22% des nouveaux apprentis de la campagne de 2014 ont rompu leur contrat puis abandonné la voie de l'apprentissage. Les ruptures restent donc importantes, même si elles le sont moins dans le supérieur.

Partie II : Vue d'ensemble sur le financement de l'apprentissage²

A noter la réforme de la taxe d'apprentissage qui prend effet en 2015 induit :

- La fusion de la TA et de la contribution au développement de l'apprentissage (CDA), taux unique de TA = 0,68%
- Le versement de la TA (+ CSA) à un collecteur unique
- Une CSA qui finance uniquement l'apprentissage
- La séparation quota (26%), hors quota (23%) et fraction régionale (51%)

La comparaison 2014 et 2015 est donc à ajuster à l'aune de cette réforme.

Les apprentis, les CFA (offre de formation) et les employeurs d'apprentis restent les trois bénéficiaires des contributions accordées à l'apprentissage par les trois principaux contributeurs que sont les Régions, les entreprises et l'Etat.

Alors que le financement final de l'apprentissage avait connu plus d'une décennie de hausse, il baissait en 2014 (-2%) et augmente en 2015 (+1,1%) pour atteindre 8,27 milliard d'euros. Le niveau reste très au-delà de celui des années 2008 (7 milliards d'€) et 2004 (autour de 5 milliards d'€).

Si l'on ne tient pas compte des rémunérations des apprentis (estimation pour 2015), soit 2,763 milliards d'euros³, (champ du compte formation professionnelle de la DARES), le financement de l'apprentissage se monte à 5,44 milliards d'euros en 2015 et diminue légèrement par rapport à 2014 de 1,8%

1. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires s'élève à 8,207 Md €, en légère augmentation (+0,9%) mais en diminution hors rémunération (5,44 Mds et -0,9%)

Les bénéficiaires reçoivent des contributions de natures différentes :

- les apprentis perçoivent la rémunération de leur travail et bénéficient d'exonérations d'impôt sur le revenu ;
- les CFA sont financés principalement par des subventions des conseils régionaux et des fonds des entreprises ;
- enfin les employeurs d'apprentis bénéficient d'exonérations de charges sociales sur le salaire des apprentis, d'un crédit d'impôt ; des primes versées par le conseil régional leur sont également attribuées.

Sous l'angle des bénéficiaires, on constate globalement depuis 2013 une certaine stabilité dans les ressources, hormis deux phénomènes :

- hausse des ressources pour les CFA en 2015,
- baisse depuis 2014 de la prime apprentissage qui diminue d'autant la ressource des employeurs et la contribution des Régions.

² Les montants indiqués dans les parties II et III sont en euros courants, sauf indication contraire ; pour retrouver des évolutions en euros constants, il est nécessaire d'appliquer les déflateurs ci-dessous :

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Coef.	0,8630	0,8790	0,8933	0,9066	0,9321	0,9329	0,9471	0,9671	0,9860	0,9946	0,9996	1

³ Estimation

1.1 Les ressources des CFA s'accroissent (+3,3%) et s'élèvent à 3,153 milliards d'euros (38,5% du financement)

Les ressources des CFA⁴ leur proviennent en grande partie des Conseils régionaux (par des subventions de fonctionnement et d'investissement) et des entreprises (principalement par la taxe d'apprentissage).

Après une stabilisation des ressources des CFA en 2014, Celles-ci repartent à la hausse en 2015 (+3,3%), en raison essentiellement d'une augmentation de la taxe d'apprentissage. La part bénéficiant aux CFA passe ainsi de 37% en 2014 à 38,5% en 2015.

Taxe d'apprentissage par apprenti (En milliers d'euros)

2009		2014		2015		Evol 09/15	Evol 14/15
TA	Moy. Par apprenti	TA	Moy. Par apprenti	TA	Moy. Par apprenti	+ 36,5% (+27,4% en euros contant)	+12%
818	1 931	976	2 358	1 062	2 637		

Ressources des CFA En millions d'euros

	2014	2015	Evolution (%)
Subvention des Régions aux CFA régionaux (y compris investissements)	1 253	1272	+1,5
Participation des Régions aux frais de Transport, d'Hébergement et de Restauration (THR) *	67	62	-7,5
Concours des entreprises Taxe d'apprentissage reçue**	949	983	+3,6
Concours des branches ** Fonds mutualisés de la professionnalisation, taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP)	191 <i>135</i> <i>60</i>	195 <i>135</i> <i>60</i>	+2,1
Contribution des organismes gestionnaires	109	92	-15,6
Participation des familles	55	54	-1,8
Subvention des Ministères aux CFA à recrutement national et autres ressources provenant de l'Etat	20	23	+15
Autres collectivités	33	47	42,4
Ventes et prestations	106	113	+6,6
Recettes de contrepartie***	179	184	+2,8
Autres ressources ****	91	128	+40
Total	3 052	3153	+3,3

Source : comptes financiers des CFA - remontée CNEFOP

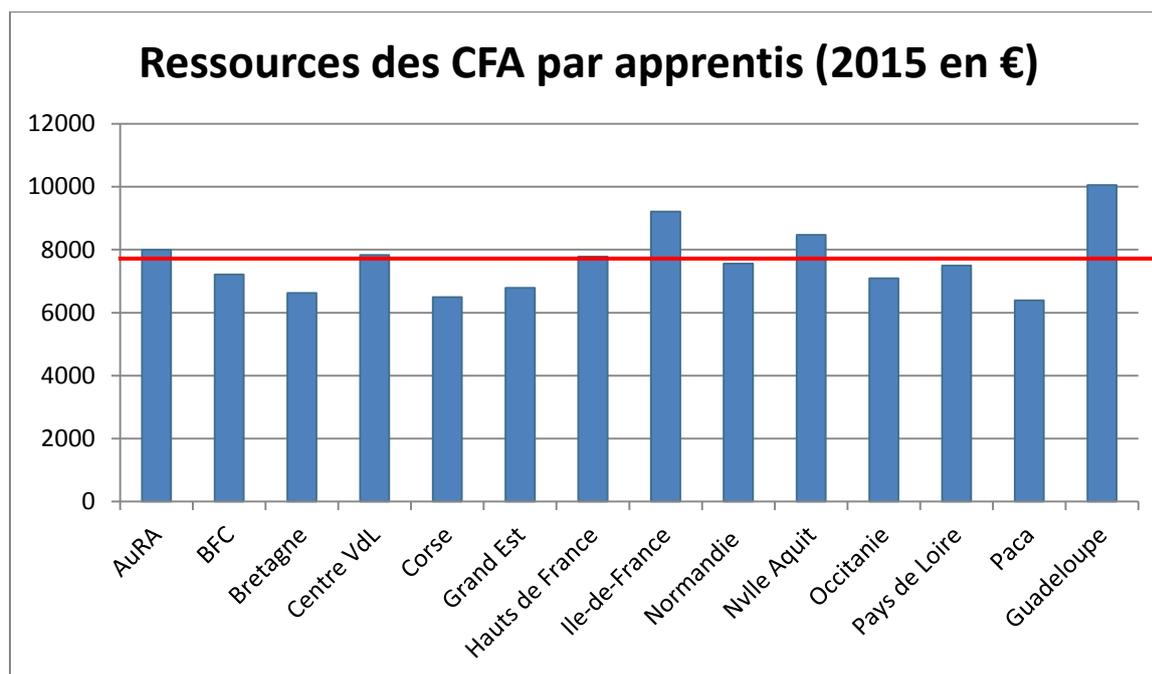
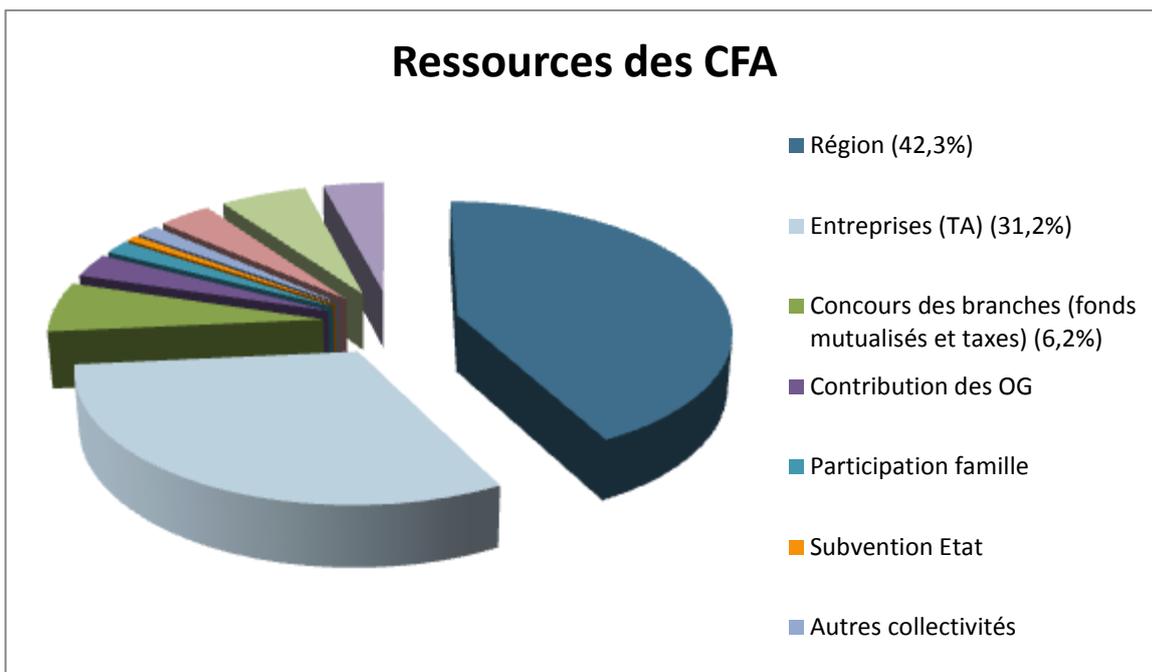
⁴ Les comptes financiers des organismes de formation (CFA, SA) sont exploités par les conseils régionaux et transmis depuis 2006 (données 2004), au CNFPTLV puis au CNEFOP qui les agrège et les consolide ; cette source est intitulée « remontées CNEFOP ».

* Il s'agit ici de la partie des fonds du THR pour les apprentis qui transite par les CFA (une partie des fonds du THR est versé directement aux apprentis par les conseils régionaux) ; ces fonds contribuent également à l'activité des CFA lorsqu'ils gèrent des structures d'hébergement et/ou de restauration.

** Les sources des contributeurs peuvent donner des répartitions légèrement différentes ; on peut attribuer ces différences à une difficulté d'identification de l'origine exacte (taxe d'apprentissage ou autres concours des entreprises) dans les comptes des CFA.

*** Il s'agit des contreparties comptables (quote parts de subvention, reprises sur amortissements / provisions, transfert de charges et produits financiers).

**** Les principaux postes des autres ressources sont des quotes-parts de subventions virées au compte de résultat, des ventes et prestations de services, des contributions d'autres collectivités.



Les CFA francilien disposent d'une ressource par apprenti de 9 206 € alors que ceux de la région Paca disposent de 6 391 €. Toutefois, on constate que les disparités régionales restent relativement faibles.

1.2 Stabilité pour les employeurs d'apprentis qui bénéficient de 1,57 milliard d'euros (19%)

Les employeurs d'apprentis (en majorité des entreprises) bénéficient de la part de l'Etat :

- d'exonérations de cotisations sociales patronales sur le salaire versé à leurs apprentis pour un montant de 1,29 milliard d'euros en 2015, soit une hausse sensible par rapport à 2014⁵.
- d'un crédit d'impôt sur les sociétés (dit crédit d'impôt apprentissage) et qui se monte à 278 millions d'euros en 2015, montant qui baisse fortement, après des fortes hausses précédentes.

Au total, les employeurs d'apprentis voient les ressources provenant de l'Etat baisser de 0,4% en 2015, alors que celles-ci avaient augmenté de 5,8% en 2013.

Si on y ajoute la prime apprentissage, versée par la Région, qui baisse fortement année après année, la baisse des ressources des employeurs d'apprentis est en forte diminution (-10,3%). Les entreprises employeurs reçoivent désormais une prime d'apprentissage (anciennement ICF), versée et modulée par les Régions selon les actions qu'elles mènent. Le montant versé baisse de 18% en 2014 et de 43,5% en 2015, passant de 557 millions d'euro en 2013 à 265 millions en 2015 (en lien avec le passage à la prime d'apprentissage en 2014, limitant le financement aux Régions par l'État aux apprentis d'entreprise de moins de onze salariés).

NB : Afin d'éviter les double-comptes, il est choisi de porter la prime d'apprentissage :

- côté bénéficiaires, elle est incluse dans les rémunérations versées par leurs employeurs aux apprentis
- côté contributeurs, en tant que contribution des Régions. La prime est donc retranchée de la rémunération versée par les entreprises employeurs aux apprentis.

Ressources des employeurs d'apprenti en 2013 et 2014

	2013	2014	2015	Evolution 14/ 15
Crédit d'impôt apprentissage	545	472	278	-41,1%
Exonération de charges salariales et patronales	1150	1100	1 291	+17,4%
Bonus apprentissage	1,7	4,3	-	-
Aide embauche TPE			1	-
Total	1697	1576	1 570	-0,4%
PM : prime apprentissage	557	469	265	-43,5%

Source : RAP 2015 et 2016

⁵ Les données ne nous permettent pas de distinguer entre les cotisations patronales et les cotisations salariales qui sont ici entièrement affectées aux employeurs.

Notes :

- Les employeurs d'apprentis sont considérés comme bénéficiaires, mais ils sont à la fois bénéficiaires et contributeurs ; les éléments ci-dessus représentent une moindre charge imputable sur leur rôle de contributeurs (pour les rémunérations) ; voir les comptes en T en annexe de ce rapport.
- Le compte des employeurs d'apprentis est incomplet du fait de manques d'informations concernant :
 - en ressources, la production des apprentis,
 - en charges, le tutorat et autres dépenses liées à l'emploi des apprentis.

1.3 Stabilité pour les apprentis et leurs familles qui bénéficient de 3,406 milliards d'euros (41,5%)

Les apprentis reçoivent une rémunération pour leur travail de 3,028 Md€ en 2015 (chiffre estimé en attendant le chiffre définitif).

Les ménages concernés bénéficient en outre d'une exonération de l'impôt sur le revenu pour le salaire des apprentis. Cette exonération représente 340 millions d'euros en 2015, soit 10 millions de moins qu'en 2014.

Les apprentis bénéficient également d'aides qui leur sont attribuées par les Conseils régionaux : aides directes au THR versées sans l'intermédiation des CFA, aides au permis de conduire, à la mobilité, fonds social d'urgence, etc. Ces aides représentent 38 millions d'euros en 2015.

Ressources des apprentis			en millions d'euros
	2014	2015	Sources
Rémunérations des apprentis	3 111	3 028 (estimation)	<i>DARES</i>
Crédit d'impôt sur le revenu de l'apprenti	350	340	<i>RAP 2016</i>
Aides directes des Conseils régionaux	39	38	<i>Comptes financiers des CFA (remontées CNEFOP)</i>
TOTAL	3 500	3 406	Evolution : -0,3%

Il faut noter que les apprentis reçoivent également des aides par l'intermédiaire des CFA (cf. Partie III du rapport), non retracées ici. Par exemple, selon les politiques, les Conseils régionaux versent les aides au THR soit par l'intermédiaire des CFA, soit directement aux apprentis. Les versements indirects aux apprentis et à leurs familles ne sont pas retracés ici.

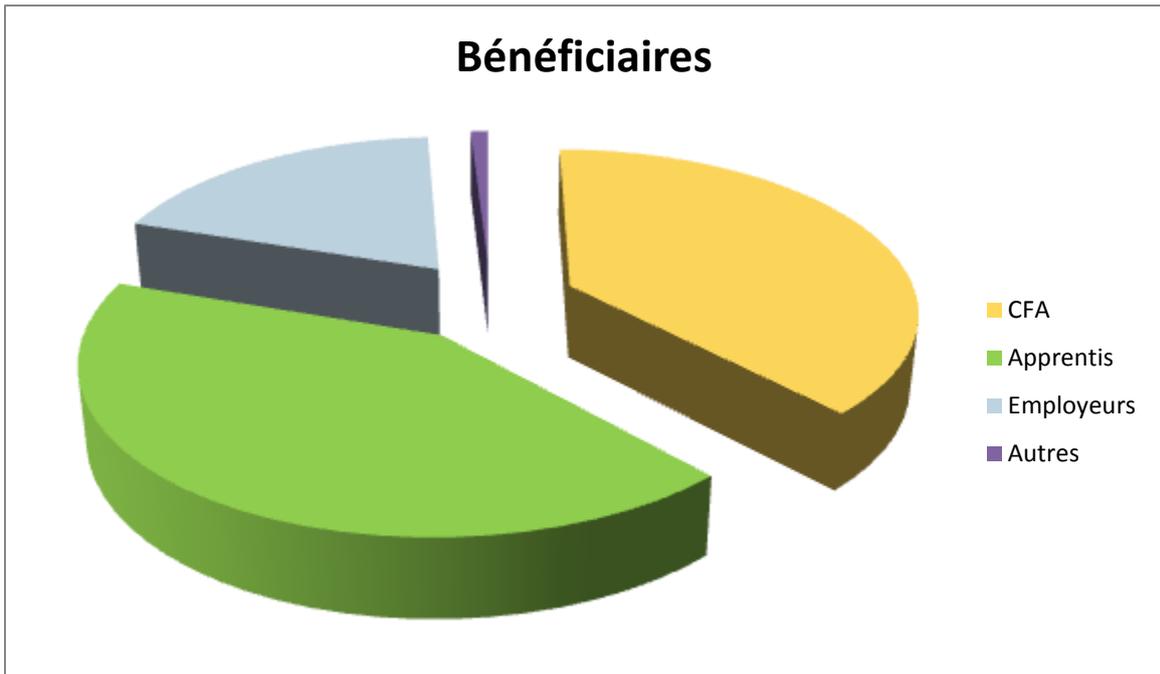
1.4 Synthèse des bénéficiaires du financement de l'apprentissage

Si la baisse globale des ressources en 2015 est 1,3%, les CFA bénéficie d'une hausse de 3,3% de leurs ressources. Ces montants, hors prime apprentissage qui diminue, sont stables pour les apprentis et les entreprises.

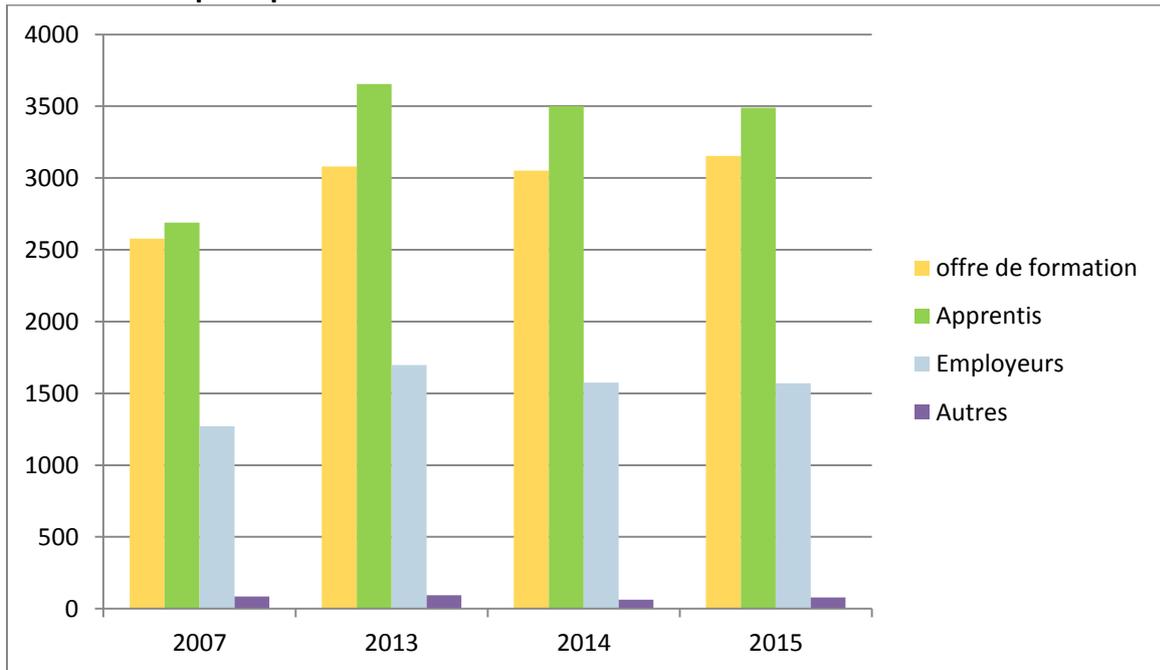
En millions d'euros

Bénéficiaire	2007	2013	2014	2015	Evol 14/15	Evol 07/15
Offre de formation (CFA)	2 578 40%	3 080 36%	3 052 37%	3 153 38,5%	+3,3%	+22,3% (+10,9% en € constant)
Apprentis	2 690 41%	3 654 43%	3 500 43%	3 406 41,5%	-0,3%	+22% (+17,6 % en € constant)
Rémunération brut (déduction faite de la prime)	1 852	2 710	2 642	2 763 (estimation)		
Employeurs	1 270 19%	1 697 20%	1 576 20%	1 570 19%	-0,4%	+19% (+12,1 % en € constant)
Autres	84	95	62	78		
Total bénéficiaires	6 622	8 526	8 190	8 207	+0,9%	+25% (+13,5 % en € constant)
Total bénéficiaire hors rémunération brut	4 770	5 816	5 492	5 444	-0,9%	+14% (+3,5 % en € constant)

La rémunération des apprentis n'est pas à ce jour connu (début octobre), le chiffre de 2014 a été repris comme base d'estimation



Evolution des principaux financements bénéficiaires



2. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs s'élève à 8,27 Mds €, s'accroît en 2015 (+0,7%) mais diminue hors rémunération (-1,1%)

En miroir des bénéficiaires, les contributeurs consacrent 8,27 milliards d'euros au financement de l'apprentissage. La contribution des entreprises augmentent (+3,3%) alors que celle de l'Etat (-1%) et des Régions (-6,7%) diminuent. La baisse de la contribution des

Régions est essentiellement due à la diminution du versement de la prime pour les employeurs d'apprentis.

Hors des rémunérations brut des apprentis par les entreprises employeurs, le financement de l'apprentissage se monte à **5,51 milliards d'euros** en 2015 (-1,1% par rapport à 2014) avec une répartition de l'effort ainsi ventilé : 35,1% provenant de l'Etat, 32,3% des Régions et 21,4% des entreprises (autre = 11,2%).

Chaque contributeur finance selon des modalités différentes :

- Les entreprises versent la taxe d'apprentissage aux CFA mais aussi d'autres contributions des branches dont elles relèvent. Celles qui emploient des apprentis leur versent des rémunérations.
- L'Etat intervient principalement auprès des employeurs sous forme de dépenses fiscales et sociales (exonérations de cotisations ou d'impôts).
- Les Régions apportent des subventions aux CFA. Elles versent également des primes aux employeurs d'apprentis et des aides aux apprentis.

2.1 Accroissement du financement des entreprises qui versent 1,18 Md € à l'offre de formation et 2,763 Md€ de rémunération aux apprentis ⁶

On distingue les entreprises dites « assujetties » des entreprises employeurs d'apprentis, dont le champ ne se recoupe que partiellement⁷.

Les entreprises « assujetties » versent, par l'intermédiaire des OCTA, la taxe d'apprentissage sous forme de concours financiers aux CFA : concours obligatoires pour les employeurs d'apprentis, affectation libre pour les autres.

De plus, les branches professionnelles peuvent prévoir, par voie conventionnelle et selon des pourcentages qu'elles déterminent, l'affectation de fonds mutualisés au financement de l'apprentissage. Ainsi les entreprises versent également aux CFA, par l'intermédiaire des OPCA, des sommes issues des fonds mutualisés de la professionnalisation pour 135 millions d'euros (+13,5% par rapport à 2014). S'ajoutent des taxes fiscales collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT) ainsi que la cotisation professionnelle, du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP), soit 60 millions d'euros pour ces trois branches (-16,7%).

En 2015, les contributions des entreprises aux CFA se montent à 1,18 milliard d'euros, soit 21,4% du montant total hors rémunération. Le financement par la taxe d'apprentissage remonte depuis 2011, avec l'augmentation de la part du quota puis la réforme de la TA à

⁶ Si l'on s'intéresse aux flux intermédiaires, la contribution des entreprises est supérieure, puisqu'elle comporte des sommes partiellement retracées ici (FNDMA ensuite reversé aux régions par exemple). Ces flux figurent en pointillés sur le schéma du financement de l'apprentissage et sont repris dans les comptes en T (en annexe 1).

⁷ Toutes les entreprises ne sont pas assujetties à la taxe d'apprentissage (très petites entreprises qui emploient un apprenti mais dont la masse salariale est inférieure à 6 SMIC, secteurs public, associatif, agricole en grande partie,...). Par ailleurs, les entreprises qui emploient des apprentis sont également bénéficiaires d'exonérations de cotisations salariales et patronales au titre de l'apprentissage.

partir de 2015, pour atteindre 983 millions d'euros (+3,6% par rapport 2014). Les autres fonds attribués aux CFA par les branches, restent stables globalement.

Contribution des entreprises	2014	2015	Evolution
Taxe d'apprentissage *	949	983	+3,6%
Fonds mutualisés de la professionnalisation	119	135	+13,5%
Taxe fiscale (secteurs du transport routier et de la réparation automobile) et Cotisation professionnelle (secteur du bâtiment)	72	60	-16,7%
	Total : 191	Total : 195	+2,1%
Total	1140	1178	+3,3%**

* Taxe consommée : 983M€, Taxe reçue : 1,063Md€

** A noter que dans les précédents rapports la CDA n'était pas comptabilisée alors qu'elle l'est mécaniquement en 2015 du fait de la fusion TA et CDA.

Sources cnefop

Les employeurs des apprentis (en grande majorité des entreprises) versent des salaires aux apprentis en contrepartie de leur travail. Les entreprises supportent des coûts qui ne sont pas quantifiables, liés notamment au tutorat voire dans certains contextes à l'aménagement du poste de travail.

Le total des rémunérations versées en 2015 par les entreprises employeurs, déduction faite de la prime apprentissage (pour éviter les doubles comptes), se monte à 2,846 milliards d'euros⁸

Contribution des employeurs en 2015

Rémunérations des apprentis *	2 763
-------------------------------	-------

Source DARES (d'après DADS) Estimation

Les entreprises employeurs d'apprentis dépensent 2,763 milliards d'euros en rémunérations et perçoivent 1,835 milliards d'euros en aides. **Ainsi le coût du travail des apprentis est compensé à hauteur des deux-tiers**, sans tenir compte de la production des apprentis bénéficiant à leurs employeurs. D'autres dépenses des entreprises employeurs seraient toutefois à prendre en comptes (tutorat par exemple).

S'ajoutent par ailleurs les contributions des entreprises, qu'elles soient employeurs ou non, qui contribuent notamment par la taxe d'apprentissage **pour un montant de plus d'un milliard d'euros**.

⁸ Afin d'éviter les double-comptes et afin de mieux mesurer les dépenses liées à la politique publique d'apprentissage des Régions, il a été choisi de porter l'indemnité compensatrice forfaitaire (ICF) ou prime aux employeurs :

- côté bénéficiaires, incluse dans la rémunération des apprentis
- côté contributeurs, en tant que contribution des Régions.

2.2 En 2015 les Régions contribuent pour 1,781 milliards d'euros (soit 21,5% du financement total de l'apprentissage et 32,3% hors rémunération)

Les Régions contribuent de plusieurs manières :

- par **des subventions à l'offre de formation (CFA) pour un montant d'1,272 milliards d'euros** dont 1,132 milliards d'euros pour le fonctionnement et 102 millions d'euros pour la part de l'investissement passant par les comptes des CFA⁹.
- par **des aides directes ou indirectes** (via les CFA) aux apprentis pour le transport, l'hébergement et la restauration (THR), aides à la mobilité européenne, au premier équipement des jeunes, etc. **pour environ de 117 millions d'euros**.
- par **le versement de primes d'apprentissage aux employeurs d'apprentis** dont les Régions ont la pleine et entière responsabilité. En 2015, des primes ont été versées pour un montant 265 millions d'euros contre 469 millions d'euros en 2014.
- selon les Régions, d'autres aides non reprises dans les comptes des CFA, pour un montant d'environ 127 millions d'euros, sont attribuées aux employeurs (aide au tutorat par exemple) ou à des actions de promotion de l'apprentissage comme les Olympiades des métiers, mais aussi l'animation et l'accompagnement, la formation de formateurs, etc.

Le financement provenant des Régions qui a augmenté de 50% entre 2004 et 2009 s'était stabilisé en 2014 mais baisse en 2015 de 6,7%.

Cette baisse est essentiellement due à la diminution de la prime aux employeurs d'apprentis qui résulte de la suppression de l'ICF. Dans un contexte de contrainte budgétaire et d'augmentation des ressources issues de la taxe d'apprentissage, les Régions n'ont pas souhaité compenser cette diminution voulue par le législateur en loi de finances. Cependant, la contribution des régions aux CFA augmente en 2015 (+1%).

De façon plus structurelle, la contribution des régions est possiblement légèrement sous-évaluée ; toutes les dépenses ne semblent pas pouvoir être comptabilisées à ce stade dans les remontées et enquêtes (ex. : développeurs de l'apprentissage, formation des formateurs, certaines dépenses d'investissement dans les plateaux techniques en lycées professionnelles qui bénéficient à l'apprentissage, etc.).

⁹ Les comptes des CFA ne retracent que partiellement les investissements. En effet, la gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...).

Les chiffres présentés ne donnent donc qu'un aperçu partiel du financement des investissements dans les CFA.

Contribution des Régions en 2014

en millions d'euros	2015	2014	Sources
Financement du fonctionnement des CFA régionaux (hors THR)	1170	1132	Comptes financiers des CFA (remontées CNEFOP)
Financement de l'investissement des CFA *	102	121	Comptes financiers des CFA (remontées CNEFOP)
Participation des Régions aux frais de THR et autres aides via les CFA**	79	79	Comptes financiers des CFA (remontées CNEFOP)
Aides directes des Régions aux apprentis ou leur famille (THR, mobilité, équipement ...)	38	39	Remontées CNEFOP
Prime employeur et aide aux recrutements supplémentaires	265	469	Enquête (DARES)
Autres dépenses des Régions pour l'apprentissage : (formation de formateurs, accompagnement et animations régionales, olympiades des métiers ...)	127	70	calculé par différence
Total	1781	1910	Enquête DARES auprès des Conseils régionaux

* partiel : une partie des investissements ne figure pas dans la comptabilité des CFA, mais dans celle des organismes gestionnaires ou de sociétés civiles immobilières

** une partie du THR est reversée aux apprentis ; de plus certaines Régions versent leurs aides au transport directement aux apprentis.

Sur ces 1,78 milliards d'euros, les Régions reçoivent de l'Etat 1.95 milliard d'euro (cf. annexe 1 : comptes en T) :

- 1 398 millions au titre du FNDMA (quota région de la TA),
- 99 millions au titre de la péréquation vers les régions (programme 790),
- 279 millions au titre de la prime employeur et 36 millions pour l'aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire,
- 142 millions au titre de la TICPE affectée aux régions.

Au final, on peut constater que les régions maintiennent leur effort pour l'apprentissage hors prime aux employeurs d'apprentis, même si ce qu'elles reçoivent de l'Etat apparaît plus important que ce qu'elles dépensent pour l'apprentissage.

A noter : comme évoqué précédemment, certaines dépenses des Régions peuvent ne pas être prises en compte dans cette enquête et les Régions peuvent répartir leurs fonds de manière variable entre l'apprentissage et la formation professionnelle continue.

2.3 Légère baisse pour les financements de l'Etat qui s'élèvent à 1,933 milliard d'euros (soit 23,4 % du montant total et 35,1% du montant hors rémunération)

La contribution de l'Etat se fait sous forme de dépenses sociales et fiscales, principalement :

- remboursement aux régimes de sécurité sociale, aux caisses complémentaires et à l'UNEDIC des exonérations de cotisations sociales des apprentis et de leurs employeurs
- crédit d'impôt pour les employeurs
- et exonération d'impôt sur le revenu des apprentis.

Globalement, la contribution de l'État est de 1,933 Md€ en 2015, en légère baisse par rapport à 2014 (-1%).

Les dépenses liées aux exonérations de cotisations sociales se montent à 1,291 milliard d'euros, montant en augmentation par rapport aux années précédentes (+17%).

Le crédit d'impôt en faveur des entreprises employeurs de 278 millions d'euros en 2015 diminue fortement (-41%)

Les exonérations d'impôt sur le revenu en faveur des apprentis et de leurs familles après une croissance régulière (passant de 175 millions d'euros en 2004 à 350 millions en 2014) se tasse légèrement (340 millions €).

La ligne promotion et bonus apprentissage disparaît en 2015. Une aide à l'embauche des apprentis pour les TPE a été créée en cours d'année, d'où le faible montant constaté (1 millions d'euros).

Contribution de l'Etat en 2014

En millions d'euros	2014	2015	Sources
Exonération de cotisations salariales et patronales sur le salaire de l'apprenti	1100	1291	RAP 2015
Crédit d'impôt pour les employeurs d'apprentis	472	278	RAP 2016
Exonération d'impôt sur le revenu de l'apprenti	350	340	RAP 2016
Autres dépenses pour l'offre de formation dont subventions aux CFA nationaux	21	23	Comptes financiers des CFA (remontées CNEFOP)
Promotion et bonus apprentissage	9	-	
Aide Embauche TPE	-	1	RAP 2016
Total	1952	1933	

La créance sur TA n'est pas mentionnée

A noter qu'il n'est pas intégré dans ce rapport les mesures d'exonération de cotisation sociale sur les salaires des apprentis non compensées par l'Etat (abattement et exonération des cotisations patronales et salariales et de la CSG-CRDS). Ces montants pourront être intégrés à l'avenir dans les comptes de l'apprentissage.

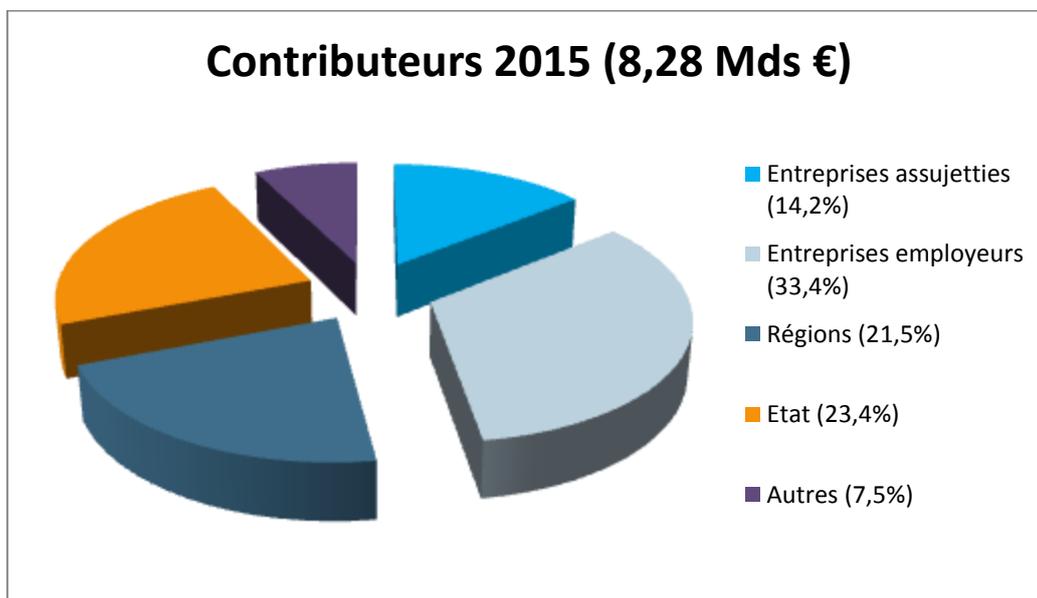
2.4 Autres contributions

Viennent ensuite d'autres contributeurs finaux dont la participation financière directe est nettement moins importante, malgré leur rôle non négligeable dans le circuit de l'apprentissage.

- Les organismes gestionnaires des centres de formation avec 92 millions d'euros. Les apports des organismes gestionnaires ne sont cependant pas entièrement retracés dans les comptes des CFA, notamment en ce qui concerne les investissements, les mises à disposition totales ou partielles de personnel administratif.
- Les apprentis et leur famille avec 54 millions d'euros dont les frais sont concentrés sur le transport, l'hébergement et la restauration des apprentis. Une partie de cette somme provient d'aides attribuées par les Régions directement aux apprentis.
- Autres : contributions des autres collectivités (47 M€), en augmentation notable par rapport à 2014, vente de produits fabriqués par les apprentis (113 M€), mouvements comptables et financiers (184 M€), autres ressources non identifiées (128 M€)

2.5 Synthèse des contributions au financement de l'apprentissage

La contribution des entreprises augmentent (+3,3%) alors que celle de l'Etat (-1%) et des Régions (-6,7%) diminuent. La baisse de la contribution des Régions et de l'Etat peut s'expliquer par la réforme de la TA qui entraîne une augmentation des ressources pour les CFA (permettant aux autres contributeurs de diminuer leur apport) et par la contrainte budgétaire s'exerçant sur les acteurs publics.



Contribution 2015 (5,51 Mds €) hors rémunération des apprentis

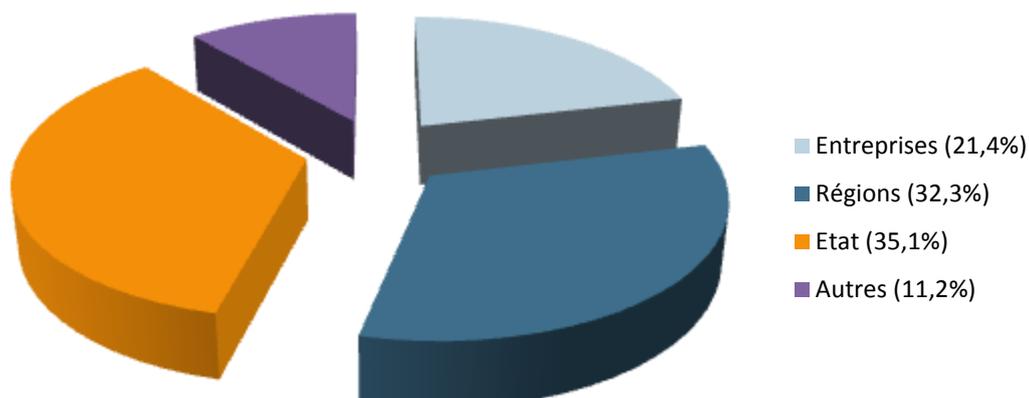


Tableau de synthèse

<i>En millions d'euros courants</i>	2007	2013	2014	2015	Evol 14/15	Evol 07/15
Entreprises assujetties	927	1 108	1 140 14%	1 178 14,2%	+3,3%	+27% (+15 % en € constant)
Régions	1 807	2 053	1 910 23%	1 781 21,5%	-6,7%	-1% (-10,5 % en € constant)
Etat	1 507	2 057	1 952 24%	1 933 23,4%	-1%	+28% (+16 % en € constant)
Autres	529	483	573 7%	618 7,5%	+9%	+17% (+6 % en € constant)
Total hors rémunération	4 770	5 701	5 575	5 510	-1,1%	+15,5% (+5% en € constant)
Entreprises employeurs	1 852	2 710	2 642 32%	2 763 (estimation) 34%	-	-
Total	6 622	8 411	8 217	8 273	+0,7%	+26 (+14% en € constant)

Le financement de l'apprentissage est en légère hausse en 2015 (mais hors rémunération brute, le financement de l'apprentissage est en légère baisse (-1,1%)), **après une baisse prononcée en 2014 (-2%)**, et après une hausse quasi continue entre 2004 et 2013, hausse qui avait néanmoins déjà faibli depuis 2011. **En dix ans, le financement de l'apprentissage a augmenté d'environ 35% en euros constants.**

Dans le même temps, les effectifs de l'apprentissage ont augmenté, avec une hausse importante jusqu'à 2007, dans une moindre mesure en 2011 et 2012, puis une baisse en 2013, 2014 et 2015.

En 2015, la contribution totale pour l'apprentissage s'élève à 8,27 milliards d'euros pour 406 000 apprentis annualisés, soit une contribution moyenne de 20 380 € par apprenti (hors pré-apprentis), en augmentation par rapport à 2014 (19 700 €). Augmentation à relativiser car le ratio est calculé sur le nombre annualisé d'apprentis (qui baisse logiquement par rapport à 2014 puisqu'il dépend pour partie de 2014) et non sur les effectifs au 31/12 (qui eux sont stables par rapport à 2014) d'une part, et la rémunération est à ce stade estimée.

Sur le long terme, le nombre global d'apprentis augmente moins vite que les dépenses associées. Le coût global par apprenti a donc augmenté, en passant de 14.200 € en 2004 à 19.100 € en 2011 et à 19.700 € en 2014 (euros courants) et à 20 380 € en 2015.

Hors rémunération brute des apprentis, la contribution à l'apprentissage est de 5,51 Mds € pour 406 000 apprentis, soit un coût moyen de 13 570 € contre 13 370 € en 2014. La hausse hors rémunération est donc moins forte (+1,5%).

Contribution par apprenti par financeur : 2 900 € pour les entreprises assujetties, 4 390 € pour les Régions, 4 760 € pour l'Etat (1 520 € pour autres).

Tout porte à croire que ce coût moyen va se stabiliser, voire redescendre un peu, sous l'effet conjugué des effectifs qui devraient repartir à la hausse est d'une contrainte budgétaire de l'Etat et des collectivités locales de plus en plus forte. En 2015, l'apport de TA a permis de compenser cette baisse.

3. Focus sur le circuit de la taxe d'apprentissage

3.1 Le fonctionnement de la taxe d'apprentissage

En 2015¹⁰, la taxe d'apprentissage a été fusionnée avec la CDA (qui représentait 790 millions d'euros en 2014) et est partagée en trois fractions:

- **le « quota » :** fraction de la taxe réservée au financement de l'apprentissage, 26%

¹⁰ La loi du 5 mars 2014 et les lois de finances ont réformé le circuit de la taxe d'apprentissage en instituant une part régionale (51%), une part quota réservée à l'apprentissage (26%) et une part hors-quota (23%) dédiée aux autres formations (sauf pour l'Alsace et la Moselle où la part régionale représentera 51% et la part quota 49%).

- le « hors quota » est destiné au financement des premières formations technologiques et professionnelles, qu'elles se déroulent sous statut scolaire (exemple : enseignements dispensés dans les lycées professionnels) ou sous statut d'apprenti, 23%
- La « fraction régionale » perçue par l'Etat sur le Compte d'Affectation Spécial (CAS) du Fonds National de développement et de Modernisation de l'Apprentissage (FNDMA) puis reversée aux Régions, 51%

Les versements au titre de la taxe d'apprentissage sont obligatoirement effectués par l'intermédiaire d'un organisme collecteur de la taxe d'apprentissage (OCTA) et affectés :

- d'une part aux organismes de formation : CFA pour l'apprentissage, établissements de formation autorisés pour les autres premières formations (figurant sur les listes dites préfectorales des formations susceptibles de recevoir la taxe d'apprentissage),
- d'autre part à l'Etat (CAS FNDMA).

Depuis la loi du 29 juillet 2011 de finances rectificatives, les entreprises de plus de 250 salariés ne respectant pas le quota d'alternants¹¹ (4% en 2015 et 5% en 2016) sont tenues de verser une « contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) » qui est modulée selon leur effort. Cette CSA alimentait préalablement le FNDMA, depuis 2015 elle est directement affectée au CFA.

3.2 Changement des circuits de la taxe en 2015 et augmentation de son montant pour l'apprentissage

La taxe d'apprentissage finance l'ensemble des premières formations professionnelles et technologiques

Pour des raisons de cohérence interne entre les données, l'analyse suivante est basée, sauf précisé, sur les données de la DGEFP (remontées de données des OCTA – système PACTOLE). A noter que les données remontées de l'enquête CNEFOP sont en 2015 pratiquement identiques à celles de la DGEFP.

En millions d'euros	Montant collecté	Montant réparti
Taxe d'apprentissage 2015	2 920	2 880
<i>Dont fraction régionale</i>	1514	1 498
<i>Dont quota</i>	803	789
<i>Dont hors quota</i>	603	592
CSA	210	207

En 2015, la collecte de la taxe d'apprentissage (basée sur les salaires 2014), hors CSA, s'élève à 2,9 milliards d'euros soit une hausse rapport à 2014 de près de 40% (en grande partie due à la fusion de la TA et de la CDA. Pour mémoire, la CDA en 2014 s'élevait à 790 millions d'€).

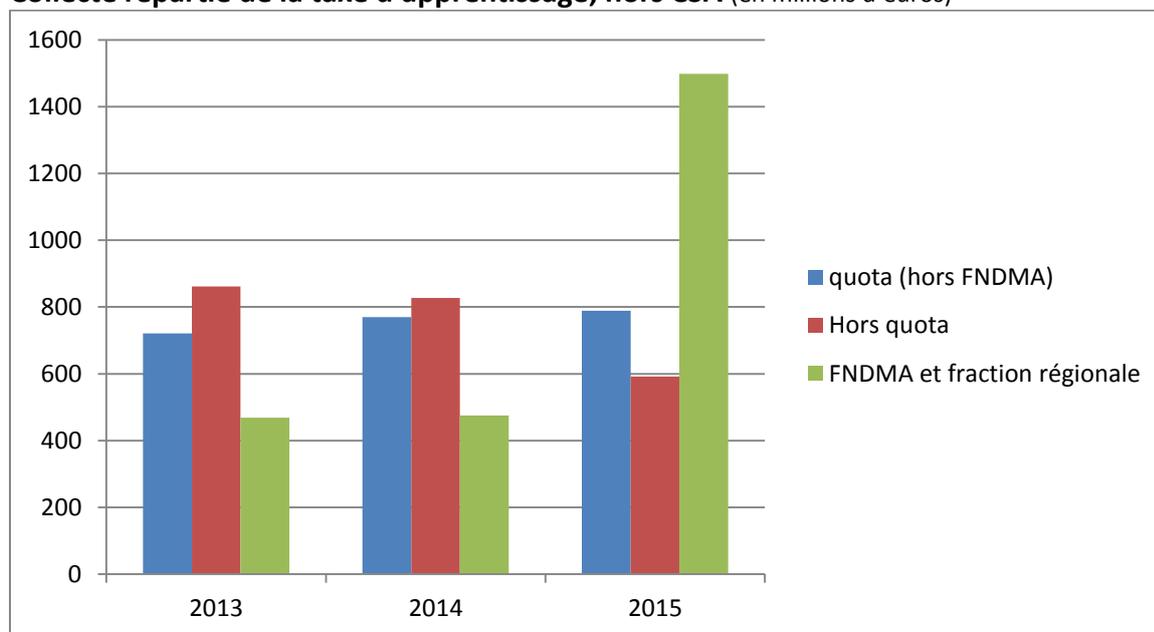
Le quota réparti augmente de 2,5%, le hors quota diminue fortement de 28,5% et la fraction régionale représente 1,498 Md d'€ (soit une hausse du FNDMA de 215 %). Cette dernière hausse, importante, ne signifie pas nécessairement un accroissement des fonds destinés aux

¹¹ Les alternants concernés sont les salariés en contrats d'apprentissage, ceux en contrats de professionnalisation, les personnes accomplissant un VIE et celles bénéficiant d'un Cifre.

Régions, il s'agit surtout d'une modification des circuits de financement (notamment intégration de la CDA dans la TA).

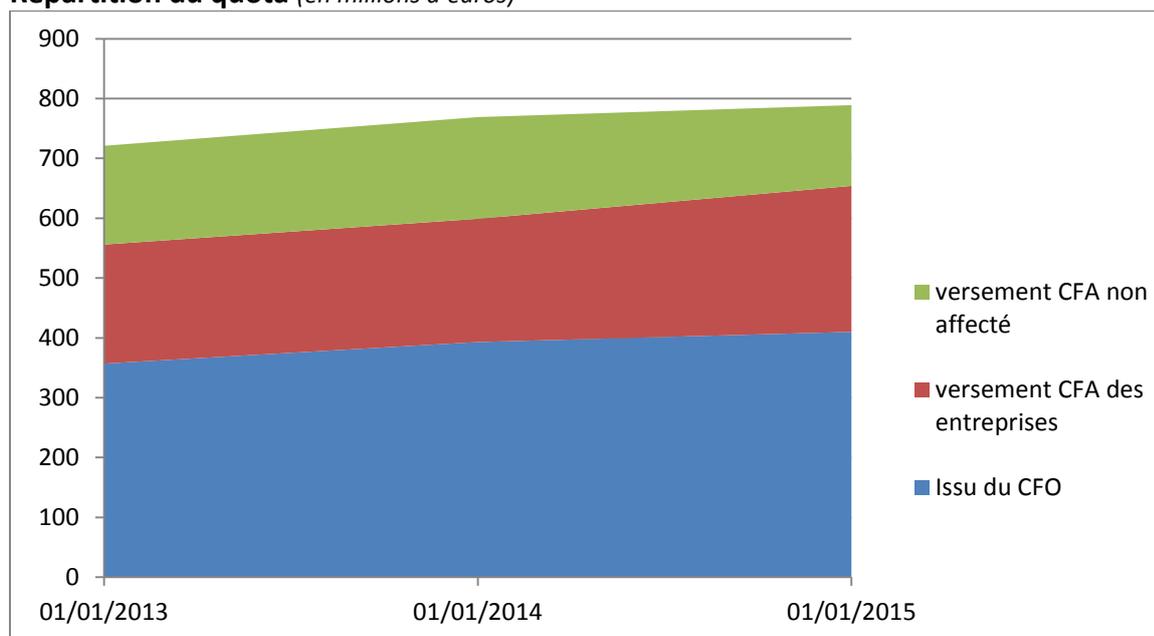
Sur ces montants, environ 2,57 Mds € reviennent à l'apprentissage. En intégrant la CDA dans les montants précédents, **la part qui bénéficie à l'apprentissage s'accroît d'environ 7%. La réforme de la TA a donc augmenté les ressources pour l'apprentissage.**

Collecte répartie de la taxe d'apprentissage, hors CSA (en millions d'euros)



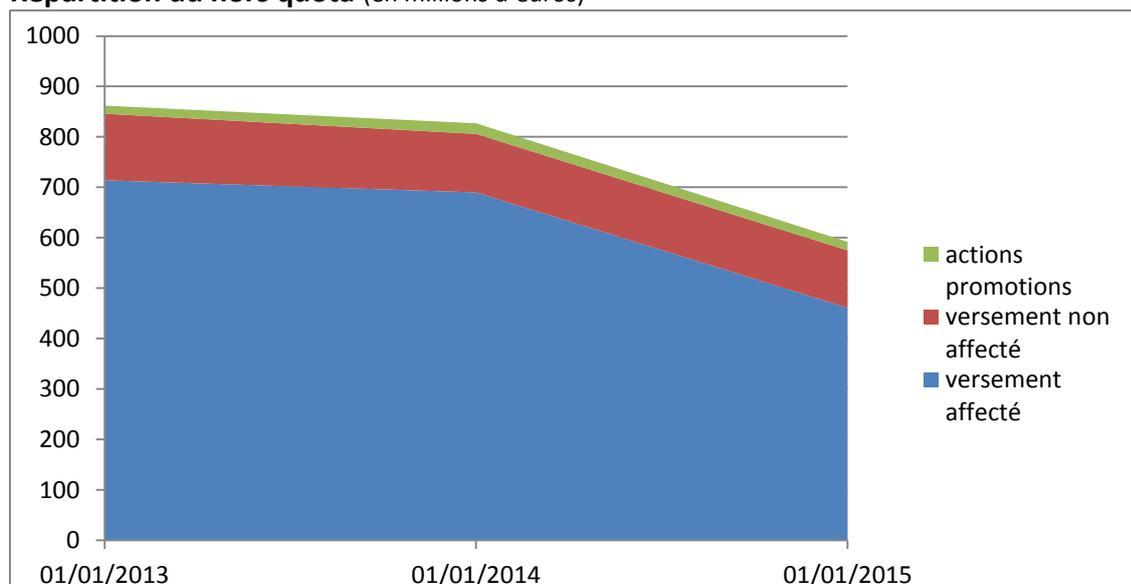
On constate ainsi que le hors quota suite aux différentes réformes diminue assez fortement d'année en année tandis que le quota augmente légèrement. La fraction régionale effective en 2015 augmente sensiblement le FNDMA, ensuite reversé aux Régions.

Répartition du quota (en millions d'euros)



La répartition du quota montre une diminution progressive de la part non affectée.

Répartition du hors quota (en millions d'euros)



La répartition du hors quota reste sensiblement la même alors qu'on constate une baisse globale.

Tableau d'ensemble de la collecte répartie (taxe d'apprentissage, CSA et CDA)

Collectes répartie du financement de l'apprentissage (millions d'euros courants)	2013	2014	2015	Evolution 2014/2015	Part 2015
QUOTA (hors FNDMA)	721	770	789	+2,5%	25,6%
Dont montant issu du concours financiers obligatoires (CFA des apprentis de l'entreprise)	357	393	410	+4%	52%
Dont montant issu des versements aux CFA affectés par les entreprises	199	206	244	+18,5	31%
Dont montant issu des versements aux CFA non affectés par les entreprises	165	170	135	-20%	17%
HORS-QUOTA	862	827	592	-28,5%	19,2%
Dont montant issu des versements affectés par les entreprises, pour les CFA et pour les autres premières formations	714	690	461	-33%	78%
Dont montant issu des versements non affectés par les entreprises, pour les CFA et pour les autres premières formations	132	116	114	-2%	19%
Dont montant des actions de promotion	16	21	17	-19%	3%
CAS FNDMA (fraction régionale en 2015)	469	475	1 498	+215%	48,5%
Contribution supplémentaire à l'apprentissage*	214	215	207	-4%	6,7%
TOTAL	2 266	2 287	3 086	+34,9%	
Contribution au développement de l'apprentissage	765	790	-	-	-
TOTAL avec CDA	3 031	3 077	3 086	+0,3%	100%

* La CSA en 2013 et 2014 alimentait le FNDMA alors qu'elle est affectée en 2015 directement aux CFA

Au total, l'apprentissage bénéficie de 2,57 milliards d'euros (Sous réserve que la fraction régional bénéficie entièrement à l'apprentissage) :

- La collecte répartie de TA s'élève à 2,88 milliards d'€
- L'apprentissage en bénéficie pour 2,37 milliards d'€
- La CSA s'ajoute pour un montant de 207 milliards.

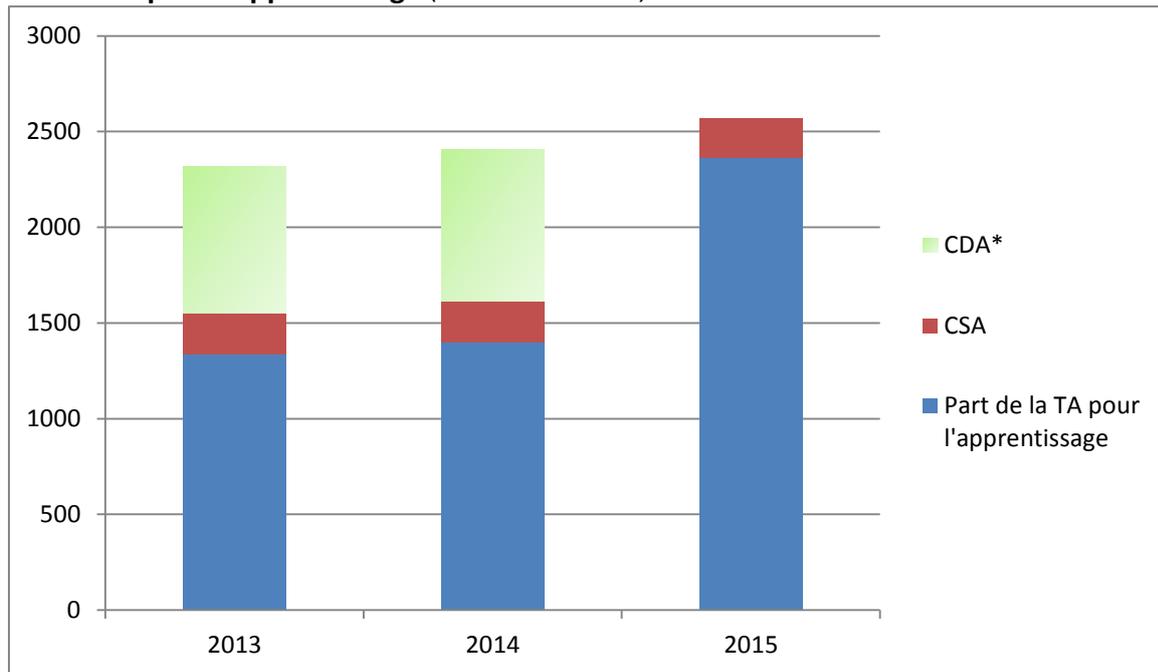
Montant vers l'apprentissage Millions d'euros	2013	2014	2015	Evolution 2014/2015	Part 2015
Part de TA qui bénéficie à l'APPRENTISSAGE Versements aux CFA (quota, hors quota et CSA) + FNDMA	1 555	1 616	2 572	+59%	83,3%
Dont montant issu du Quota (hors FNDMA)	721	770	789	+2,5%	30,7%
Dont montant issu du CAS FNDMA (CSA comprise en 2013 et 2014)	469	475	1 498	+215%	58,2%
Dont montant issu du hors-quota	151	156	78	-50%	3%
Dont CSA*	214	215	207	-4%	8,1%
Part de la TA qui ne bénéficie pas à l'apprentissage	711	671	514	-24%	16,7%
Pour mémoire					
Contribution au développement de l'apprentissage	765	790	-	-	-
Total avec CDA et CSA	3 031	3 077	3 086	+0,3%	-
TA bénéficiant à l'apprentissage + CDA**	2 320	2 406	2 572	+7%	-

* La CSA en 2013 et 2014 alimentait le FNDMA alors qu'elle est affectée en 2015 directement aux CFA

** En prenant comme hypothèse que la CDA allait entièrement à l'apprentissage (ce qui n'était pas le cas) et que le FNDMA bénéficie entièrement à l'apprentissage

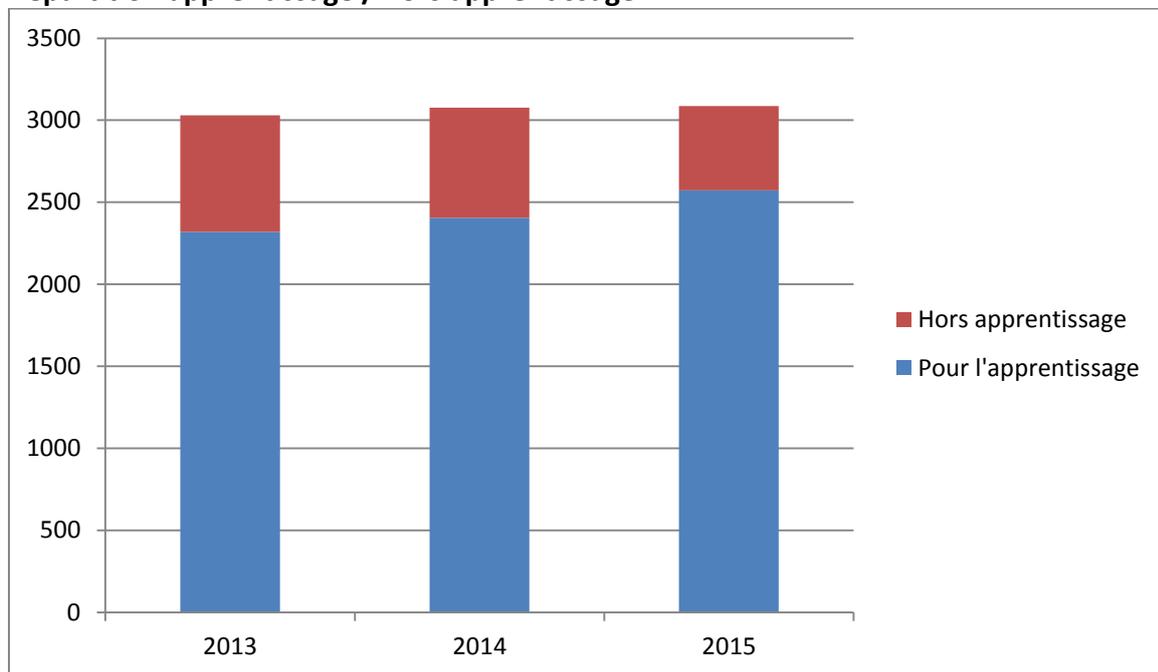
Globalement, les montants totaux issus de la fiscalité de l'apprentissage augmentent légèrement 2015 (+0,3%), la part qui bénéficie directement à l'apprentissage s'accroît plus sensiblement (+7%).

Montants pour l'apprentissage (En millions d'euros)



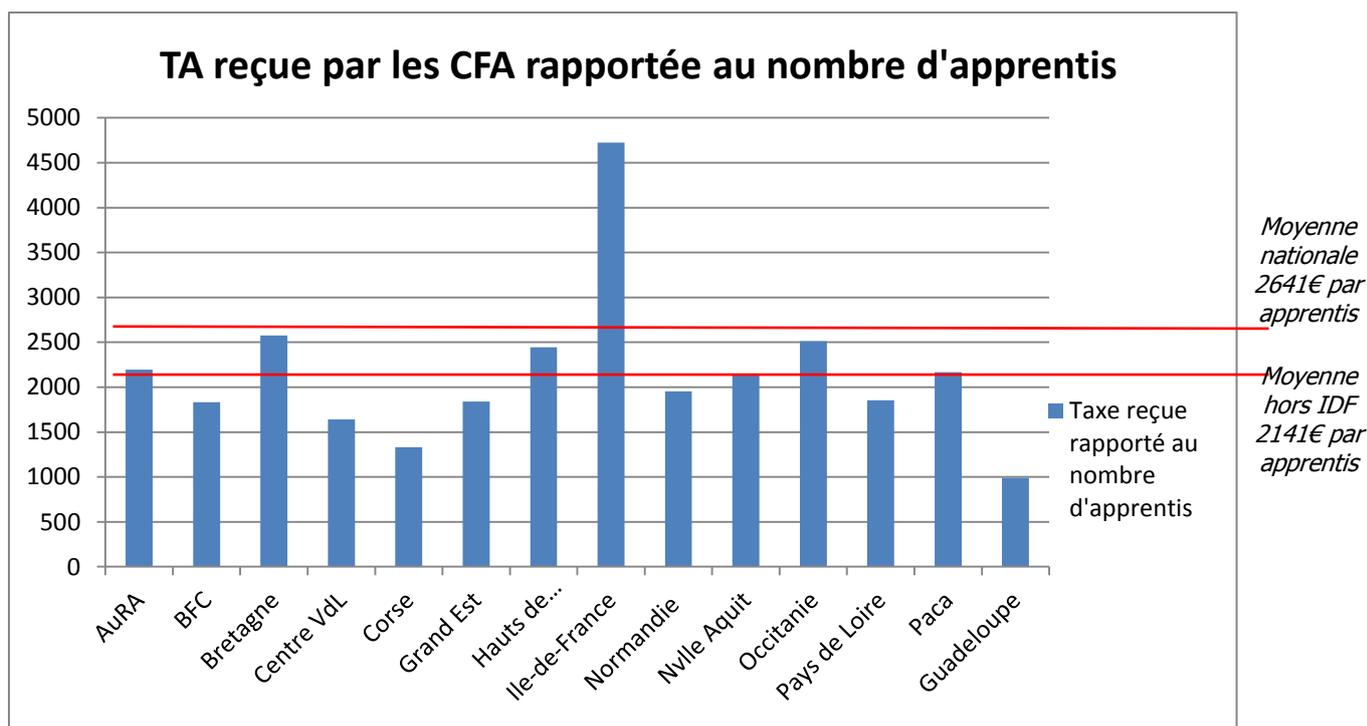
** A noter : avant 2015, une partie de la CDA (non quantifiable mais minoritaire) allait vers la formation continue. Les blocs verts dans le graphique sont par conséquent surestimés. Idem dans le tableau, les montants pour l'apprentissage en 2013 et 2014 sont donc légèrement surestimés.*

Répartition apprentissage / hors apprentissage



En millions d'euros

On constate à la fois une augmentation du montant global et aussi un accroissement de la part destinée à l'apprentissage.



En moyenne, la TA reçue par les CFA est de 2 641 € par apprenti (2 141€ hors Ile-de-France). Les disparités sont relativement fortes, par exemple entre la Corse (1 332 €), le Centre Val de Loire (1 641 €) et la Région Ile-de-France (4 724 €) ou la Bretagne (2 576 €).

4. Les schémas des flux financiers

Deux schémas présentés ci-après représentent les flux financiers de l'apprentissage :

- le premier présente la vision des flux liés au **fonctionnement et à l'investissement de l'appareil de formation**
- le second, les flux financiers de l'apprentissage **vers les bénéficiaires**.

Deux types de flux coexistent sur les schémas :

- les flux finaux (par exemple la subvention régionale aux CFA) ;
- les flux intermédiaires, par exemple les transferts de fonds effectués de l'État aux Régions (fraction régionale versée au FNDMA par les entreprises, puis transférée aux Régions), sont signalés en pointillés.

Schéma des flux financiers apprentissage 2015 pour le fonctionnement et l'investissement de l'appareil de formation

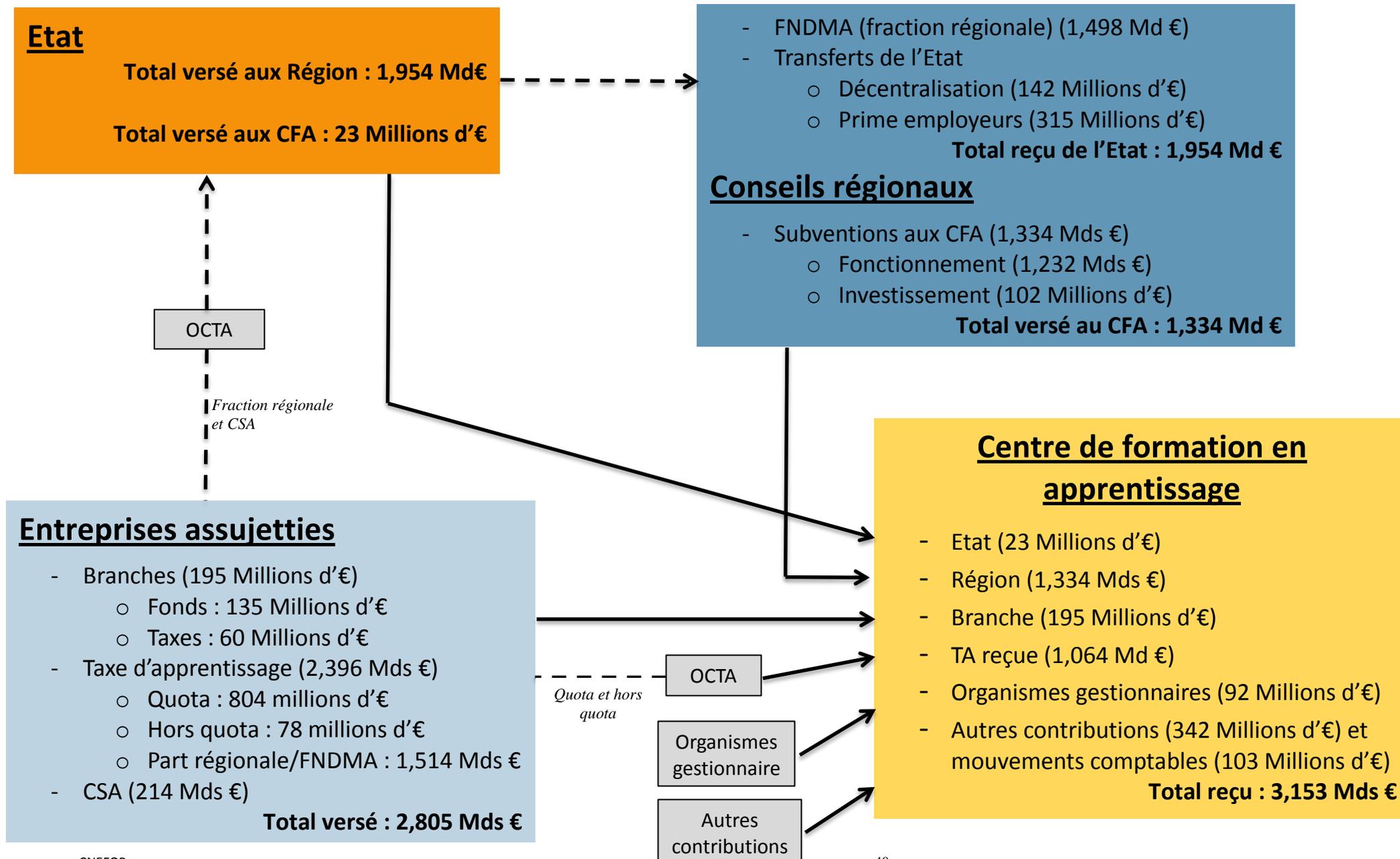
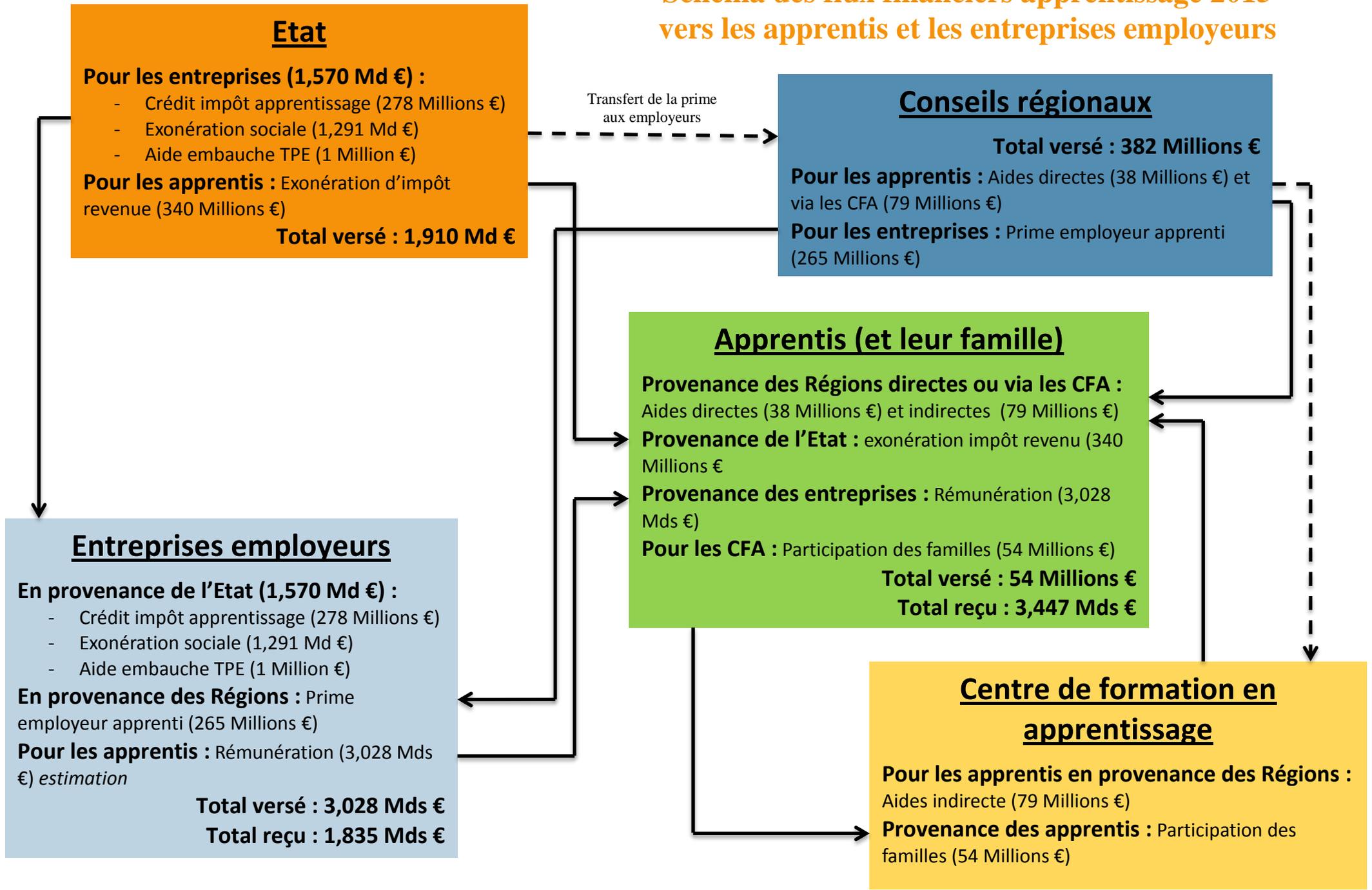


Schéma des flux financiers apprentissage 2015 vers les apprentis et les entreprises employeurs



Entreprises employeurs

En provenance de l'Etat (1,570 Md €) :

- Crédit impôt apprentissage (278 Millions €)
- Exonération sociale (1,291 Md €)
- Aide embauche TPE (1 Million €)

En provenance des Régions : Prime employeur apprenti (265 Millions €)

Pour les apprentis : Rémunération (3,028 Mds €) *estimation*

Total versé : 3,028 Mds €
Total reçu : 1,835 Mds €

Etat

Pour les entreprises (1,570 Md €) :

- Crédit impôt apprentissage (278 Millions €)
- Exonération sociale (1,291 Md €)
- Aide embauche TPE (1 Million €)

Pour les apprentis : Exonération d'impôt revenu (340 Millions €)

Total versé : 1,910 Md €

Conseils régionaux

Total versé : 382 Millions €

Pour les apprentis : Aides directes (38 Millions €) et via les CFA (79 Millions €)

Pour les entreprises : Prime employeur apprenti (265 Millions €)

Apprentis (et leur famille)

Provenance des Régions directes ou via les CFA : Aides directes (38 Millions €) et indirectes (79 Millions €)

Provenance de l'Etat : exonération impôt revenu (340 Millions €)

Provenance des entreprises : Rémunération (3,028 Mds €)

Pour les CFA : Participation des familles (54 Millions €)

Total versé : 54 Millions €
Total reçu : 3,447 Mds €

Centre de formation en apprentissage

Pour les apprentis en provenance des Régions : Aides indirecte (79 Millions €)

Provenance des apprentis : Participation des familles (54 Millions €)

5. Synthèse globale du financement de l'apprentissage

Bénéficiaires	2004	2007	2014	2015	Evolution 2014/2015		Contributeurs	2004	2007	2014	2015	Evolution 2014/2015
Offre de formation (CFA)	2 135	2 578	3 052	3 153	+3,3%		Entreprises assujetties	735	927	1 140	1 178	+3,3%
Région	896	1 095	1 320	1 334	+1,1%		Taxe apprentissage	603	748	949	983	+3,6%
Entreprises (TA)	603	748	949	983	+3,6%		Branche	132	179	191	195	+2,1%
Branches	132	179	191	195	+0,2%		Entreprises employeurs	1 350	1 852	2 642	2 763 (estimation)	-
Organismes gestionnaires	73	77	109	92	-15,6%		Régions	1 321	1 807	1 910	1 781	-6,7%
Familles	43	71	55	54	-1,8%		Subvention CFA	896	1 095	1 332	1 351	+1,4%
Etat	-	27	20	23	+15%		Prime employeurs	425	614	469	265	-43,5%
Autres	388	381	408	472	+15,7%		Aides directes apprentis	-	14	39	38	-2,6%
Apprentis	1 950	2 690	3 500	3 406	-		Autres	-	84	70	127	+81,4%
Rémunération	1 775	2 466	3 111	3 028			Etat	1 254	1 507	1 952	1 933	-1%
Crédit impôt revenu	175	210	350	340	-2,9%		Exonération cotisations sociales	823	900	1 100	1 291	+17%
Aides des Régions	-	14	39	38	-2,6%		Crédit impôt apprentissage	255	370	472	278	-41%
Employeurs d'apprentis	1 078	1 270	1 576	1 570	-0,4%		Exonération impôt revenu	175	210	350	340	-2,9%
Crédit d'impôt apprentissage	255	370	472	278	-41,1%		Autres	1	27	30	24	+20%
Exonération cotisations	823	900	1 100	1 291	+17,4%		Organismes gestionnaires	73	77	109	92	-15,6%
Autres mesures	-		4	1	-75%		Familles	43	71	55	54	-1,8%
Autres bénéficiaires	-	84	62	78	+25,8%		Autres contributions	388	381	409	472	+15,4%
Total bénéficiaires	5 163	6 598	8 190	8 207	+0,9%		Total contribution	5 164	6 622	8 217	8 273	+0,7%
Total bénéficiaire hors rémunération	NC	4 746	5 492	5 444	-0,9%		Total bénéficiaires hors rémunération	NC	4 770	5 575	5 510	-1,1%

En € courant

€ constant	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
CNEFOP	0,8630	0,8790	0,8933	0,9066	0,9321	0,9329	0,9471	0,9671	0,9860	0,9946	0,9996	1

Partie III : Le financement de l'offre de formation et les aides aux apprentis

Les données figurant dans cette partie proviennent des conseils régionaux qui exploitent **les comptes financiers de leurs organismes de formation (CFA, SA)** ; ces comptes sont transmis depuis 2006 (données 2004) au CNFPTLV et depuis 2015 au CNEFOP qui les agrège et les consolide.

Elles font l'objet d'une base de données utilisable par les acteurs, universitaires, chercheurs et les décideurs. <http://www.cnefop.gouv.fr/intranet/comptes/base-de-donnees/comptes-financiers-des-cfa.html>

L'analyse présentée dans ce chapitre concerne tous les CFA de toutes les Régions, sauf pour partie pour les Régions Martinique, Guyane et la Réunion qui n'ont pas communiqué leurs données au CNEFOP.

Les données financières concernant les quelques CFA à recrutement national ne sont pas pris en compte dans cette étude : par contre les effectifs de leurs apprentis sont classés dans les régions dans lesquels ces CFA sont situés.

1. Les établissements de formation par apprentissage (centres de formation d'apprentis - CFA) : organismes gestionnaires et sites de formation

1.1 La moitié des organismes gestionnaires de CFA est privée et accueille 55% des apprentis

Les centres de formation d'apprentis (CFA) y compris ceux qui sont supports d'unités de formation par apprentissage (UFA) et les sections d'apprentissage (SA) sont gérés par des organismes privés (associations, entreprises, branches), parapublics (chambres consulaires)¹² ou publics (établissements publics locaux d'enseignement, collectivité territoriale).

Au 31 décembre 2015, les organismes privés (dont les CFA de branche) accueillent 55 % des apprentis (soit 225.000 apprentis) contre 27% pour les organismes parapublics et 18% pour les organismes publics. Ces chiffres sont relativement stables par rapport à 2014. Dans le détail, on constate notamment une hausse des apprentis dans les chambres métiers en 2015 (après une baisse les années précédentes) ainsi que pour les Etablissements de formation ou de recherche (en lien avec le développement de l'apprentissage dans le supérieur).

¹² les chambres consulaires sont parfois organisées en association, elles sont alors classées parmi les organismes privés. En conséquence, les organismes parapublics ne représentent pas l'ensemble de l'activité de formation des chambres consulaires.

Référence géographique : France
métropolitaine + DOM y compris Mayotte

31 décembre 2015	V	IV	III	II	I	Total	Nb d'établissements (chiffres 2014)
Association mixte consulaire	8 749	2 772	1 283	205	679	13 688	20
Chambre d'agriculture	269	270	280	0	0	819	2
Chambre de commerce et d'industrie	12 248	9 432	11 322	4 032	5 505	42 539	82
Chambre des métiers	46 141	17 045	3 062	81	0	66 329	77
CFA résultant d'une convention nationale	226	48	0	10	0	284	4
Association organisation professionnelle entreprise groupement	65 611	48 997	37 328	14 858	33 923	200 717	509
Collectivités locales et territoriales	4 189	1 702	245	0	0	6 136	18
Etablissement public local d'enseignement et formation professionnelle agricole	8 566	8 770	5 639	372	240	23 587	96
Etablissement de formation ou recherche	12	98	1 525	3 221	4 040	8 896	33
Etablissement public local d'enseignement	8 122	7 033	6 525	1 139	744	23 563	111
Etablissement scolaire privé sous contrat	2 608	1 791	1 736	205	97	6 437	26
Section d'apprentissage	378	687	772	98	402	2 337	23
Groupement d'Intérêt public	2 491	2 937	3 600	434	411	9 873	11
Total	159 610	101 582	73 317	24 655	46 041	405 205	1012

Source : enquête SIFA, 2015

1.2 Le nombre de sites de formation en apprentissage continue à s'accroître alors que le nombre de CFA diminue encore en 2015

Le nombre de sites de formation en apprentissage continue à s'accroître fortement (+6,7% entre 2013 et 2015) pour atteindre le nombre de 3.406 en 2015, répartis sur l'ensemble du territoire.

Parallèlement le nombre de conventions entre Régions et CFA continue de baisser (-2% de 2014 à 2015). **Le développement de l'apprentissage se fait donc encore, comme les années précédentes, principalement par la création de nouveaux sites de formation et non par la création de CFA.**

Ainsi, le nombre moyen de sites par CFA est passé de 2,1 en 2004 à 3,2 en 2012 et à 3,6 en 2015.

Cette évolution s'explique à la fois par une politique d'aménagement du territoire conduite par les Régions et par le développement des CFA « hors les murs » (CFA dont les formations sont dispensées dans un établissement d'enseignement (ex : université) qui garde la responsabilité pédagogique (le CFA, quant à lui, exerce la responsabilité administrative et financière)). Un phénomène de concentration des CFA est ainsi constaté, parallèlement à un phénomène d'amélioration de la couverture territoriale de ces CFA via la création d'antennes ou d'UFA

Cette moyenne traduit cependant des disparités régionales, le nombre moyen de sites par CFA pouvant aller de moins de 2 (ex. : Champagne Ardenne) à plus de 6 (ex. : Rhône Alpes) selon les régions.

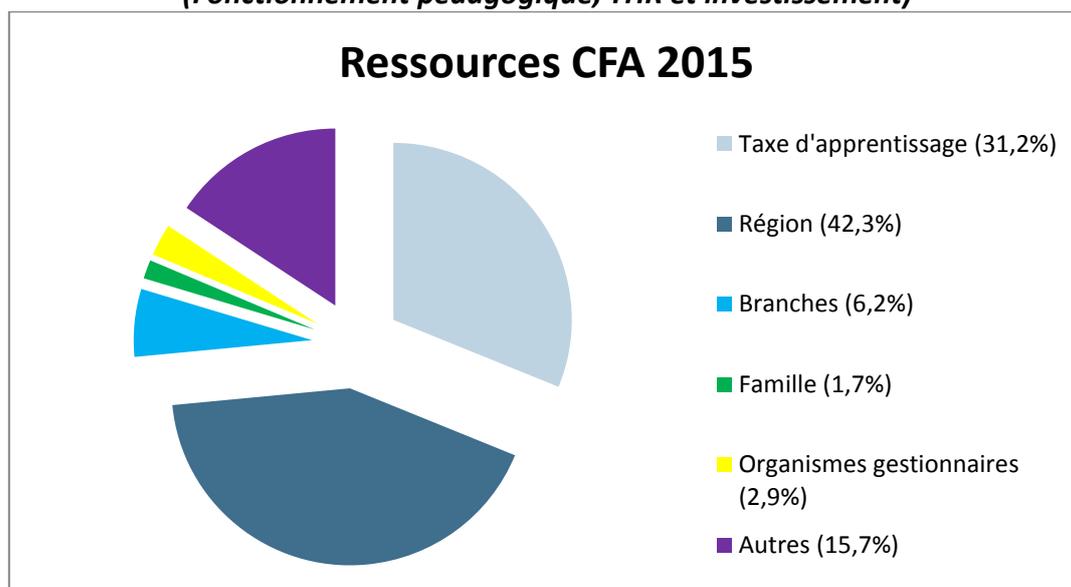
Conventions et Sites en 2015	2013		2014		2015	
	Conventions	Sites	Conventions	Sites	Conventions	Sites
01_Alsace	33	92	33	95	33	98
02_Aquitaine	66	174	67	182	67	182
03_Auvergne	23		23		23	
04_Bourgogne	32	95	32	107	32	108
05_Bretagne	39	130	39	130	39	155
06_Centre	41	120	41	132	40	126
07_Champagne Ardenne	23	43	20		23	49
08_Corse			8		8	
09_Franche Comté	22	99	22	95	22	102
10_Ile de France	140	534	135	532	131	539
11_Languedoc Roussillon	62	134	51	143	46	132
12_Limousin	23	29	23	29	23	29
13_Lorraine	54	119	55	120	52	76
14_Midi-Pyrénées	63	182	64	179	64	179
15_Nord Pas de Calais	31	251	31	268	27	274
16_Basse Normandie	32	60	34	65	34	65
17_Haute Normandie	46	68	46	68	39	67
18_Pays de la Loire	51	186	52	189	53	200
19_Picardie	26	101	26	107	27	115
20_Poitou Charentes	25	119	25	122	25	124
21_PACA	71	266	68	274	69	279
22_Rhône Alpes	60	393	60	393	60	486
23_Guadeloupe			8	26	8	21
Total	963	3 195	963	3 256	945	3406

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNEFOP

2. Les ressources globales des CFA s'élèvent à 3,153 Md € en 2015, soit une hausse de 3,3% par rapport à 2014

Les ressources nécessaires au financement des CFA augmentent en 2015 de 3,3 %, principalement sous l'effet d'une taxe d'apprentissage reçue plus importante, et s'élèvent au total à 3,153 milliards d'euros. Comme le montre le graphique ci-dessous, les ressources des CFA proviennent essentiellement des subventions des conseils régionaux et des fonds des entreprises (taxe d'apprentissage et fonds des branches).

**Synthèse générale des ressources des CFA régionaux métropolitains en 2014
(Fonctionnement pédagogique, THR et investissement)**



Source : comptes financiers des CFA – remontées CNEFOP

2.1 En 2015, les ressources des CFA augmentent de 3,3%

Les différentes ressources que les CFA ont mobilisées pour leurs dépenses de fonctionnement, de THR ou d'investissement s'élève à 3,153 milliards d'euros en 2015.

Entre 2007 et 2015, les ressources des CFA ont augmenté de près de 13,7% en euros constants (25,5% en euros courants), alors que le nombre d'apprentis sur cette même période est resté sensiblement le même.

€ courant	2007		2014		2015		Evolution 2007/2015	Evolution 2014/2015
	En M€	Poids	En M€	Poids	En M€	Poids		
Région	1 086	43,2%	1 320	43,2%	1 334	42,3%	22,9%	+1%
Entreprises	858	34,1%	1 140	37,3%	1 178	37,4%	+37,3	+3,3%
Taxe apprentissage	669	26,6%	949	31,1%	983	31,2	+46,9%	+3,6%
Branches	189	7,5%	191	6,2%	195	6,2%	+3,2%	+2,1%
Organismes gestionnaires	95	3,8%	109	3,6%	92	2,9%	-3,2%	-15,6%
Familles	63	2,5%	55	1,8%	54	1,7%	-14,3%	-1,8%
Autres ressources	412	16,4%	429	14,1%	495	15,7%	+20,1%	+15,4%
Etat	23	0,9%	20	0,7%	23	0,7%	0%	+15%
Vente/prestation	65	2,6%	106	3,5%	113	3,6%	+73,8%	+6,6%
Autres collectivités	35	1,4%	33	1,1%	47	1,5%	+34,3%	+42,4%
Contrepartie comptable	119	4,7%	179	5,9%	184	5,8%	+54,6%	+2,8%
Divers	171	6,8%	91	3%	128	4%	+25,1%	+40,7%
Total	2 513		3 053		3 153		+25,5%	+3,3%

Les grandes tendances qui se dégagent de l'analyse des chiffres sont détaillées dans les pages suivantes :

- la part toujours importante mais en légère baisse des Conseils régionaux dans le financement des CFA, qui sont les principaux financeurs des CFA avec près de 42,3% des ressources en 2015.
- la part des entreprises, deuxième financeur des CFA, se stabilise autour de 37% des ressources
 - o mise à part une année 2010 difficile où les CFA ont dû faire appel à un report de taxe, le produit de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA est en constante augmentation.
 - o l'apport des branches professionnelles est assez stable autour de 200 M€.
- la participation des organismes gestionnaires telle que retracée dans les comptes des CFA reste marginale (4%).

Une part importante des ressources consacrées aux investissements ne figure pas dans la comptabilité des CFA. La gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...).

- la participation des familles est limitée et ne concerne pratiquement que le THR ; cette participation qui se monte à 55 M€ (2% des ressources des CFA) est en baisse après avoir fortement augmenté entre 2004 et 2008 (+60%).

Par rapport à 2014, les financements par les Régions et par les entreprises ont augmenté (respectivement de 1% et de 3,3%).

2.2 Le financement des CFA par la Taxe d'apprentissage s'accroît en 2015

La taxe d'apprentissage reçue par les CFA est de 1,074 Md € et provient du quota (789 millions d'euros) du hors quota (78 millions d'euros) et de la CSA (207 millions d'euros). Ce montant correspond aux concours forfaitaires obligatoires et aux fonds libres versés par les entreprises aux CFA.

Le montant de la taxe d'apprentissage (et CSA) reçu par les CFA en 2015 s'élève à 1,074 milliard d'euro :

TA	Quota	Hors quota	CSA	Total
Versement aux CFA	789	78	207	1074
<i>En millions d'€</i>				

Sources DGEFP (Pactole)

Hors CSA, cela correspond à 30% de la collecte de TA répartie (2 880 millions d'euros). Avec la CSA, cela correspond à 35% de la collecte totale répartie

A noter, dans l'enquête CNEFOP, la TA reçue par les CFA en 2015 s'élève à 1 064 millions d'euros, soit une différence de 10 millions avec les chiffres de la DGEFP.

En 2014, le montant de la TA versé aux CFA s'élevait à environ 930 millions d'euros sources DGEFP et 978 millions d'euros sources enquêtes CNEFOP.

Quelle que soit la source retenue, l'augmentation en 2015 est donc sensible (entre 8% et 15% de hausse). Elle est principalement due à la réforme de la TA.

A noter également, qu'il s'agit ici du montant reçu par les CFA (et non comme précédemment de la part de la taxe reçue et consommée par les CFA). Sur les 1,064 Md€ de ressources de TA reçues en 2015, les CFA en utilisent 983 millions d'€ pour leurs dépenses de fonctionnement, investissement ou autres (THR...). Le solde augmente le reliquat disponible de TA pour l'année suivante (cf. les tableaux en annexe).

Evolution à la hausse de la TA reçue par les CFA et de la moyenne par apprenti :

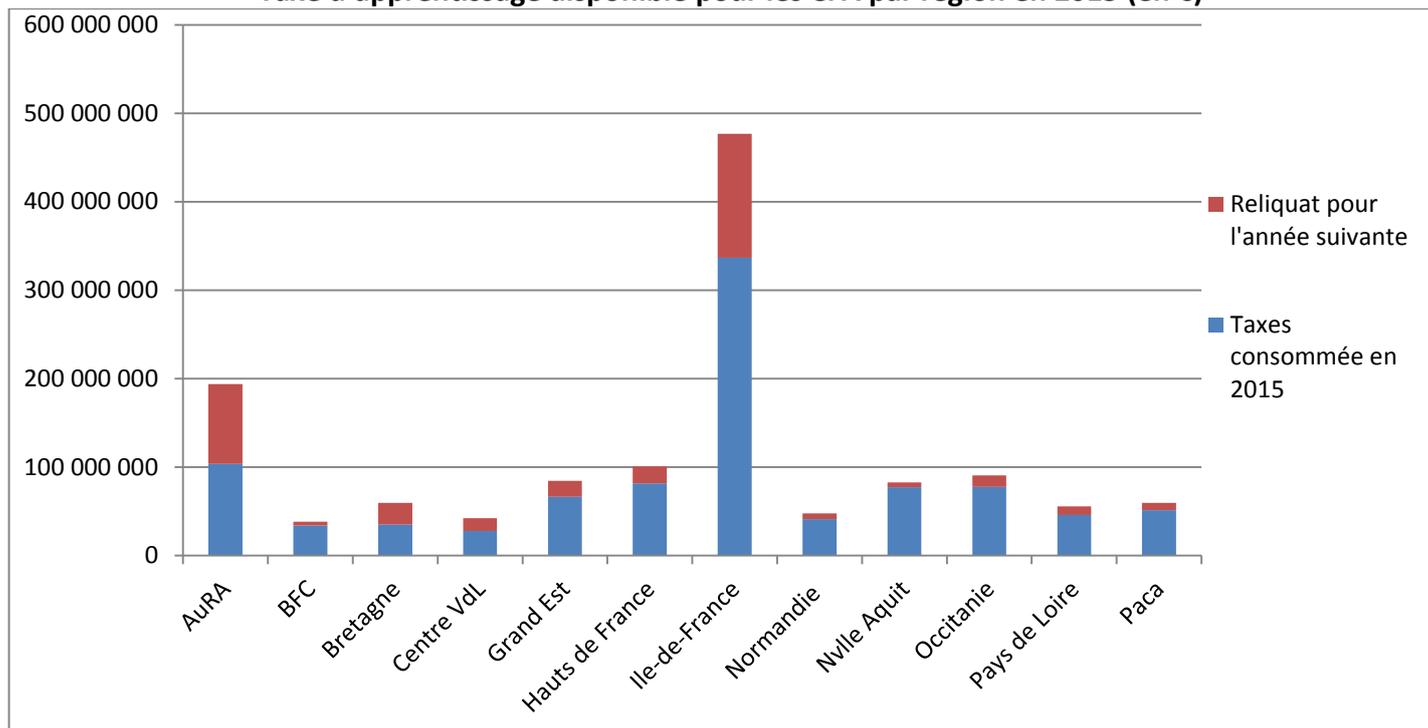
2004		2009		2014		2015		Evolution par apprenti
TA reçue	Par apprenti	2004/2015 +68% (+45% en € constant)						
570 M€	1 568 €	818 M€	1 931	978 M€	2 358 €	1 064 M€	2 637 €	2014/2015 +12%

Globalement, le montant total des ressources des CFA par apprenti est de 7 793 € en 2015 contre 7 371 € en 2014, soit une hausse de 5,7%. Cette hausse est principalement due à l'évolution à la hausse de la TA (+12%). Les autres ressources des CFA ayant stagné voire baissé pour certaines.

Taxe d'apprentissage et CFA	2012	2014	2015	Evolution 2012/2015	Evolution 2014/2015
TA reçue par les CFA	872,8	978,4	1 063,6	+21,9%	+8,7%
Reliquat	389,3	188,9	273,8	-29,6%	+45%
TA disponible	1 032,3	1 167,2	1 335,9	+29,5%	+14,5%
TA consommée	861,8	950,7	983,5	+14,1	+3,5%
<i>Pour le fonctionnement</i>	825,9	910,6	937		
<i>Pour l'investissement</i>	32,8	37,8	43,9		
<i>Pour le THR</i>	2,9	2,5	2,6		
Taxe reçu par apprenti	2 002 €	2 355 €	2 626 €	+31,2%	+11,5%
Taxe disponible par apprentis	2 368 €	2 809 €	3 299 €	+39,3%	+17,4%
Taxe consommée par apprentis	1 977 €	2 288 €	2 428 €	+22,8%	+6,1%

En millions d'euros courants (les évolutions sont très légèrement moins prononcées en euros constants – multiplicateur à utiliser pour 2012 : 1,0142)

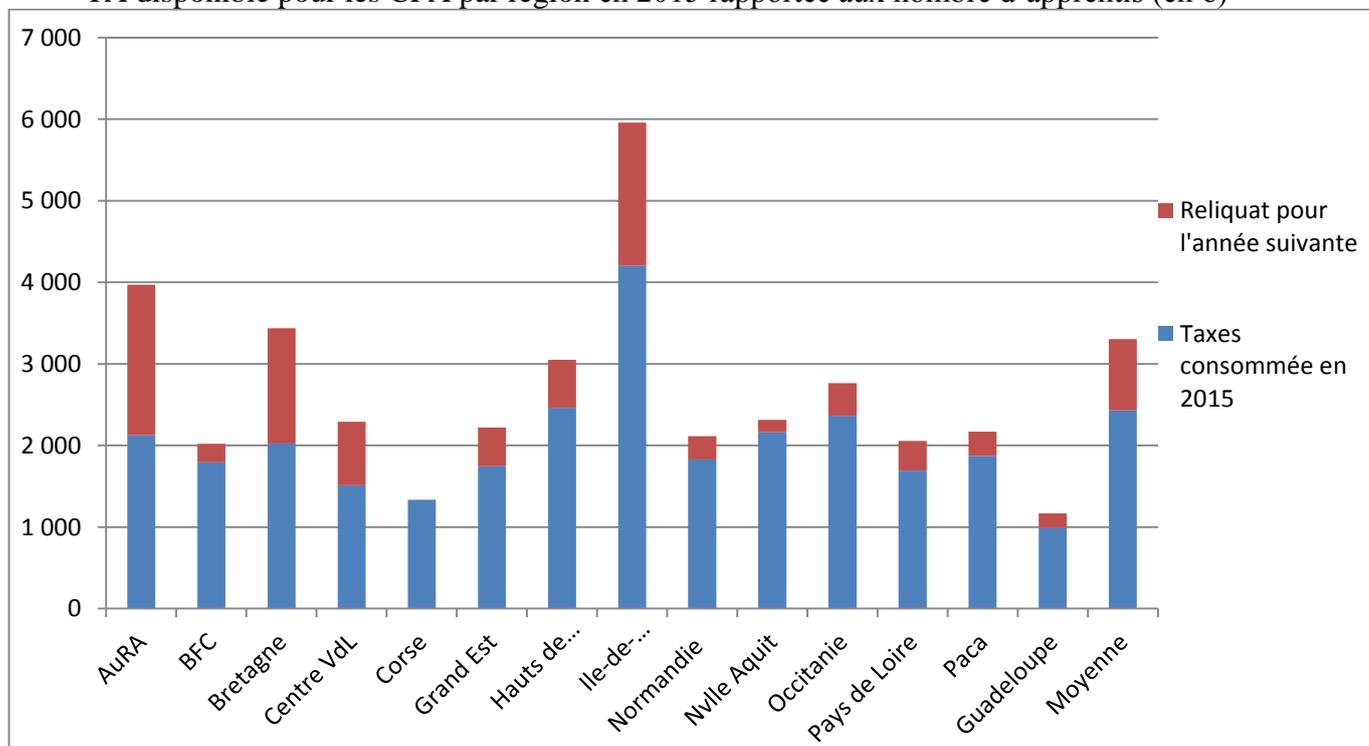
Taxe d'apprentissage disponible pour les CFA par région en 2015 (en €)



Pour des raisons d'échelle, la Corse et la Guadeloupe sont à part :

En €	TA disponible	TA Consommée	Reliquat année suivante
Corse	2 752 493	2 752 029	464
Guadeloupe	1 752 460	1 484 736	267 724

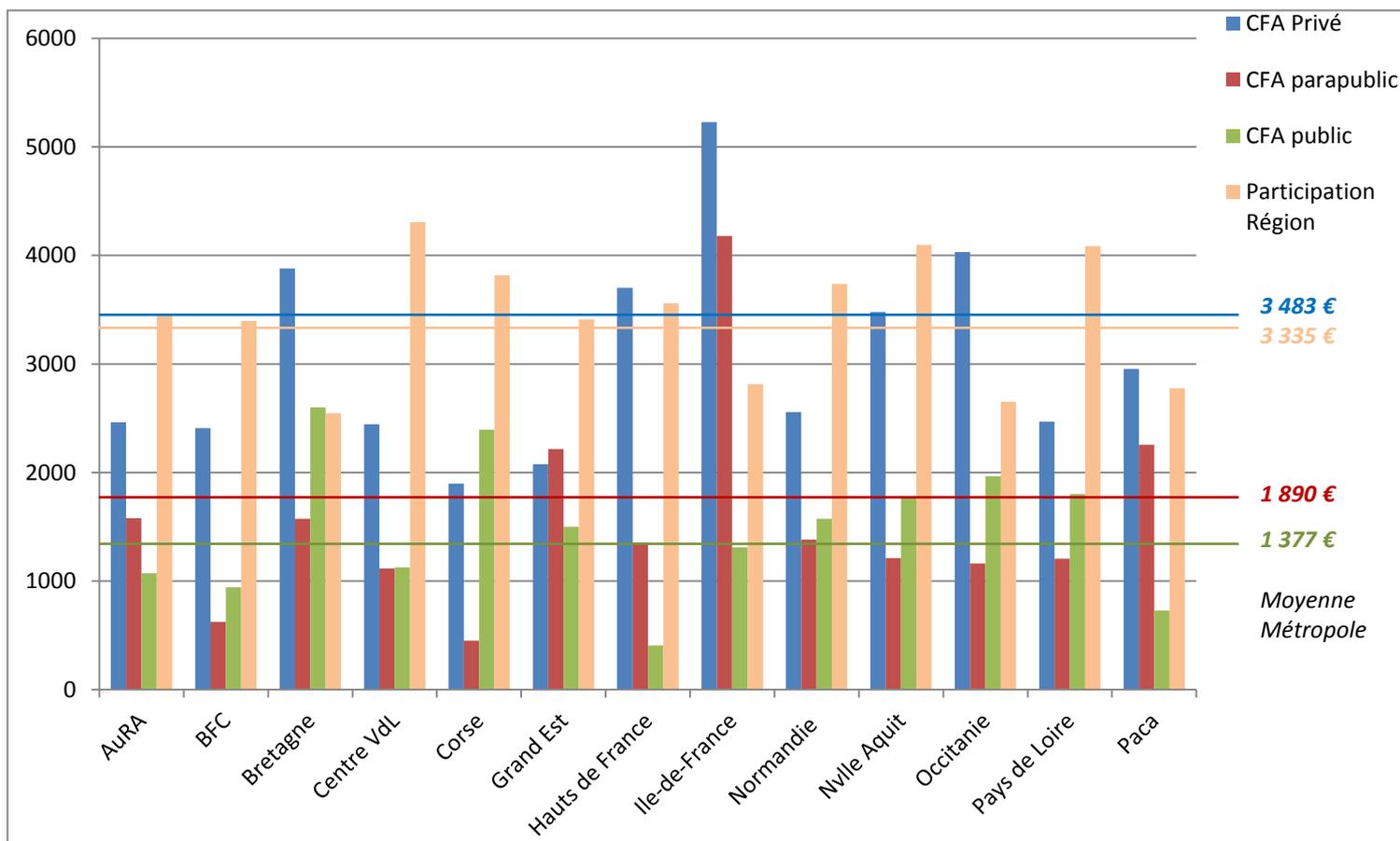
TA disponible pour les CFA par région en 2015 rapportée aux nombre d'apprentis (en €)



La part de taxe consommée varie assez fortement d'une région à l'autre (53,6% de consommation pour Aura, 70,6% pour l'Ile-de-France jusqu'à 88,9% pour Bourgogne Franche comté).

Le reliquat total pour l'année suivante (354 millions d'€) correspond à 26% de la TA disponible en 2015 (1,338 Mds €)

Taxe d'apprentissage reçue par type de CFA rapportée aux effectifs d'apprentis dans les CFA en question



Remontées CNEFOP (en euro) – effectifs au 31/12/2015

La répartition de la TA par type de CFA montre une disparité certaine à la fois entre CFA privés d'une part et CFA publics et para publics d'autre part ainsi qu'entre régions.

Ainsi, la taxe reçue par les CFA privés en Occitanie est de 4 032 € par apprenti contre 1 967 € pour les CFA publics et 1 162 € pour les CFA parapublics. Autre exemple, si en Bretagne les CFA publics perçoivent 2 602 € de taxe par apprenti, en Bourgogne Franche Comté ceux-ci reçoivent seulement 942 € de taxe par apprenti.

La dernière barre représente, tout CFA confondu, la contribution des Conseils régionaux rapportée aux effectifs d'apprentis. La contribution des Régions apparaît en grande partie comme une contribution d'équilibre, dans un sens ou dans un autre.

Ces éléments de disparités sont à prendre en compte lors de réformes du mode de financement.

Effectifs et TA par type de CFA

<i>En euro / France métropolitaine</i>	Privé	%	Parapublic	%	Public	%	Total
Effectifs au 31/12/2015 (hors pré-apprentissage)	220 757	55,60%	103 481	26,10%	72 426	18,30%	396 665
TAXE RECUE EN 2015	765 059 253	72,20%	194 827 021	18,40%	99 605 564	9,40%	1 059 491 838
dont taxe provenant du Quota	691 024 664	90,30%	176 215 512	90,40%	91 307 169	91,70%	958 547 345
dont taxe provenant du Hors Quota (barème)	74 034 592	9,70%	18 611 509	9,60%	8 298 395	8,30%	100 944 496
Taxe disponible 2015	996 507 991	75%	219 771 749	16,50%	112 663 647	8,50%	1 328 943 288
Taxe consommée 2015	679 252 799	70,20%	186 835 462	19,30%	100 960 477	10,50%	967 048 738
Evolution du reliquat 2015 (TA reçue - TA consommée)	85 806 454		7 991 559		-1 354 913		92 443 100
Nouveau reliquat total	317 255 194	86,60%	34 013 051	9,30%	14 946 331	4,10%	366 214 576
TA consommée par rapport à TA reçu	88,80%		95,90%		101,40%		91,30%
TA consommée par rapport à TA disponible	68,20%		85%		89,60%		72,80%
Reliquat par rapport à la TA reçue	41,5%		17,5%		15%		34,5%

Remontées CNEFOP (en euro)

Pour plus de précision, il serait souhaitable de prendre les effectifs pondérés mais ne disposant pas de cette donnée par type de CFA à ce stade, il s'agit ici des effectifs au 31/12/2015. A noter, pour 2015 les effectifs pondérés et au 31/12/2015 sont pratiquement identiques.

Au total, les CFA privés (effectifs au 31/12/2015 de 220 757 apprentis) ont reçu 765 millions d'euros de taxe alors que les CFA parapublics (effectifs au 31/12/2015 de 103 481 apprentis) et publics (effectifs au 31/12/2015 de 72 426 apprentis) ont respectivement reçu 195 millions et 99,6 millions d'euros.

La TA consommée par rapport à la TA reçue représente 88,8% pour les CFA privés, 95,9% pour les CFA parapublics et 101,4% pour les CFA publics.

Les CFA privés disposent de 75% de la TA disponible en 2015 contre 16,5% pour les CFA parapublics et 8,5% pour les CFA publics.

Le reliquat – qui permet notamment d'assurer la trésorerie en n+1 des CFA en attendant de recevoir leur TA - représente 41,5% de la TA reçue en 2015 pour les CFA privés, 17,5% pour les CFA parapublics et 15% pour les CFA publics. Tout CFA confondu, le reliquat correspond à 34,5% de la taxe reçue en 2015.

2.3 Les ressources sont principalement destinées au financement pédagogique et aux dépenses de personnel

Comme en 2014, le fonctionnement pédagogique (fonctionnement hors THR) des CFA mobilise 2,757 milliards d'euros, soit 87,5% des ressources consommées. Les ressources sont également consacrées aux activités de transport, hébergement, restauration (THR - 5%), et à certains investissements pour 7,5%.

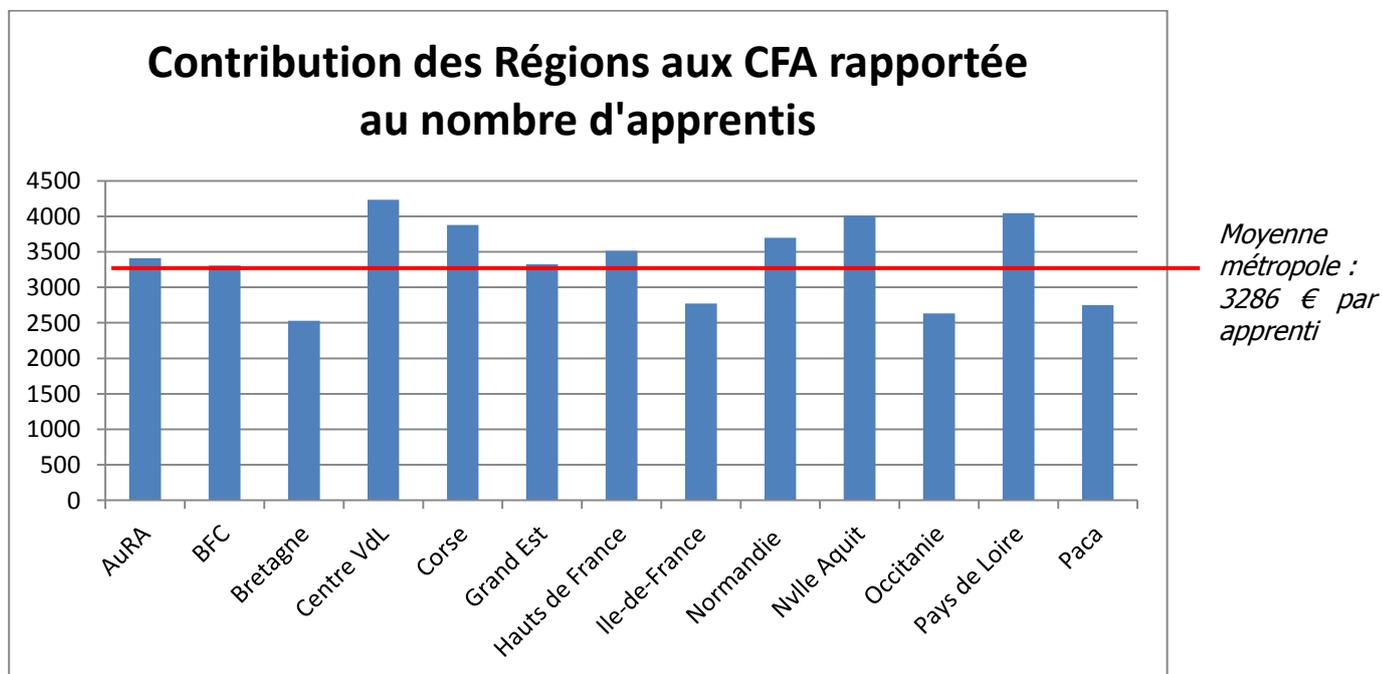
2.4 Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation (43,4%)

Les Régions interviennent pour équilibrer les comptes des CFA « en fonction des participations financières réelles perçues »¹³.

43% des ressources des CFA proviennent des Régions qui sont donc leur premier financeur.

Une grande variabilité s'observe entre les différentes régions ; on en étudiera les mécanismes liés notamment à l'interaction entre les deux financeurs principaux, au paragraphe consacré à la complémentarité des financements entre Régions et entreprises.

Globalement, les ressources accordées aux CFA par les Régions ont fortement augmenté jusqu'en 2008, ont suivi un rythme plus modéré d'environ 2% par an jusqu'en 2011, avant d'augmenter 5% en 2012 et de 6% en 2013, puis de baisser en 2014 de 2% et d'augmenter de 1,4% en 2015.



¹³ Article R6233-11 du Code du Travail : « le montant définitif de la subvention [régionale] due au titre d'un exercice déterminé est arrêté en fonction des participations financières réelles perçues »

2.5 Les entreprises représentent 36% des ressources

Les entreprises sont le deuxième financeur avec 1,1 milliard d'euros (37,4%) provenant :

- de la taxe d'apprentissage pour 983 millions d'euros
- des fonds de certaines branches pour un montant total de 195 millions d'euros.

Après une baisse de 5% en 2010 des fonds reçus en provenance de la taxe d'apprentissage, les CFA, incités par les Régions, ont amplifié les campagnes de recherche de fonds. Par ailleurs, l'augmentation de la part du « quota » introduite par la loi Cherpion a permis d'augmenter les fonds provenant de la taxe d'apprentissage, qui enregistrent une hausse de 2% en 2011, de 6% en 2012 et de 5% en 2013 et en 2014, puis de 3,3% en 2015.

Les CFA reçoivent aussi des fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle.

La participation des branches professionnelles et des OPCA au financement des CFA, hors taxe d'apprentissage, provient :

- de transferts de fonds de la professionnalisation (135 millions d'euros)
- de taxes fiscales destinées à l'apprentissage collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT), ainsi que de la cotisation professionnelle du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP), soit 60 millions d'euros pour ces trois branches.

En 2015, les fonds en provenance des branches représentent ainsi 195 M€. Le poids de ces ressources est stable depuis 2008 après de fortes augmentations entre 2004 et 2008.

2.6 D'autres contributions se retrouvent dans les comptes des CFA

Parmi les autres contributeurs, on trouve les organismes gestionnaires dont la participation s'élève à 92 millions d'euros en 2015 (soit une baisse de 15% par rapport 2014, moins de 4% des ressources inscrites dans la comptabilité des CFA) et les familles dont les contributions figurant dans les comptes des CFA s'élèvent à 54 millions d'euros (1,7%) et sont concentrées sur les frais de THR.

A côté des ressources des financeurs détaillées ci-dessus, l'exploitation des comptes financiers des CFA fait apparaître d'autres ressources qui se montent à 495 millions d'euros en 2015 et proviennent :

- de ventes et prestations de services effectuées par les CFA qui augmentent régulièrement (113 M€) et leur fournissent désormais un peu plus de 3,6% de leurs ressources ; il peut s'agir par exemple de restauration dans les CFA, de prestations de coiffure, de ventes de chocolats fabriqués par les apprentis).
- de l'Etat (23 M€) qui, outre la gestion des CFA nationaux résiduels, participe en direct bien que faiblement au fonctionnement de certains CFA en convention avec les Régions
- des autres collectivités territoriales qui versent des contributions (47 M€, soit 1,5% des ressources) au fonctionnement, à l'investissement, et au THR ; en hausse de 42%.

De plus, sont identifiées dans les comptes des CFA, des ressources de contreparties financières pour 184 millions d'euros.

En 2015, les autres ressources non identifiées (128 M€) représentent moins de 4% des ressources mais augmentent par rapport à 2014.

3. Le financement du fonctionnement pédagogique par les deux principaux financeurs

87,5% des ressources sont utilisées pour le financement pédagogique. L'analyse ci-dessous permet d'approfondir ce sujet.

3.1 Les contributions des deux principaux financeurs (Régions et entreprises) se complètent

Le financement du fonctionnement pédagogique des CFA provient pour 80% des deux contributeurs principaux, en moyenne 43% des Régions, 37% des entreprises (taxe d'apprentissage et fonds des branches), le solde provenant d'autres contributeurs (familles, OG ...) ou de diverses contributions (ventes, Etat, autres collectivités, contreparties comptables...).

Selon la règle d'équilibre budgétaire (déjà citée ci-dessus¹⁴) pesant sur la Région, la contribution de cette dernière a tendance à être d'autant plus forte que la contribution des entreprises (taxe d'apprentissage et versement des branches) est plus faible, et inversement. L'analyse montre cependant des différences notables selon les territoires pour les deux contributeurs majeurs.

L'Île-de-France se distingue par une participation particulièrement forte des entreprises qui se monte à 351 millions d'euros soit la moitié des ressources des CFA concernés. Cette part se situe largement au-dessus de celle du Conseil régional (200 millions d'euros).

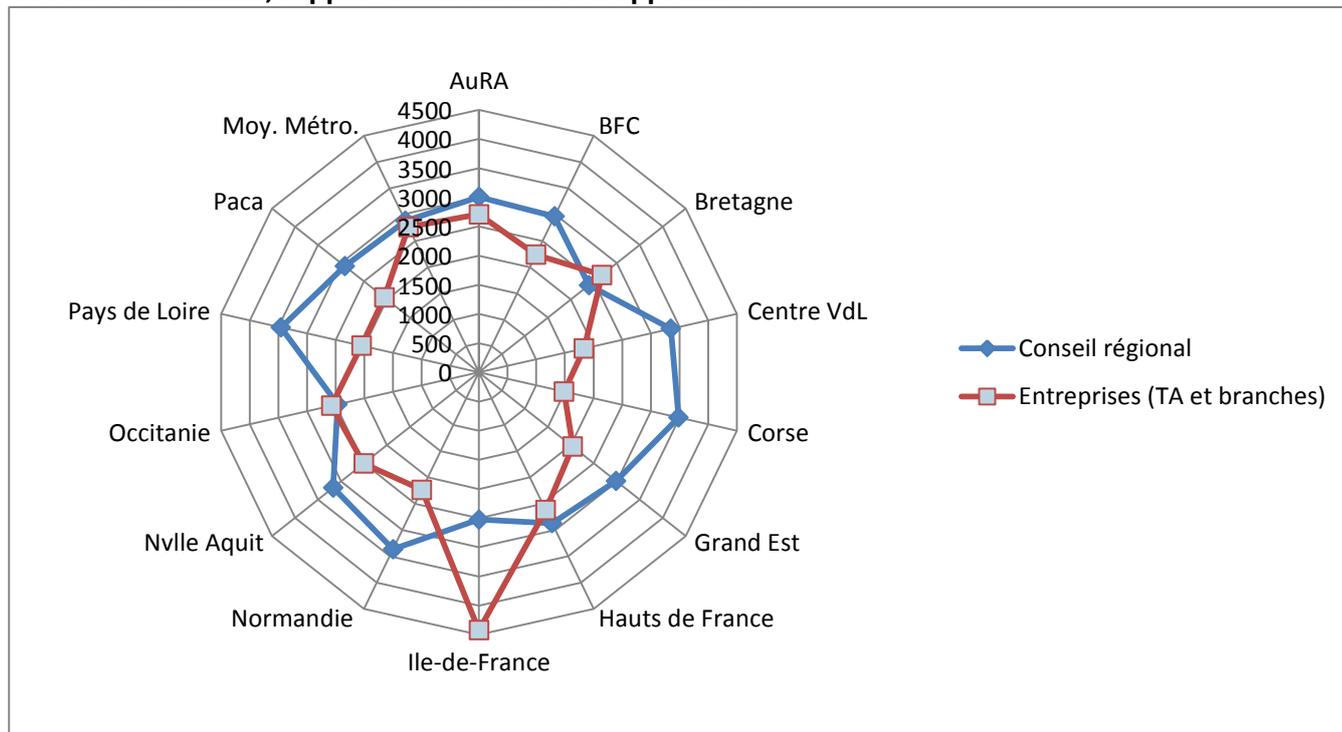
3.2 Pour le financement de la pédagogie, les ressources par apprenti dont disposent les CFA pour le fonctionnement pédagogique varient selon les territoires régionaux

Selon les régions, les ressources des CFA par apprenti pour le fonctionnement pédagogique (hors THR et investissement) varient de 4.700 euros (Paca) à 8.400 (Île-de-France) euros avec une moyenne de 6.800 euros.

Le graphique ci-dessous propose un éclairage sur le financement du fonctionnement pédagogique rapporté au nombre d'apprentis de la région pour les deux financeurs principaux que sont les conseils régionaux et les entreprises. En moyenne, les entreprises participent au fonctionnement pédagogique à hauteur de 2.760 euros par apprenti et les conseils régionaux à hauteur de 2.880 euros.

¹⁴ Article R6233-11

Les ressources issues des entreprises et des Régions mobilisées par les CFA pour leurs dépenses de fonctionnement, rapportées au nombre d'apprentis.



Sources CNEFOP

Lecture : les ressources des CFA issues des entreprises mobilisées pour le fonctionnement s'élèvent en 2015 en Normandie à 2 237 € par apprenti (3 365 € par apprenti pour les ressources issues des Régions mobilisées pour le fonctionnement).

Si la moyenne métropolitaine laisse peut apparaitre de différences entre les deux principaux contributeurs que sont les entreprises et les régions, au niveau régional on constate des disparités.

L'Ile-de-France se démarque par un financement des entreprises (4 420 euros par apprenti) largement supérieur à celui du Conseil régional (2 520 euros). Ce qui n'empêche pas le financement du conseil régional d'Ile-de-France d'être proche à la moyenne nationale (2.880 euros).

Dans une moindre mesure, et avec des niveaux de financement très inférieurs, on observe en Bretagne ou en Occitanie un financement moyen par les entreprises supérieur à celui du conseil régional avec une participation du conseil régional inférieure à la moyenne nationale.

Dans toutes les autres régions, le financement du conseil régional domine.

4. Les dépenses des CFA en augmentation de 1% s'élèvent à 3,121 Mds € en 2015

En 2015, les charges des CFA s'élèvent à 3,121 milliards d'euros, soit une hausse de 1% par rapport à 2014. Les ressources de 2015 se montant à 3,153 milliards d'euros, on constate un excédent

global des CFA d'environ 32 millions d'euros, contrairement à 2014 où le déficit était de 40 millions.

Si les charges d'exploitation ont tendance à augmenter (+2%), les dépenses pour les formateurs diminuent (-6,7%) assez fortement en 2015. Reste à vérifier si cette baisse n'est pas due au fait de faire passer certaines dépenses de formateurs sur des dépenses de prestations externes (notamment pour les UFA).

	2007	2013	2014	2015	Evolution
Charges d'exploitation	2 081	2 620	2 638	2 687 (86,1%\$)	+1,9%
Charges hors exploitation	24	26	36	28 (0,9%)	-22,2%
Charges THR	180	170	157	150 (4,8%)	-4,5%
Charges investissement	269	282	262	256 (8,2%)	-2,3%
Total	2 555	3 098	3 093	3 121	+1%

En 2015, pour le fonctionnement seul (hors THR et investissement), les comptes des CFA sont bénéficiaires. Les charges de THR représentent 150 millions d'euros et celles d'investissement 256 millions d'euros.

Comptes de résultat CFA 2015

Ressource	
Région	1 160
Taxe d'apprentissage	937
Contributions branches	177
Organismes gestionnaires	67
Familles	7
Vente et prestations	97
Autres ressources	301
Total ressources consommées	2 757

Charges	
Charges de personnel formateur	1 110
Autres charges de personnel	551
Sous total	1 661
Autres charges d'exploitation	1 026
Autres charges hors exploitation	28
Total charges	2 715

4.1 86 % des dépenses des CFA sont des charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement des CFA représentent 87% des dépenses de l'année 2015, celles de THR 4,8% et celles d'investissement 8,1%. Après une stabilisation des charges globales en 2014, on constate une légère hausse en 2015 (+1%) due uniquement à une hausse des charges d'exploitation (+1,9%), les autres postes diminuant.

En 2015, comme en 2013 et 2014, c'est la baisse des effectifs d'apprentis qui conduit essentiellement à une augmentation du coût de fonctionnement unitaire (hors THR) qui passe 6.200 euros en 2013 à 6.600 euros en 2014 et à 6 700 euros par apprenti en 2015.

Il faut noter que le développement de la qualité de la formation et l'augmentation de charges d'environnement (animateurs, médiateurs pour les jeunes en difficultés, etc.) sont des éléments contributifs de cette hausse. Par ailleurs, la baisse du nombre d'apprentis n'entraîne pas à court terme de baisse équivalente des coûts globaux, ceux-ci étant avant tout liés au total de places offertes par les CFA, qui ne peut s'adapter à court terme à l'évolution des effectifs. Le taux de remplissage joue ainsi un rôle primordial dans la détermination du coût par apprenti. Enfin, même à offre de formation constante, les frais de personnels connaissent des hausses liées à l'augmentation automatique des salaires.

S'agissant de la structure des dépenses des CFA, on relève le poids particulièrement important des charges d'exploitation (comptes 60 à 65 et compte 681) qui représentent 86% du total des dépenses en 2015.

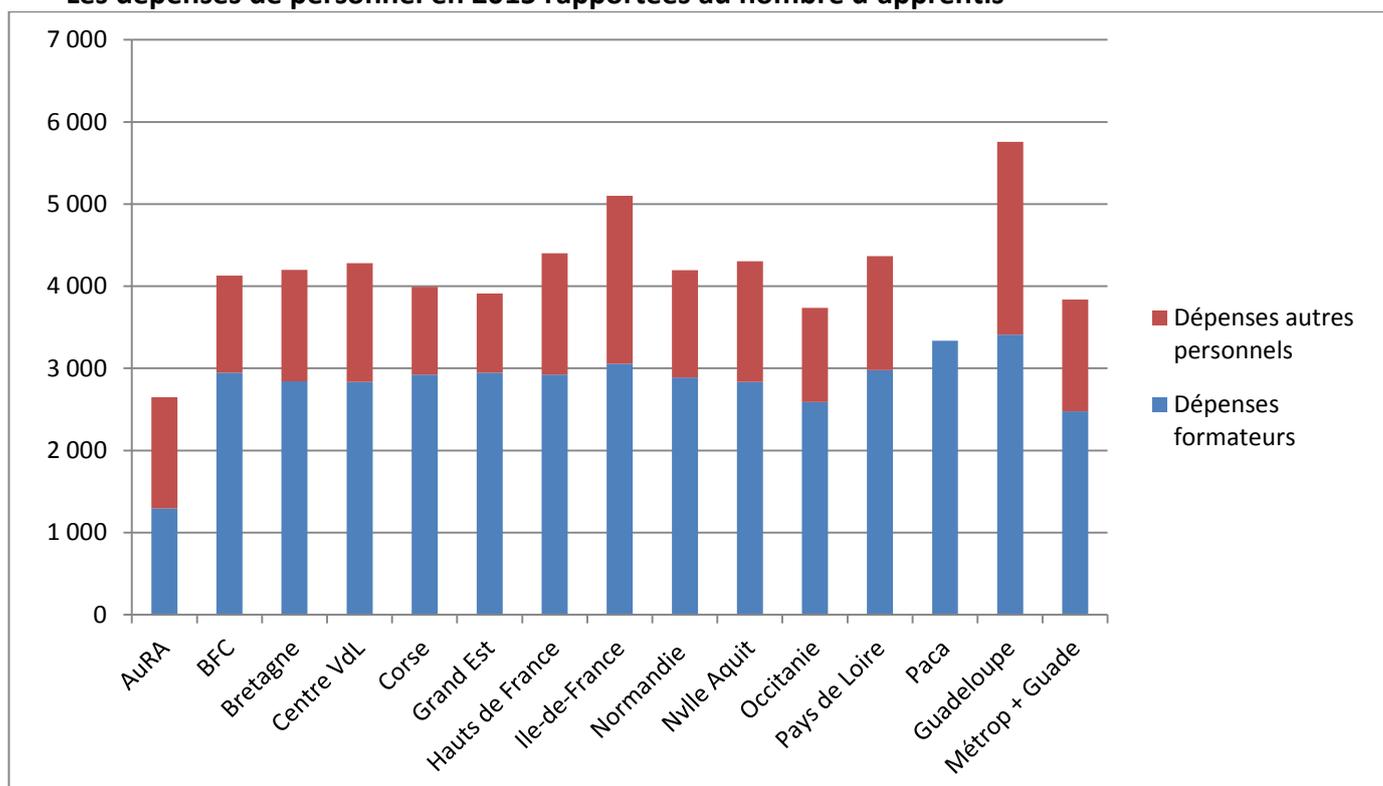
Le poste « autres charges d'exploitation », constitué essentiellement des charges d'achats et de services extérieurs donc de la **sous-traitance** de formation, augmente régulièrement pour atteindre 1 026 millions d'euros en 2015.

4.2 Les frais de personnel diminuent en 2015 mais constituent près des deux-tiers des charges d'exploitation

Les frais de personnel se montent à 1,661 milliards d'euros et représentent 62% des charges d'exploitation. En 2015, ils ont baissé de 3,8% en 2015%. Une baisse sensible est à noter pour les dépenses de formateurs (-6,7%), qui peut être expliquée en partie par la hausse de la sous-traitance précédemment évoquée.

	2014	2015	Evolution
Dépenses formateurs	1 190	1 110	-6,7%
Dépenses autres personnels	537	551	+2,6%
Dépenses personnels TOTAL	1 727	1 661	-3,8%

Les dépenses de personnel en 2015 rapportées au nombre d'apprentis



En €

Pour la Picardie, le CNEFOP ne disposait pas de la répartition entre dépenses de formateurs et autres personnels ; nous avons utilisé la même répartition que celle observée pour Nord-Pas-de-Calais.

On constate une certaine disparité selon les régions, avec deux cas atypiques (Auvergne – Rhône Alpes et Paca, sans savoir à ce stade si ces différences sont dues à une erreur dans les remontées ou à des choix des CFA).

La dépense de personnel par apprenti en Ile-de-France est largement supérieure aux autres régions, certainement en partie en raison de la part importante d'apprenti dans le supérieur (entraînant un coût des formateurs plus élevé).

5. Les investissements des CFA

Les comptes des CFA sur lesquels sont basés ces travaux, ne retracent que partiellement les investissements. En effet, la gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...). En outre, certains investissements mobilisés par les Régions dans les lycées professionnels peuvent bénéficier également à des CFA, sans pour autant être retracés dans les subventions régionales pour l'apprentissage dans les CFA. Les chiffres ci-après ne donnent donc qu'un aperçu partiel du financement des investissements dans les CFA.

Les ressources des CFA qui servent à financer **les dépenses d'investissement** en 2015 représentent 256 millions d'euros (soit une hausse 10,8% par rapport à 2014), 8% du total des ressources des CFA se décomposant comme suit :

Origine des ressources d'investissement (en M€)	2013		2014		2015	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Région	138	50%	121	52%	102	40%
Taxe d'apprentissage	45	16%	38	16%	44	17%
Participation des branches	19	7%	13	6%	16	6%
Organismes gestionnaires	35	13%	32	14%	23	9%
Etat	7	3%	5	2%	14	5%
Autres collectivités	14	5%	9	4%	22	9%
Autres ressources	17	6%	13	6%	36	14%
Total	275	100%	231	100%	256	100%

Source : comptes financiers des CFA - remontées CNEFOP

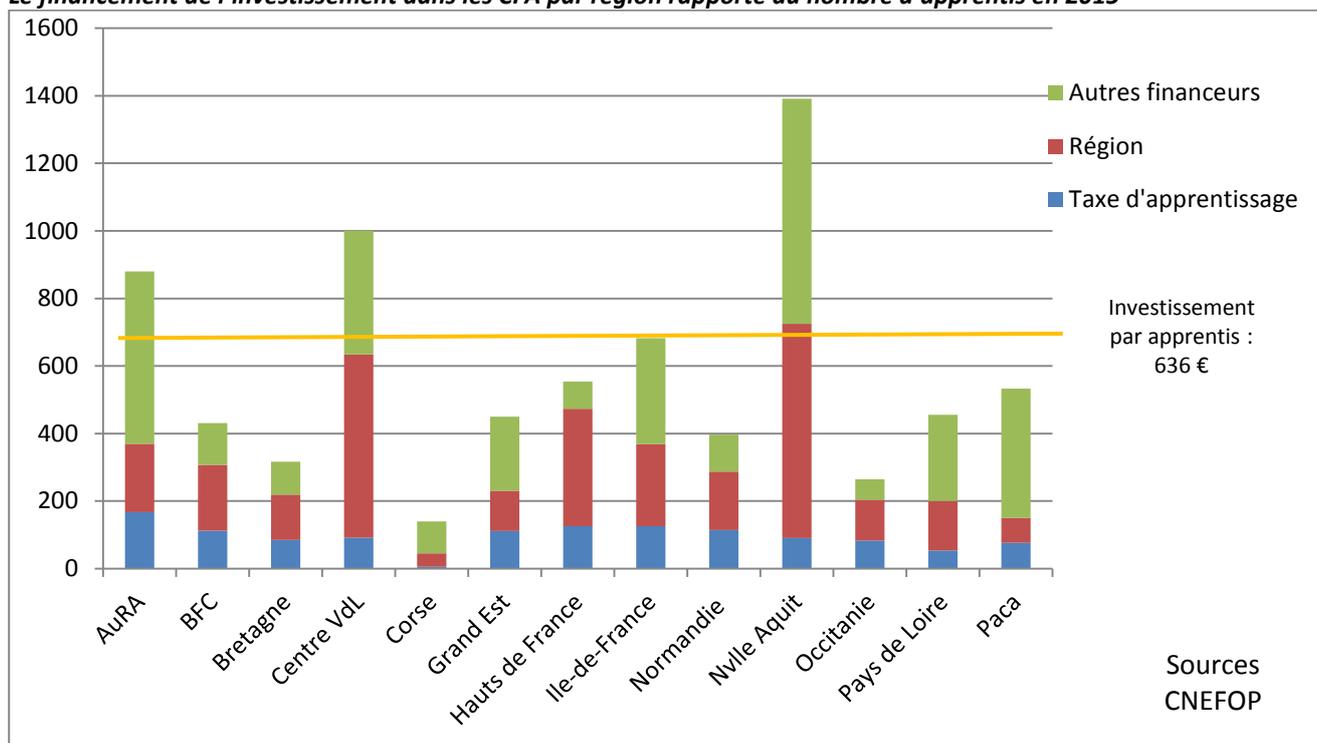
en euros courants

Par leur nature, les investissements (et en particulier les opérations immobilières) ne présentent pas de caractère régulier. Toutefois l'analyse des chiffres met en lumière le rôle prépondérant des Régions comme financeur des investissements comptabilisés dans les CFA.

Le financement des investissements par les organismes gestionnaires inscrits dans les comptes des CFA s'établit à 23 M€ en 2015 ; cependant en raison de la situation particulière du patrimoine des CFA, on ne connaît pas le montant réel des investissements des OG dans les CFA. Les charges ne sont pas détaillées dans les données exploitées ; celles figurant dans les comptes des CFA sont souvent liées aux dépenses pédagogiques : mises aux normes d'atelier, achat de machines... Les autres dépenses d'investissement et notamment l'immobilier se retrouvent plus généralement dans les comptes des organismes gestionnaires.

Le graphique ci-dessous met en lumière les fortes disparités existantes dans le financement de l'investissement des CFA par région en 2015.

Le financement de l'investissement dans les CFA par région rapporté au nombre d'apprentis en 2015



6. Les aides aux jeunes diminuent

6.1 Les frais de transport, hébergement, restauration (THR) ne transitent pas toujours par les comptes des CFA

En 2015, les frais de transport, d'hébergement et de restauration des apprentis (THR) figurant dans les comptes des CFA représentent un montant de 150 M€, soit 5% des charges des CFA, en légère augmentation. Les ressources s'élèvent elles à 140 millions, réparties comme suit :

Origine des ressources THR (en M€)	2014	2015
Régions	67	62
Familles	48	47
Taxe apprentissage	3	3
vente et prestation	16	16
Autres	14	12
RESSOURCES THR	148	140

Source : comptes financiers des CFA - remontées CNEFOP

Bien que les données concernant le THR figurant dans les comptes des CFA ne reflètent qu'une partie de la réalité, on peut constater que les Régions et les familles en sont les principaux financeurs.

Selon les comptes des CFA, les Régions attribuent 62 M€ aux apprentis pour leurs frais de transport, d'hébergement ou de restauration THR. Il faut ajouter que pour des raisons de visibilité, plusieurs Conseils régionaux ne font plus transiter le THR par les CFA et transmettent leurs aides de THR directement aux apprentis ; ainsi 25 M€ supplémentaires sont attribuées par les Régions aux apprentis pour leurs frais de transport, hébergement, restauration.

De plus, un certain nombre de CFA affectent au THR des ressources en provenance de ventes et prestations de services sous la forme de service de repas pour personnes extérieures (commensaux). Ce dernier financement, non négligeable, s'élève à 16 M€.

6.2 Les Régions accordent des aides aux apprentis, au-delà du THR

L'information a été complétée pour l'ensemble des aides des Régions, retracées ou non dans les comptes des CFA. Les Régions accordent d'autres aides que l'on retrouve dans leur compte administratifs et dont la liste figure dans le tableau ci-après.

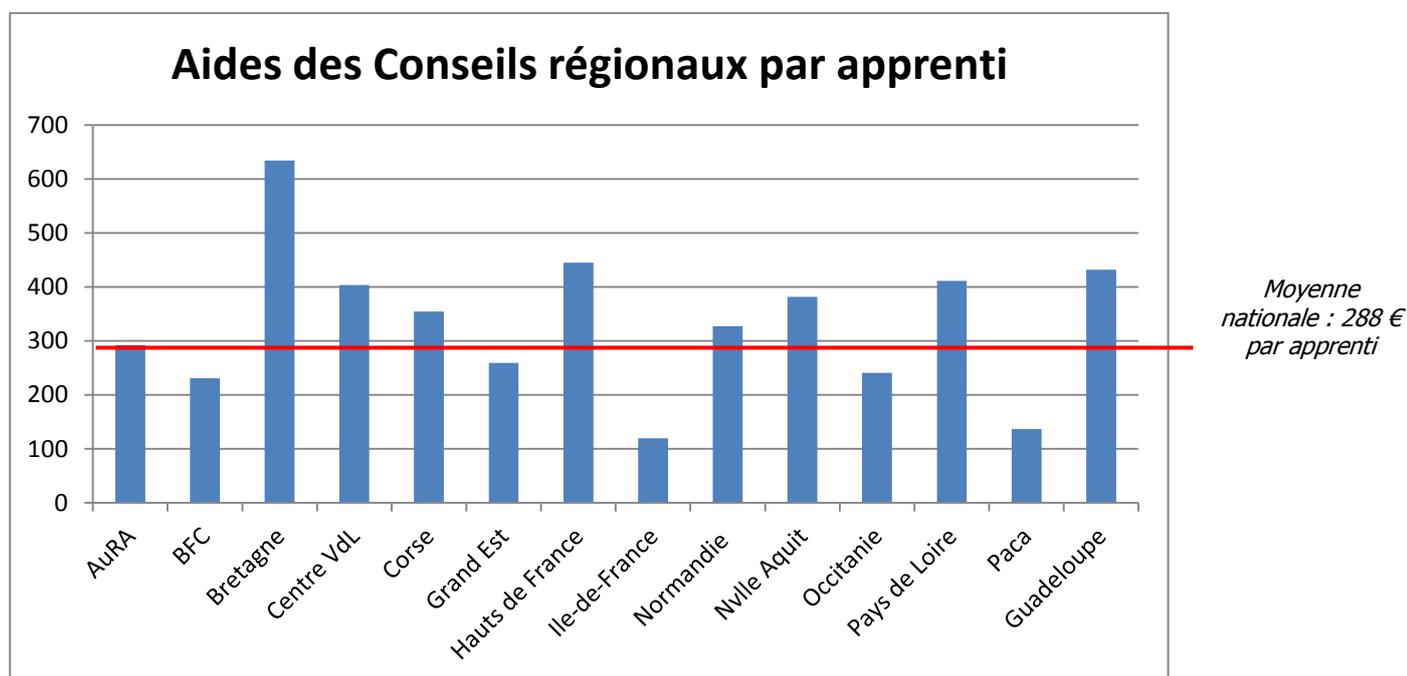
Ainsi, en dehors du THR qui reste dominant représentant les trois-quarts des aides, les Régions attribuent :

- des aides au premier équipement des apprentis (16 M€) afin de leur permettre de s'équiper dans le cadre de leur métier
- favorisent la mobilité européenne (3 M€)

- versent des aides à caractère social (fonds d'urgence)
- participent à l'achat des livres et aux animations à caractère culturel et sportif.

Aides aux apprentis	Aides via CFA	Aides directes	Total
Transport Hébergement Restauration	62 579	25 027	87 606
Premier équipement	7 341	7 210	14 551
Fournitures scolaires	212	0	212
Mobilité européenne	4 736	837	5 573
Fonds d'aides sociales	2 639	0	2 639
Aides au permis B	0	1 814	1 814
Aides aux handicapés	669	0	669
Carte d'identité	22	89	111
Ordinateurs	0	502	502
Chèques culture	21	1 491	1 512
Autres aides	796	566	1 362
Total	79 014	37 539	116 553

Si les aides directes sont sensiblement les mêmes en 2015 qu'en 2014, les aides qui transitent par les CFA diminuent de plus de 50%. C'est le poste « autres aides » qui explique l'essentiel de cette baisse.



On constate une forte disparité selon les régions, pratiquement de 1 (Ile-de-France) à 6 (Bretagne). Certaines régions privilégient par ailleurs les aides directes (Bretagne à 95%), d'autres les aides indirectes (Pays de Loire à 95%).

Annexe 1 : Comptes en T des acteurs de l'apprentissage

Les comptes en T permettent de présenter les flux réalisés qu'ils soient intermédiaires ou finaux.

En effet, deux types de flux coexistent :

- les flux finaux qui sont effectués par le dernier financeur ;
- les flux intermédiaires notamment des transferts de fonds effectués de l'État aux Régions au titre de la péréquation nationale, de la décentralisation ou du quota régional. C'est le cas notamment de la taxe d'apprentissage versée au FNDMA par les entreprises, puis transférée aux Régions.

La contribution au développement de l'apprentissage (CDA) est désormais fusionnée avec la taxe d'apprentissage.

ÉTAT

	Ressources	Emplois	
CAS FNDMA : (Fraction régionale)	1514	<i>Transfert aux Régions</i>	
		CAS FNDMA :	
		1 398	Répartition vers les Régions (programme 787)
		99	Péréquation vers les Régions (programme 790)
			Budget général :
			<i>Part de la TICPE affectée aux Régions pour l'apprentissage</i>
		142	
		315	Primes à la charge de l'Etat et transferts aux Régions (prog 103) (279 M€ Prime employeur + 36 M€ aide au recrutement supplémentaire)
		23	Dépenses de fonctionnement des CFA (Remontée CNEFOP)
			Dépenses fiscales et sociales
Autres budgets	2373	<i>Soutien aux entreprises</i>	
		1291	Compensation des exonérations de cotisations salariales et patronales
		278	Crédit d'impôt apprentissage
		1	Aide TPE embauche apprenti
		340	<i>Soutien aux apprentis et leurs familles</i> Exonération de l'impôt sur le revenu
		3887	3887
		Je ne compte pas ici la créance (7M€) CDA comprise	

RÉGIONS

	Ressources	Emplois
		1170 Subvention aux CFA pour le fonctionnement source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV
Fraction régionale :		102 pour les investissements source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV
Répartition vers les Régions (programme 787)	1 398	79 pour le THR et autres aides (via les CFA) source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV
Péréquation vers les Régions (programme 790)	99	38 Aides directes aux apprentis source : comptes financiers des CFA – remontées CNEFOP
Prime employeur (transfert de l'Etat 279 pour la prime et 36 pour l'aide au recrutement d'un apprenti supp)	315	265 Primes aux Employeurs (prime régionale à l'apprentissage – 201,5 et aide au recrutement supplémentaire – 63,5) source : DARES
<i>Part de la TICPE affectée aux Régions pour l'apprentissage</i>	142	
		127 Autres dépenses diverses Source : DARES, calcul par différence
		Transfert des régions : 173
	1954	1781 Source : DARES
		Attentions, les régions ne remontent pas tout dans l'enquête DARES

2015

ENTREPRISES ASSUJETTIES

en millions d'euros		
	Ressources	Emplois
		882 Versement aux CFA (quota et hors quota) Source : Pactole DGEFP
		1514 Fraction régionale de la TA Source : Budget de l'Etat
		214 CSA Source : Budget de l'Etat
		135 Fonds mutualisés de la professionnalisation Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Budget des entreprises	2 805	60 Taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP) Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
	2 805	2 805

* Selon Pactole 881M€

CDA compris suite la réforme (PM : la CDA en 2014 était de 792 millions d'€)

2015

EMPLOYEURS D'APPRENTIS

	Ressources	Emplois	
Primes aux employeurs	265		
Prime TPE	1	3 028	Rémunération des apprentis Source : DARES/DADS
Exonération de cotisations salariales et patronales	1291		
Crédit d'impôt apprentissage	278		
Budget des employeurs	1 193		
Total	3 028	3 028	

2015

APPRENTIS

	Ressources	Emplois	
Rémunérations brutes des apprentis	3 028		
		47	Participation aux frais de transport, hébergement et restauration
Aides directes des conseils régionaux pour le THR	38		
Exonération de l'impôt sur le revenu	340		
		3 359	Dépenses des ménages
Total	3 406	3 406	

2015

ORGANISMES DE FORMATION

	Ressources	Emplois	
	millions d'euros	millions d'euros	
Subvention des Conseils régionaux (Fonctionnement et investissements)	1272	2685	Charges de fonctionnement des CFA
Contribution des Conseils régionaux au THR	62	150	Charges de THR
Concours des entreprises aux CFA (taxe d'apprentissage et CSA)	983	256	Charges d'investissement
Fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle	195		
Organisme gestionnaire	92		
Participation des familles	54		
Subvention Etat	23		
Ventes de produits fabriqués et prestations de service	113		
Contributions d'autres collectivités	47	60	Excédent CFA
Contreparties comptables	184		
Autres ressources	128		
	3153	3153	

Annexe 2 : Tableaux régionaux

Tableau 1 : Effectifs d'apprentis par niveaux.....	70
Tableau 2 : Effectifs 2014 et 2015.....	71
Tableau 3 : Effectifs d'apprentis par nature d'organisme gestionnaire.....	72
Tableau 4 : Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale par niveau	73
Tableau 5 : Effectifs d'apprentis par domaine d'activité	74
Tableau 6 : Evolution des effectifs d'apprentis par sexe et par région	75
Tableau 7 : Effectifs par niveau de formation et par sexe	76
Tableau 8 : Ressources des CFA	77
Tableau 9 : Ressources consacrées au fonctionnement des CFA.....	78
Tableau 10 : Ressources consacrées au THR	79
Tableau 11 : Ressources consacrées à l'investissement	80
Tableau 12 : Taxe d'apprentissage reçue par les CFA.....	81
Tableau 13 : Taxe d'apprentissage reçue par les CFA privés.....	82
Tableau 14 : Taxe d'apprentissage reçue par les CFA parapublics.....	83
Tableau 15 : Taxe d'apprentissage reçue par les CFA publics	84
Tableau 16 : Evolution de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA	85
Tableau 17 : Contribution des branches professionnelles au financement des CFA	86
Tableau 18 : Contribution des organismes gestionnaires au financement des CFA	87
Tableau 19 : Contribution des conseils régionaux au financement des CFA.....	88
Tableau 20 : Contribution de l'Etat au financement des CFA.....	89
Tableau 21 : Contribution des autres collectivités au financement des CFA	90
Tableau 22 : Ventes/prestations de service des CFA.....	91
Tableau 23 : Contribution des familles au financement des CFA	92
Tableau 24 : Quotes-parts de subvention virée au compte de résultat	93
Tableau 25 : Reprises sur amortissement et provisions	94
Tableau 26 : Transferts de charges	95
Tableau 27 : Produits financiers	96
Tableau 28 : Autres ressources consacrées au financement des CFA	97
Tableau 29 : Charges de personnels des CFA	98
Tableau 30 : Charges de fonctionnement des CFA	99
Tableau 31 : Aides des Régions aux apprentis	100

Effectifs par niveau 2015 (sources SIFA – DEPP)

Tableau 1

	NIVEAU VI	NIVEAU V	NIVEAU IV	NIVEAU III	NIVEAU II	NIVEAU I	
	Effectifs pondérés pré-apprentis	Effectifs pondérés apprentis et pré-apprentis	Effectifs pondérés apprentis				
Auvergne	81	4 370	2 187	805	245	451	8 057
Rhône Alpes	362	15 777	11 161	7 648	2 200	3 532	40 319
Auvergne-Rhône-Alpes	443	20 147	13 348	8 453	2 445	3 983	48 376
Bourgogne	220	4 776	2 508	1 386	153	427	9 250
Franche Comté	186	3 727	2 550	2 063	477	465	9 281
Bourgogne-Franche-Comté	406	8 503	5 057	3 449	630	892	18 531
Bretagne	174	8 035	4 963	2 262	613	1 322	17 195
Centre-Val de Loire	333	8 084	4 908	3 254	818	1 075	18 138
Corse	0	1 177	335	325	113	116	2 067
Alsace	277	5 914	3 739	2 816	1 094	1 290	14 853
Champagne Ardenne	178	3 666	2 081	928	273	664	7 613
Lorraine	402	6 094	3 950	3 052	887	864	14 847
Grand Est	857	15 674	9 770	6 797	2 254	2 817	37 314
Nord Pas de Calais	0	8 126	5 467	4 531	638	2 661	21 424
Picardie	488	4 574	2 956	2 072	354	1 204	11 161
Hauts-de-France	488	12 700	8 423	6 603	992	3 866	32 585
Île-de-France	971	16 987	16 238	17 053	10 041	18 743	79 061
Basse Normandie	0	4 964	2 912	1 126	242	603	9 846
Haute Normandie	194	5 880	3 185	1 863	445	1 222	12 595
Normandie	194	10 844	6 097	2 989	687	1 825	22 442
Aquitaine	445	8 522	4 533	2 539	659	1 754	18 007
Limousin	96	1 762	1 096	411	260	155	3 684
Poitou Charentes	184	5 838	3 592	2 420	603	920	13 374
Nouvelle-Aquitaine	725	16 123	9 221	5 371	1 521	2 829	35 065
Languedoc Roussillon	52	7 121	3 539	2 649	799	2 095	16 203
Midi-Pyrénées	469	7 677	3 678	2 698	639	1 388	16 080
Occitanie	521	14 797	7 217	5 348	1 438	3 483	32 283
Pays de la Loire	357	10 902	8 751	4 637	956	1 475	26 722
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0	13 158	7 340	3 883	1 038	2 035	27 452
France métropolitaine	5 468	157 131	101 668	70 424	23 546	44 462	397 231
Guadeloupe	58	773	199	367	85	17	1 441
Guyane	0	312	55	122	78	0	567
Martinique	100	458	527	335	193	12	1 526
Mayotte	53	221	42	0	0	0	263
Réunion	1	2 283	1 070	930	206	94	4 583
Outre Mer	212	4 048	1 893	1 754	562	122	8 380
TOTAL	5 681	161 180	103 561	72 178	24 108	44 585	405 611

Effectifs apprentis Tableau 2	au 31/12/2014			2015 (effectif annualisé ou pondéré)			au 31/12/2015		
	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total
Auvergne	73	8 149	8 222	81	8 057	8 138	93	7 920	8 013
Rhône Alpes	359	40 469	40 828	362	40 319	40 680	366	40 093	40 459
Auvergne-Rhône-Alpes	432	48 618	49 050	443	48 376	48 819	459	48 013	48 472
Bourgogne	246	9 311	9 557	220	9 250	9 469	180	9 158	9 338
Franche Comté	196	9 279	9 475	186	9 281	9 468	172	9 285	9 457
Bourgogne-Franche-Comté	442	18 590	19 032	406	18 531	18 937	352	18 443	18 795
Bretagne	178	17 160	17 338	174	17 195	17 369	167	17 248	17 415
Centre-Val de Loire	331	18 126	18 457	333	18 138	18 471	337	18 156	18 493
Corse	0	2 046	2 046	0	2 067	2 067	0	2 099	2 099
Alsace	286	14 790	15 076	277	14 853	15 130	263	14 948	15 211
Champagne Ardenne	194	7 665	7 859	178	7 613	7 791	154	7 535	7 689
Lorraine	418	14 935	15 353	402	14 847	15 249	378	14 716	15 094
Grand Est	898	37 390	38 288	857	37 314	38 170	795	37 199	37 994
Nord Pas de Calais	0	21 289	21 289	0	21 424	21 424	0	21 627	21 627
Picardie	503	11 248	11 751	488	11 161	11 649	466	11 030	11 496
Hauts-de-France	503	32 537	33 040	488	32 585	33 073	466	32 657	33 123
Île-de-France	1 038	79 210	80 248	971	79 061	80 032	871	78 838	79 709
Basse Normandie	0	9 884	9 884	0	9 846	9 846	0	9 790	9 790
Haute Normandie	204	12 577	12 781	194	12 595	12 789	179	12 623	12 802
Normandie	204	22 461	22 665	194	22 442	22 636	179	22 413	22 592
Aquitaine	451	18 020	18 471	445	18 007	18 452	435	17 988	18 423
Limousin	115	3 667	3 782	96	3 684	3 780	68	3 710	3 778
Poitou Charentes	182	13 406	13 588	184	13 374	13 558	187	13 325	13 512
Nouvelle-Aquitaine	748	35 093	35 841	725	35 065	35 790	690	35 023	35 713
Languedoc Roussillon	53	16 021	16 074	52	16 203	16 255	51	16 475	16 526
Midi-Pyrénées	489	16 057	16 546	469	16 080	16 549	438	16 115	16 553
Occitanie	542	32 078	32 620	521	32 283	32 804	489	32 590	33 079
Pays de la Loire	360	26 670	27 030	357	26 722	27 079	352	26 800	27 152
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0	27 630	27 630	0	27 452	27 452	0	27 186	27 186
France métropolitaine	5 676	397 609	403 285	5 468	397 231	402 700	5 157	396 665	401 822
Guadeloupe	64	1 437	1 501	58	1 441	1 499	49	1 446	1 495
Guyane	0	590	590	0	567	567	0	533	533
Martinique	103	1 517	1 620	100	1 526	1 626	96	1 539	1 635
Mayotte	89	273	362	53	263	316	0	248	248
Réunion	0	4 456	4 456	1	4 583	4 584	2	4 774	4 776
Outre Mer	256	8 273	8 529	212	8 380	8 592	147	8 540	8 687
TOTAL	5 932	405 882	411 814	5 681	405 611	411 292	5 304	405 205	410 509

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

Effectifs par nature
d'organisme gestionnaire
2014/2015

Tableau 3	au 31/12/2014				au 31/12/2015			
	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total
Auvergne	1 245	0	6 904	8 149	1 290	0	6 630	7 920
Rhône Alpes	4 283	3 584	32 602	40 469	4 386	3 580	32 127	40 093
Auvergne-Rhône-Alpes	5 528	3 584	39 507	48 618	5 676	3 580	38 757	48 013
Bourgogne	1 364	425	7 522	9 311	1 413	403	7 342	9 158
Franche Comté	2 668	1 626	4 986	9 279	2 697	1 656	4 933	9 285
Bourgogne-Franche-Comté	4 032	2 051	12 508	18 590	4 110	2 059	12 274	18 443
Bretagne	1 906	8 514	6 740	17 160	1 975	8 537	6 736	17 248
Centre-Val de Loire	3 996	4 784	9 346	18 126	4 226	4 850	9 080	18 156
Corse	379	956	711	2 046	377	980	742	2 099
Alsace	7 878	2 754	4 158	14 790	7 819	2 713	4 416	14 948
Champagne Ardenne	1 250	274	6 141	7 665	1 205	290	6 041	7 535
Lorraine	4 862	4 404	5 668	14 935	4 895	4 365	5 457	14 716
Grand Est	13 990	7 432	15 967	37 390	13 918	7 368	15 913	37 199
Nord Pas de Calais	4 267	5 071	11 951	21 289	4 436	5 022	12 169	21 627
Picardie	1 462	3 643	6 143	11 248	1 502	3 716	5 812	11 030
Hauts-de-France	5 729	8 714	18 094	32 537	5 938	8 738	17 981	32 657
Île-de-France	3 952	17 330	57 928	79 210	4 103	17 161	57 574	78 838
Basse Normandie	1 844	4 413	3 627	9 884	1 797	4 468	3 525	9 790
Haute Normandie	3 587	2 756	6 234	12 577	2 776	2 835	7 012	12 623
Normandie	5 431	7 169	9 861	22 461	4 573	7 303	10 537	22 413
Aquitaine	4 941	5 028	8 051	18 020	4 736	5 198	8 054	17 988
Limousin	1 660	1 119	888	3 667	1 662	574	1 474	3 710
Poitou Charentes	2 841	7 223	3 343	13 406	2 900	7 138	3 287	13 325
Nouvelle-Aquitaine	9 442	13 370	12 282	35 093	9 298	12 910	12 815	35 023
Languedoc Roussillon	3 957	5 971	6 093	16 021	4 179	6 211	6 085	16 475
Midi-Pyrénées	2 900	5 102	8 055	16 057	3 065	5 640	7 410	16 115
Occitanie	6 857	11 073	14 148	32 078	7 244	11 851	13 495	32 590
Pays de la Loire	3 795	10 360	12 516	26 670	4 032	10 552	12 216	26 800
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 076	7 640	12 914	27 630	6 956	7 593	12 637	27 186
France métropolitaine	72 113	102 976	222 520	397 609	72 426	103 481	220 757	396 665
Guadeloupe	277	830	330	1 437	314	729	403	1 446
Guyane	166	410	15	590	0	0	0	0
Martinique	97	1 047	373	1 517	109	1 084	346	1 539
Mayotte	273	0	0	273	0	0	0	0
Réunion	483	3 803	170	4 456	570	4 039	165	4 774
Outre Mer	1 296	6 090	888	8 273	993	5 852	914	7 759
TOTAL	73 408	109 066	223 408	405 882	73 419	109 333	221 671	404 424

Source : Enquête SIFA -DEPP

Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale par niveau (effectifs au 31/12)

Tableau 4

	2013	2014	2015	2014/2013	2015/2014
V					
Apprentis	174 654	162 226	159 610	-7,1%	-1,6%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	141 102	140 314	141 743	-0,6%	1,0%
Jeunes en formation professionnelle initiale	315 756	302 540	301 353	-4,2%	-0,4%
Poids de l'apprentissage	55,3%	53,6%	53,0%		
IV					
Apprentis	111 682	104 880	101 582	-6,1%	-3,1%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	626 106	614 292	617 343	-1,9%	0,5%
Jeunes en formation professionnelle initiale	737 788	719 172	718 925	-2,5%	0,0%
Poids de l'apprentissage	15,1%	14,6%	14,1%		
Total enseignement secondaire (V & IV)					
Apprentis	286 336	267 106	261 192	-6,7%	-2,2%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	767 208	754 606	759 086	-1,6%	0,6%
Jeunes en formation professionnelle initiale	1 053 544	1 021 712	1 020 278	-3,0%	-0,1%
Poids de l'apprentissage	27,2%	26,1%	25,6%		
Enseignement supérieur (III, II & I)					
Apprentis (total niveau II)	138 012	138 776	144 013	0,6%	3,8%
Effectif de l'enseignement supérieur	2 440 921	2 480 350	2 560 667	1,6%	3,2%
Poids de l'apprentissage	5,7%	5,6%	5,6%		

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale - SIES

Effectifs par domaine d'activité 31/12/2015

Tableau 5

	11 - mathématiques et sciences	12 - sciences humaines et droit	13 - lettres et arts	20 - spécialités pluri-techno de la production	21 - agriculture, pêche, forêt	22 - transformations	23 - génie civil, construction, bois	24 - matériaux souples	25 - mécanique, électricité, électronique	30 - spécialités plurivalentes des services	31 - échanges et gestion	32 - communication et information	33 - services aux personnes	34 - services a la collectivité	TOTAL
Auvergne				294	791	1 865	1 166	15	1 323	11	1 342	90	994	29	7 920
Rhône Alpes	176	89	7	1 333	2 445	8 281	5 853	240	7 239	223	6 806	1 446	5 403	552	40 093
Auvergne-Rhône-Alpes	176	89	7	1 627	3 236	10 146	7 019	255	8 562	234	8 148	1 536	6 397	581	48 013
Bourgogne				181	1 127	2 012	1 236	18	1 589		1 508	163	1 319	5	9 158
Franche Comté	41	9		180	1 141	2 077	921	8	1 726	14	1 649	332	1 097	90	9 285
Bourgogne-Franche-Comté	41	9	0	361	2 268	4 089	2 157	26	3 315	14	3 157	495	2 416	95	18 443
Bretagne				256	1 465	3 883	2 727		2 626	33	2 836	649	2 430	343	17 248
Centre-Val de Loire	30	69		527	1 474	3 572	2 157	54	2 642	44	3 774	511	2 891	411	18 156
Corse	25	5	8	12	106	322	250		357	50	535	33	365	31	2 099
Alsace	105	112	29	457	825	2 941	1 628	24	2 608	76	3 314	580	2 055	194	14 948
Champagne Ardenne		3		195	564	1 661	1 339		1 414		1 495	50	779	35	7 535
Lorraine	44	26		518	1 335	3 259	1 588	25	2 190	75	3 045	410	2 052	149	14 716
Grand Est	149	141	29	1 170	2 724	7 861	4 555	49	6 212	151	7 854	1 040	4 886	378	37 199
Nord Pas de Calais	90	36	5	978	1 978	4 062	2 724	71	3 038	55	4 415	750	3 275	150	21 627
Picardie	62	8		277	1 365	1 885	1 544	4	2 259	44	1 752	467	1 275	88	11 030
Hauts-de-France	152	44	5	1 255	3 343	5 947	4 268	75	5 297	99	6 167	1 217	4 550	238	32 657
Île-de-France	497	1 468	242	2 530	1 854	10 279	5 006	364	10 545	458	24 688	7 693	11 836	1 378	78 838
Basse Normandie	20	49		223	1 087	2 296	1 399	24	1 394	2	1 682	101	1 491	22	9 790
Haute Normandie	15			531	1 018	2 536	1 891		2 233	41	2 530	341	1 475	12	12 623
Normandie	35	49	0	754	2 105	4 832	3 290	24	3 627	43	4 212	442	2 966	34	22 413
Aquitaine	18			591	1 713	3 848	2 484	29	2 958	88	3 097	455	2 407	300	17 988
Limousin				20	453	799	549	2	546	16	622	126	546	31	3 710
Poitou Charentes	30	67	6	506	1 103	2 434	2 167	13	2 071	7	2 324	543	1 993	61	13 325
Nouvelle-Aquitaine	48	67	6	1 117	3 269	7 081	5 200	44	5 575	111	6 043	1 124	4 946	392	35 023
Languedoc Roussillon	73	59		154	1 211	2 968	2 339	8	2 450	16	3 731	533	2 732	201	16 475
Midi-Pyrénées	27	29		300	1 196	3 114	1 949	5	3 361	27	2 856	573	2 477	201	16 115
Occitanie	100	88	0	454	2 407	6 082	4 288	13	5 811	43	6 587	1 106	5 209	402	32 590
Pays de la Loire	46	15	7	936	2 645	5 436	5 034	91	4 604	29	4 426	677	2 824	30	26 800
Provence-Alpes-Côte d'Azur	41	124		551	2 453	5 150	3 130	23	4 568	131	4 614	663	5 506	232	27 186
France métropolitaine	1 340	2 168	304	11 550	29 349	74 680	49 081	1 018	63 741	1 440	83 041	17 186	57 222	4 545	396 665
Guadeloupe		11		11	39	277	232		130	18	388	32	308		1 446
Guyane					51	100	5		113		110	29	113	12	533
Mayotte						48	72		50		57		21		248
Réunion		5		22	383	997	688	4	663	103	816	329	744	20	4 774
Outre Mer	0	26	0	42	570	1 648	1 191	4	1 236	121	1 833	435	1 382	52	8 540
TOTAL	1 340	2 194	304	11 592	29 919	76 328	50 272	1 022	64 977	1 561	84 874	17 621	58 604	4 597	405 205

Source : Enquête SIFA –DEPP

Evolution effectifs par région et sexe

Tableau 6

	au 31/12/2004			% Filles en 2004	au 31/12/2014			% Filles en 2014	au 31/12/2015			% Filles en 2015
	G	F	Total		G	F	Total		G	F	Total	
Auvergne	5 751	1 722	7 473	23,0%	5 969	2 180	8 149	26,8%	5 751	2 169	7 920	27,4%
Rhône Alpes	23 893	9 251	33 144	27,9%	28 773	11 696	40 469	28,9%	28 221	11 872	40 093	29,6%
Auvergne-Rhône-Alpes	29 644	10 973	40 617	51,0%	34 742	13 876	48 618	55,7%	33 972	14 041	48 013	29,2%
Bourgogne	8 073	3 086	11 159	27,7%	6 766	2 545	9 311	27,3%	6 615	2 543	9 158	27,8%
Franche Comté	5 988	2 525	8 513	29,7%	6 493	2 786	9 279	30,0%	6 482	2 803	9 285	30,2%
Bourgogne-Franche-Comté	14 061	5 611	19 672	57,3%	13 259	5 331	18 590	57,4%	13 097	5 346	18 443	29,0%
Bretagne	11 484	4 756	16 240	29,3%	12 112	5 048	17 160	29,4%	12 182	5 066	17 248	29,4%
Centre-Val de Loire	10 758	5 143	15 901	32,3%	11 961	6 165	18 126	34,0%	11 948	6 208	18 156	34,2%
Corse	917	327	1 244	26,3%	1 299	747	2 046	36,5%	1 286	813	2 099	38,7%
Alsace	8 430	4 276	12 706	33,7%	9 722	5 068	14 790	34,3%	9 734	5 214	14 948	34,9%
Champagne Ardenne	5 651	2 157	7 808	27,6%	5 580	2 085	7 665	27,2%	5 459	2 076	7 535	27,6%
Lorraine	10 006	4 214	14 220	29,6%	9 972	4 963	14 935	33,2%	9 931	4 785	14 716	32,5%
Grand Est	24 087	10 647	34 734	90,9%	25 274	12 116	37 390	94,7%	25 124	12 075	37 199	32,5%
Nord Pas de Calais	11 512	4 975	16 487	30,2%	14 529	6 760	21 289	31,8%	14 618	7 009	21 627	32,4%
Picardie	8 810	2 455	11 265	21,8%	8 393	2 855	11 248	25,4%	8 134	2 896	11 030	26,3%
Hauts-de-France	20 322	7 430	27 752	52,0%	22 922	9 615	32 537	57,1%	22 752	9 905	32 657	30,3%
Île-de-France	39 484	22 343	61 827	36,1%	47 075	32 135	79 210	40,6%	46 755	32 083	78 838	40,7%
Basse Normandie	6 699	3 123	9 822	31,8%	6 683	3 201	9 884	32,4%	6 628	3 162	9 790	32,3%
Haute Normandie	9 453	4 082	13 535	30,2%	8 622	3 955	12 577	31,4%	8 596	4 027	12 623	31,9%
Normandie	16 152	7 205	23 357	62,0%	15 305	7 156	22 461	63,8%	15 224	7 189	22 413	32,1%
Aquitaine	10 407	4 524	14 931	30,3%	12 626	5 394	18 020	29,9%	12 602	5 386	17 988	29,9%
Limousin	2 455	903	3 358	26,9%	2 617	1 050	3 667	28,6%	2 625	1 085	3 710	29,2%
Poitou Charentes	8 425	3 561	11 986	29,7%	9 133	4 273	13 406	31,9%	9 146	4 179	13 325	31,4%
Nouvelle-Aquitaine	21 287	8 988	30 275	86,9%	24 376	10 717	35 093	90,4%	24 373	10 650	35 023	30,4%
Languedoc Roussillon	8 621	3 343	11 964	27,9%	11 018	5 003	16 021	31,2%	11 252	5 223	16 475	31,7%
Midi-Pyrénées	10 708	4 395	15 103	29,1%	11 347	4 710	16 057	29,3%	11 345	4 770	16 115	29,6%
Occitanie	19 329	7 738	27 067	57,0%	22 365	9 713	32 078	60,6%	22 597	9 993	32 590	30,7%
Pays de la Loire	20 302	7 785	28 087	27,7%	19 414	7 256	26 670	27,2%	19 377	7 423	26 800	27,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21 053	10 015	31 068	32,2%	18 623	9 007	27 630	32,6%	18 140	9 046	27 186	33,3%
France métropolitaine	248 880	108 961	357 841	641,1%	268 727	128 882	397 609	680,0%	266 827	129 838	396 665	32,7%
Guadeloupe	779	451	1 230	36,7%	855	582	1 437	40,5%	865	581	1 446	40,2%
Guyane	147	59	206	28,6%	372	218	590	36,9%	312	221	533	41,5%
Martinique	1 273	677	1 950	34,7%	998	519	1 517	34,2%	1 019	520	1 539	33,8%
Mayotte	0	0	0	0,0%	182	91	273	33,3%	179	69	248	27,8%
Réunion	2 854	1 055	3 909	27,0%	3 114	1 342	4 456	30,1%	3 282	1 492	4 774	31,3%
Outre Mer	5 053	2 242	7 295	127,0%	5 521	2 752	8 273	175,1%	5 657	2 883	8 540	33,8%
TOTAL	253 933	111 203	365 136	768,1%	274 248	131 634	405 882	855,1%	272 484	132 721	405 205	32,8%

Source : Enquête SIFA –DEPP

Effectif par niveau de formation	V			IV			III			II			I			TOTAL APPRENTIS		
	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total
Tableau 7																		
Auvergne	3 105	1 077	4 182	1 605	560	2 165	636	221	857	133	120	253	272	191	463	5 751	2 169	7 920
Rhône Alpes	11 687	3 800	15 487	7 619	3 352	10 971	5 198	2 571	7 769	1 229	1 029	2 258	2 488	1 120	3 608	28 221	11 872	40 093
Auvergne-Rhône-Alpes	14 792	4 877	19 669	9 224	3 912	13 136	5 834	2 792	8 626	1 362	1 149	2 511	2 760	1 311	4 071	33 972	14 041	48 013
Bourgogne	3 379	1 253	4 632	1 868	608	2 476	979	494	1 473	90	58	148	299	130	429	6 615	2 543	9 158
Franche Comté	2 662	1 063	3 725	1 819	664	2 483	1 345	757	2 102	287	212	499	369	107	476	6 482	2 803	9 285
Bourgogne-Franche-Comté	6 041	2 316	8 357	3 687	1 272	4 959	2 324	1 251	3 575	377	270	647	668	237	905	13 097	5 346	18 443
Bretagne	5 978	2 062	8 040	3 357	1 557	4 914	1 531	750	2 281	319	295	614	997	402	1 399	12 182	5 066	17 248
Centre-Val de Loire	5 768	2 193	7 961	3 040	1 765	4 805	1 986	1 392	3 378	448	397	845	706	461	1 167	11 948	6 208	18 156
Corse	829	343	1 172	211	155	366	139	193	332	54	61	115	53	61	114	1 286	813	2 099
Alsace	4 079	1 829	5 908	2 514	1 181	3 695	1 679	1 162	2 841	619	485	1 104	843	557	1 400	9 734	5 214	14 948
Champagne Ardenne	2 682	962	3 644	1 526	481	2 007	634	295	929	182	92	274	435	246	681	5 459	2 076	7 535
Lorraine	4 312	1 700	6 012	2 564	1 250	3 814	1 960	1 127	3 087	448	429	877	647	279	926	9 931	4 785	14 716
Grand Est	11 073	4 491	15 564	6 604	2 912	9 516	4 273	2 584	6 857	1 249	1 006	2 255	1 925	1 082	3 007	25 124	12 075	37 199
Nord Pas de Calais	5 811	2 383	8 194	3 507	1 851	5 358	3 089	1 571	4 660	395	271	666	1 816	933	2 749	14 618	7 009	21 627
Picardie	3 403	1 107	4 510	2 104	750	2 854	1 569	564	2 133	213	142	355	845	333	1 178	8 134	2 896	11 030
Hauts-de-France	9 214	3 490	12 704	5 611	2 601	8 212	4 658	2 135	6 793	608	413	1 021	2 661	1 266	3 927	22 752	9 905	32 657
Île-de-France	11 040	5 370	16 410	9 829	5 955	15 784	9 647	7 508	17 155	5 215	4 998	10 213	11 024	8 252	19 276	46 755	32 083	78 838
Basse Normandie	3 334	1 575	4 909	1 954	959	2 913	797	325	1 122	146	92	238	397	211	608	6 628	3 162	9 790
Haute Normandie	4 255	1 605	5 860	2 104	994	3 098	1 116	751	1 867	229	255	484	892	422	1 314	8 596	4 027	12 623
Normandie	7 589	3 180	10 769	4 058	1 953	6 011	1 913	1 076	2 989	375	347	722	1 289	633	1 922	15 224	7 189	22 413
Aquitaine	6 428	2 101	8 529	2 996	1 557	4 553	1 653	854	2 507	308	314	622	1 217	560	1 777	12 602	5 386	17 988
Limousin	1 275	461	1 736	775	315	1 090	320	131	451	154	117	271	101	61	162	2 625	1 085	3 710
Poitou Charentes	4 317	1 519	5 836	2 402	1 095	3 497	1 360	1 037	2 397	378	266	644	689	262	951	9 146	4 179	13 325
Nouvelle-Aquitaine	12 020	4 081	16 101	6 173	2 967	9 140	3 333	2 022	5 355	840	697	1 537	2 007	883	2 890	24 373	10 650	35 023
Languedoc Roussillon	5 364	1 792	7 156	2 245	1 227	3 472	1 851	952	2 803	473	363	836	1 319	889	2 208	11 252	5 223	16 475
Midi-Pyrénées	5 899	1 843	7 742	2 281	1 310	3 591	1 744	964	2 708	373	295	668	1 048	358	1 406	11 345	4 770	16 115
Occitanie	11 263	3 635	14 898	4 526	2 537	7 063	3 595	1 916	5 511	846	658	1 504	2 367	1 247	3 614	22 597	9 993	32 590
Pays de la Loire	8 241	2 668	10 909	6 122	2 481	8 603	3 270	1 467	4 737	643	379	1 022	1 101	428	1 529	19 377	7 423	26 800
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9 675	3 271	12 946	4 331	2 819	7 150	2 212	1 721	3 933	590	479	1 069	1 332	756	2 088	18 140	9 046	27 186
France métropolitaine	113 523	41 977	155 500	66 773	32 886	99 659	44 715	26 807	71 522	12 926	11 149	24 075	28 890	17 019	45 909	266 827	129 838	396 665
Guadeloupe	552	185	737	92	115	207	167	228	395	49	40	89	5	13	18	865	581	1 446
Guyane	185	113	298	41	16	57	48	66	114	38	26	64	0	0	0	312	221	533
Martinique	371	118	489	338	170	508	195	126	321	109	95	204	6	11	17	1 019	520	1 539
Mayotte	140	66	206	39	3	42	0	0	0	0	0	0	0	0	0	179	69	248
Réunion	1 905	475	2 380	745	364	1 109	484	481	965	92	131	223	56	41	97	3 282	1 492	4 774
Outre Mer	3 153	957	4 110	1 255	668	1 923	894	901	1 795	288	292	580	67	65	132	5 657	2 883	8 540
TOTAL	116 676	42 934	159 610	68 028	33 554	101 582	45 609	27 708	73 317	13 214	11 441	24 655	28 957	17 084	46 041	272 484	132 721	405 205

Source : Enquête SIFA -DEPP
CNEFOP

Ressources des CFA 2015 (Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP)

Tableau 8	Effectif pondéré	TA	Participation branches	OG	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Vente Prestation	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Transfert de charges	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Auvergne	8 138	15 824 109	6 758 229	728 634	31 755 733	657 996	873 491	2 571 137	1 132 481	1 875 411	573 568	380 074	173 815	2 389 399	65 694 077	8 073
Rhône Alpes	40 680	88 045 849	34 184 939	1 569 996	134 719 454	4 316 457	1 036 728	13 396 673	4 527 517	15 688 995	2 464 307	1 390 649	2 493 516	20 823 184	324 658 265	7 981
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	103 869 957	40 943 169	2 298 631	166 475 187	4 974 453	1 910 219	15 967 810	5 659 999	17 564 406	3 037 875	1 770 723	2 667 331	23 212 583	390 352 343	7 996
Bourgogne	9 469	19 432 087	5 917 813	919 127	34 536 319	344 728	1 499 171	3 355 283	2 827 470	3 108 508	1 168 237	598 386	59 306	3 362 530	77 128 965	8 145
Franche Comté	9 468	14 557 045	4 931 456	2 792 831	28 129 052	167 658	0	1 749 067	2 525 482	2 083 577	328 561	419 766	129 787	1 633 051	59 447 333	6 279
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	33 989 132	10 849 269	3 711 958	62 665 371	512 386	1 499 171	5 104 350	5 352 952	5 192 085	1 496 798	1 018 152	189 093	4 995 581	136 576 298	7 212
Bretagne	17 369	35 147 546	13 554 912	2 430 672	43 931 838	329 590	854 740	5 651 412	1 403 924	6 548 764	743 758	1 300 158	357 797	2 781 699	115 036 810	6 623
Centre-Val de Loire	18 471	27 925 317	12 481 782	2 276 960	78 173 330	2 584 984	417 965	4 777 005	3 998 857	8 272 590	509 822	779 971	199 394	2 204 659	144 602 636	7 829
Corse	2 067	2 752 029	332 343	251 552	8 014 074	181 599	0	631 979	79 329	466 845	78 105	181 467	6 394	447 795	13 423 511	6 494
Alsace	15 130	28 238 880	4 541 361	3 228 137	49 528 924	318 609	454 975	3 472 011	400 606	2 509 091	84 280	27 425	108 217	894 307	93 806 822	6 200
Champagne	7 791	14 098 879	5 887 431	206 279	32 355 840	63 095	233 158	1 094 510	1 302 294	4 557 466	1 042 134	396 554	69 863	4 874 052	66 181 553	8 495
Ardenne	15 249	24 293 785	6 366 816	6 046 218	45 061 458	327 683	465 071	2 373 197	2 684 064	4 290 199	737 187	507 101	69 329	5 913 694	99 135 803	6 501
Lorraine	15 249	24 293 785	6 366 816	6 046 218	45 061 458	327 683	465 071	2 373 197	2 684 064	4 290 199	737 187	507 101	69 329	5 913 694	99 135 803	6 501
Grand Est	38 170	66 631 545	16 795 608	9 480 633	126 946 222	709 387	1 153 204	6 939 717	4 386 964	11 356 756	1 863 601	931 081	247 409	11 682 053	259 124 179	6 789
Nord Pas de Calais	21 424	41 798 398	9 331 021	8 775 954	80 117 157	1 404 254	2 540 456	6 589 640	2 533 794	8 207 083	1 075 831	528 724	200 961	198 715	163 301 989	7 622
Picardie	11 649	39 733 765	0	4 730 628	36 145 199	648 719	425 875	2 745 904	1 536 194	3 991 563	608 866	421 620	91 383	2 765 431	93 845 148	8 056
Hauts-de-France	33 073	81 532 164	9 331 021	13 506 582	116 262 356	2 052 973	2 966 331	9 335 544	4 069 988	12 198 646	1 684 697	950 344	292 343	2 964 146	257 147 137	7 775
Île-de-France	80 032	336 714 665	28 873 575	17 898 054	222 039 278	3 523 122	9 963 866	30 811 879	7 944 686	25 842 613	5 439 610	4 105 802	1 817 502	41 788 381	736 763 032	9 206
Basse Normandie	9 846	16 312 665	6 721 523	1 237 553	36 824 663	241 959	356 879	5 261 764	3 538 724	3 869 519	1 559 943	395 730	104 295	1 243 601	77 668 818	7 888
Haute Normandie	12 789	25 057 029	7 134 221	672 619	46 932 134	417 351	589 368	2 562 338	2 009 626	4 836 192	661 504	517 689	74 148	1 836 499	93 300 718	7 295
Normandie	22 635	41 369 694	13 855 744	1 910 172	83 756 797	659 310	946 247	7 824 102	5 548 350	8 705 711	2 221 447	913 419	178 443	3 080 100	170 969 536	7 553
Aquitaine	18 452	49 940 265	10 476 237	5 367 041	65 476 326	838 544	2 909 295	1 699 475	1 758 211	7 135 848	1 039 771	954 593	109 617	713 895	148 419 119	8 044
Limousin	3 780	6 382 377	1 307 987	50 500	17 057 530	0	42 884	1 056 551	319 135	1 165 545	180 598	112 550	17 117	1 598 113	29 290 886	7 749
Poitou Charentes	13 558	20 966 234	5 114 980	5 597 276	60 981 713	1 584 201	11 548 548	4 419 563	3 188 076	4 840 271	246 745	235 290	16 712	6 618 049	125 357 658	9 246
Nouvelle-Aquitaine	35 790	77 288 876	16 899 203	11 014 817	143 515 569	2 422 745	14 500 727	7 175 589	5 265 422	13 141 664	1 467 115	1 302 433	143 446	8 930 057	303 067 664	8 468
Languedoc	16 255	38 662 526	7 942 990	11 954 029	43 144 409	151 171	966 546	4 732 098	1 433 667	3 896 383	1 720 896	417 486	39 520	0	115 061 721	7 079
Roussillon	16 549	38 928 576	2 622 342	2 666 885	43 230 830	200 137	704 841	4 633 988	3 109 661	5 974 505	552 933	423 819	84 049	14 306 583	117 439 149	7 096
Midi-Pyrénées	16 549	38 928 576	2 622 342	2 666 885	43 230 830	200 137	704 841	4 633 988	3 109 661	5 974 505	552 933	423 819	84 049	14 306 583	117 439 149	7 096
Occitanie	32 804	77 591 102	10 565 332	14 620 914	86 375 239	351 308	1 671 387	9 366 086	4 543 328	9 870 888	2 273 829	841 305	123 569	14 306 583	232 500 870	7 088
Pays de la Loire	27 079	45 824 723	12 774 615	3 589 041	109 510 609	1 809 807	3 508 726	6 093 199	2 918 961	10 562 199	1 472 500	881 597	128 842	3 928 208	203 003 025	7 497
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	51 366 042	7 492 649	9 038 762	75 515 590	2 972 858	7 680 206	3 662 175	2 597 087	7 987 010	592 105	853 044	267 377	5 429 178	175 454 084	6 391
France métropolitaine	402 697	982 002 792	194 749 223	92 028 748	1 323 181 460	23 084 523	47 072 789	113 340 847	53 769 846	137 710 177	22 881 262	15 829 496	6 618 939	125 751 022	3 138 021 124	7 793
Guadeloupe	1 499	1 416 178	92 065	183 716	10 477 826	70 775	0	100 368	204 379	532 486	21 592	96 239	1 220	1 860 204	15 057 047	10 045

Ressources consacrées au fonctionnement 2015 Tableau 9	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Transfert de charges	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Auvergne	8 138	15 284 137	4 001 420	0	23 567 926	483 347	868 535	1 941 179	61 864	1 848 294	563 813	380 074	173 815	2 309 683	51 484 086	6 326
Rhône Alpes	40 680	80 439 403	32 523 173	1 252 349	123 202 006	386 119	647 621	9 494 615	271 238	14 935 226	2 307 962	1 390 649	2 493 516	5 166 624	274 510 502	6 748
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	95 723 540	36 524 592	1 252 349	146 769 932	869 466	1 516 156	11 435 794	333 101	16 783 521	2 871 775	1 770 723	2 667 331	7 476 307	325 994 588	6 678
Bourgogne	9 469	18 540 656	5 585 897	738 601	29 603 004	248 308	1 003 584	3 011 728	0	2 902 033	1 160 826	598 386	59 306	2 881 962	66 334 291	7 005
Franche Comté	9 468	13 328 853	4 931 456	2 633 756	26 550 622	155 407	0	1 715 502	175 114	2 039 572	300 608	419 766	129 787	660 388	53 040 831	5 602
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	31 869 509	10 517 353	3 372 357	56 153 626	403 715	1 003 584	4 727 230	175 114	4 941 605	1 461 434	1 018 152	189 093	3 542 350	119 375 122	6 304
Bretagne	17 369	33 496 085	13 009 793	1 371 999	41 578 070	329 590	818 730	4 049 856	107 443	6 346 443	733 725	1 300 158	357 797	2 138 976	105 638 664	6 082
Centre-Val de Loire	18 471	25 415 266	8 453 671	2 019 617	61 854 314	357 325	250 219	3 551 264	437 663	8 016 182	487 370	779 971	199 394	1 789 700	113 611 957	6 151
Corse	2 067	2 740 903	329 169	251 552	7 198 160	151 599	0	606 877	44 667	466 845	78 105	181 467	6 394	286 845	12 342 583	5 971
Alsace	15 130	26 954 106	4 541 361	1 967 763	45 916 356	318 609	454 975	3 163 558	20 461	2 505 899	83 433	27 425	108 217	581 129	86 643 291	5 727
Champagne Ardenne	7 791	11 780 348	5 644 157	55 427	29 188 586	63 095	138 010	874 398	359 256	4 551 219	1 038 970	396 554	69 863	4 774 677	58 934 560	7 564
Lorraine	15 249	23 111 298	5 780 523	4 395 316	38 893 240	139 379	407 595	2 064 872	241 358	4 093 233	737 187	507 101	69 329	5 668 293	86 108 724	5 647
Grand Est	38 170	61 845 751	15 966 040	6 418 507	113 998 182	521 083	1 000 580	6 102 828	621 075	11 150 350	1 859 590	931 081	247 409	11 024 099	231 686 575	6 070
Nord Pas de Calais	21 424	39 810 463	9 279 070	8 343 040	67 249 701	1 395 395	2 494 708	6 589 640	0	8 207 083	1 075 831	528 724	200 961	0	145 174 616	6 776
Picardie	11 649	37 552 771	0	2 775 853	27 714 484	645 765	276 627	2 510 177	70 993	3 938 652	522 787	421 620	91 383	2 713 936	79 235 047	6 802
Hauts-de-France	33 073	77 363 234	9 279 070	11 118 893	94 964 185	2 041 160	2 771 335	9 099 817	70 993	12 145 735	1 598 618	950 344	292 343	2 713 936	224 409 664	6 785
Île-de-France	80 032	326 744 342	26 948 510	10 674 790	202 029 379	1 108 078	6 962 140	28 516 054	1 754 285	24 858 427	5 410 084	4 105 802	1 817 502	31 190 108	672 119 499	8 398
Basse Normandie	9 846	15 272 221	6 139 871	1 053 381	34 278 225	241 959	285 194	4 140 532	0	3 336 259	599 364	395 730	104 295	611 696	66 458 727	6 750
Haute Normandie	12 789	23 217 506	6 008 020	616 864	41 899 213	340 345	554 996	2 320 144	0	4 598 380	659 844	517 689	74 148	1 158 517	81 965 666	6 409
Normandie	22 635	38 489 727	12 147 891	1 670 245	76 177 438	582 304	840 190	6 460 676	0	7 934 639	1 259 208	913 419	178 443	1 770 213	148 424 393	6 557
Aquitaine	18 452	46 925 755	9 997 261	4 327 936	53 859 130	562 105	702 638	953 917	83 698	6 620 615	1 023 963	954 593	109 617	0	126 121 229	6 835
Limousin	3 780	5 845 627	1 199 454	50 500	15 159 236	0	36 079	836 055	0	1 165 545	180 598	112 550	17 117	831 467	25 434 227	6 729
Poitou Charentes	13 558	20 778 451	4 991 278	2 447 501	44 411 895	145 612	1 718 727	3 515 130	0	4 384 633	238 034	235 290	16 712	2 187 460	85 070 723	6 275
Nouvelle-Aquitaine	35 790	73 549 833	16 187 992	6 825 937	113 430 261	707 717	2 457 444	5 305 102	83 698	12 170 793	1 442 596	1 302 433	143 446	3 018 927	236 626 179	6 612
Languedoc Roussillon	16 255	37 888 810	7 421 122	11 792 230	41 621 406	151 171	966 546	4 732 098	0	3 746 469	1 720 896	417 486	39 520	0	110 497 754	6 798
Midi-Pyrénées	16 549	36 836 720	2 277 705	806 405	39 261 885	200 137	683 446	4 471 869	1 611 260	5 812 389	536 788	423 819	84 049	14 183 128	107 189 600	6 477
Occitanie	32 804	74 725 530	9 698 827	12 598 635	80 883 291	351 308	1 649 992	9 203 967	1 611 260	9 558 858	2 257 684	841 305	123 569	14 183 128	217 687 354	6 636
Pays de la Loire	27 079	44 365 566	11 086 489	3 001 577	93 566 293	649 308	3 466 009	5 547 939	0	10 510 373	1 379 256	881 597	128 842	3 702 463	178 285 712	6 584
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	49 268 327	7 199 488	6 087 615	71 839 966	949 591	2 164 733	2 340 675	1 505 713	7 685 743	558 331	853 044	267 377	5 237 539	155 958 141	5 681
France métropolitaine	402 697	935 597 614	177 348 886	66 664 071	1 160 443 096	9 022 245	24 901 110	96 948 079	6 745 013	132 569 515	21 397 777	15 829 496	6 618 939	88 074 590	2 742 160 431	6 809
Guadeloupe	1 499	1 376 859	92 065	183 716	9 953 973	70 775	0	100 368	204 379	532 486	21 592	96 239	1 220	1 860 204	14 493 875	9 669

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Ressources consacrées au THR 2015 Tableau 10	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Auvergne	8 138	1 260	0	0	2 697 657	1 587	0	629 958	1 070 618	27 116	9 755	3 306	4 441 257	546
Rhône Alpes	40 680	0	0	254 649	7 136 426	0	218 008	3 902 058	4 256 279	753 769	156 345	271 894	16 949 429	417
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	1 260	0	254 649	9 834 083	1 587	218 008	4 532 016	5 326 897	780 885	166 100	275 200	21 390 686	438
Bourgogne	9 469	0	0	180 526	2 016 345	1 822	24 289	343 555	2 827 470	206 475	7 411	44 758	5 652 651	597
Franche Comté	9 468	0	0	24 569	812 462	12 251	0	33 565	2 350 368	44 005	27 953	77 006	3 382 179	357
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	0	0	205 095	2 828 807	14 073	24 289	377 120	5 177 838	250 480	35 364	121 764	9 034 830	477
Bretagne	17 369	176 717	9 218	282 579	35 932	0	4 177	1 601 556	1 296 481	202 321	10 033	296 136	3 915 150	225
Centre-Val de Loire	18 471	827 515	0	93 852	6 283 144	0	73 338	1 225 741	3 561 194	256 408	22 451	149 323	12 492 966	676
Corse	2 067	0	0	0	732 689	0	0	25 102	34 662	0	0	0	792 453	383
Alsace	15 130	0	0	0	1 774 587	0	0	308 453	380 144	3 193	847	1 007	2 468 231	163
Champagne Ardenne	7 791	329 391	0	0	2 066 824	0	13 554	220 112	943 038	6 247	3 164	44 692	3 627 022	466
Lorraine	15 249	228 728	13 135	122 757	4 555 241	1 369	57 477	308 325	2 442 706	196 966	0	58 408	7 985 112	524
Grand Est	38 170	558 119	13 135	122 757	8 396 652	1 369	71 031	836 890	3 765 888	206 406	4 011	104 107	14 080 365	369
Nord Pas de Calais	21 424	0	0	0	6 381 859	0	0	0	2 533 794	0	0	0	8 915 653	416
Picardie	11 649	31 449	0	134 304	3 418 444	2 954	36 691	235 727	1 465 201	52 911	86 079	20 673	5 484 434	471
Hauts-de-France	33 073	31 449	0	134 304	9 800 303	2 954	36 691	235 727	3 998 995	52 911	86 079	20 673	14 400 087	435
Île-de-France	80 032	0	0	0	545 911	0	0	2 295 824	6 190 401	984 186	29 526	0	10 045 849	126
Basse Normandie	9 846	307 014	0	65 875	267 961	0	2 835	1 121 232	3 538 724	533 260	960 579	97 369	6 894 849	700
Haute Normandie	12 789	0	725 959	19	3 407 562	0	34 372	242 194	2 009 626	237 812	1 660	10 663	6 669 867	522
Normandie	22 635	307 014	725 959	65 894	3 675 523	0	37 207	1 363 426	5 548 350	771 072	962 239	108 032	13 564 716	599
Aquitaine	18 452	6 193	63 849	234 396	5 211 054	0	5 732	745 558	1 674 513	515 233	15 808	109 594	8 581 930	465
Limousin	3 780	378 735	0	0	813 573	0	6 805	220 496	319 135	0	0	0	1 738 744	460
Poitou Charentes	13 558	149 004	865	152 201	1 333 887	0	57 799	904 433	3 188 076	455 638	8 711	79 201	6 329 815	467
Nouvelle-Aquitaine	35 790	533 932	64 714	386 597	7 358 514	0	70 336	1 870 487	5 181 724	970 871	24 519	188 795	16 650 489	465
Languedoc Roussillon	16 255	137 950	521 868	161 799	1 523 003	0	0	0	1 433 667	149 914	0	0	3 928 201	242
Midi-Pyrénées	16 549	0	0	294 132	6 307	0	6 656	162 119	1 498 401	162 115	16 145	74 513	2 220 388	134
Occitanie	32 804	137 950	521 868	455 931	1 529 310	0	6 656	162 119	2 932 068	312 029	16 145	74 513	6 148 589	187
Pays de la Loire	27 079	0	264 136	44 289	8 349 676	7 146	33 734	545 260	2 918 961	51 825	93 243	94 055	12 402 326	458
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	0	23 426	276 070	1 644 603	17 650	2 000	1 321 500	1 091 374	301 267	33 774	156 072	4 867 737	177
France métropolitaine	402 697	2 573 956	1 622 456	2 322 017	61 015 147	44 780	577 468	16 392 768	47 024 833	5 140 662	1 483 485	1 588 670	139 786 243	347
Guadeloupe	1 499	0	0	0	517 559	0	0	0	0	0	0	0	517 559	345

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Ressources consacrées à l'investissement 2015 Tableau 11	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Auvergne	8 138	538 712	2 756 810	728 634	5 490 150	173 062	4 956	76 410	9 768 734	1 200
Rhône Alpes	40 680	7 606 446	1 661 767	62 998	4 381 022	3 930 338	171 099	15 384 666	33 198 335	816
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	8 145 158	4 418 576	791 632	9 871 172	4 103 400	176 055	15 461 075	42 967 069	880
Bourgogne	9 469	891 431	331 916	0	2 916 970	94 598	471 298	435 810	5 142 023	543
Franche Comté	9 468	1 228 192	0	134 506	765 968	0	0	895 657	3 024 323	319
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	2 119 623	331 916	134 506	3 682 938	94 598	471 298	1 331 467	8 166 346	431
Bretagne	17 369	1 474 744	535 901	776 094	2 317 837	0	31 832	346 587	5 482 996	316
Centre-Val de Loire	18 471	1 682 536	4 028 111	163 491	10 035 872	2 227 659	94 408	265 636	18 497 713	1 001
Corse	2 067	11 126	3 174	0	83 225	30 000	0	160 950	288 475	140
Alsace	15 130	1 284 774	0	1 260 373	1 837 981	0	0	312 171	4 695 300	310
Champagne Ardenne	7 791	1 989 140	243 274	150 852	1 100 430	0	81 594	54 683	3 619 972	465
Lorraine	15 249	953 760	573 158	1 528 145	1 612 977	186 935	0	186 994	5 041 968	331
Grand Est	38 170	4 227 674	816 432	2 939 370	4 551 388	186 935	81 594	553 847	13 357 240	350
Nord Pas de Calais	21 424	1 987 935	51 951	432 915	6 485 597	8 859	45 748	198 715	9 211 720	430
Picardie	11 649	2 149 545	0	1 820 471	5 012 271	0	112 557	30 822	9 125 666	783
Hauts-de-France	33 073	4 137 480	51 951	2 253 386	11 497 868	8 859	158 305	229 537	18 337 386	554
Île-de-France	80 032	9 970 323	1 925 066	7 223 264	19 463 988	2 415 044	3 001 726	10 598 273	54 597 684	682
Basse Normandie	9 846	733 430	581 652	118 297	2 278 477	0	68 850	534 536	4 315 242	438
Haute Normandie	12 789	1 839 523	400 242	55 736	1 625 359	77 006	0	667 319	4 665 185	365
Normandie	22 635	2 572 953	981 894	174 033	3 903 836	77 006	68 850	1 201 855	8 980 427	397
Aquitaine	18 452	3 008 317	415 127	804 709	6 406 142	276 439	2 200 926	604 301	13 715 960	743
Limousin	3 780	158 015	108 533	0	1 084 721	0	0	766 646	2 117 915	560
Poitou Charentes	13 558	38 779	122 837	2 997 574	15 235 931	1 438 589	9 772 022	4 351 388	33 957 120	2 505
Nouvelle-Aquitaine	35 790	3 205 111	646 497	3 802 283	22 726 794	1 715 028	11 972 948	5 722 335	49 790 995	1 391
Languedoc Roussillon	16 255	635 766	0	0	0	0	0	0	635 766	39
Midi-Pyrénées	16 549	2 091 856	344 637	1 566 348	3 962 638	0	14 739	48 943	8 029 161	485
Occitanie	32 804	2 727 622	344 637	1 566 348	3 962 638	0	14 739	48 943	8 664 927	264
Pays de la Loire	27 079	1 459 157	1 423 990	543 175	7 594 641	1 153 353	8 983	131 690	12 314 987	455
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	2 097 716	269 735	2 675 077	2 031 022	2 005 617	5 513 473	35 567	14 628 206	533
France métropolitaine	402 697	43 831 222	15 777 880	23 042 660	101 723 217	14 017 498	21 594 211	36 087 762	256 074 450	636
Guadeloupe	1 499	39 319	0	0	6 294	0	0	0	45 613	30

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Taxe d'apprentissage 2015 Tableau 12	Taxe reçue en 2015	Taxe reçue région	Taxe reçue hors région	Reliquat 2014 pour 2015	Taxe disponible en 2015	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage Fonctionnement	Taxe d'apprentissage THR	Taxe d'apprentissage Investissement	Total taxe consommée	Taxe consommée par jeune
Auvergne	16 236 380	4 905 833	11 330 547	643 929	16 880 309	8 138	15 284 137	1 260	538 712	15 824 109	1 944
Rhône Alpes	91 037 813	35 252 653	55 785 160	85 905 766	176 943 579	40 680	80 439 403	0	7 606 446	88 045 849	2 164
Auvergne-Rhône-Alpes	107 274 193	40 158 486	67 115 707	86 549 695	193 823 888	48 818	95 723 540	1 260	8 145 158	103 869 957	2 128
Bourgogne	21 110 248	6 419 996	14 690 252	1 830 200	22 940 448	9 469	18 540 656	0	891 431	19 432 087	2 052
Franche Comté	13 600 941	3 033 159	10 567 782	1 709 543	15 310 484	9 468	13 328 853	0	1 228 192	14 557 045	1 537
Bourgogne-Franche-Comté	34 711 189	9 453 155	25 258 034	3 539 743	38 250 932	18 937	31 869 509	0	2 119 623	33 989 132	1 795
Bretagne	44 743 065	28 190 264	16 552 801	14 996 525	59 739 590	17 369	33 496 085	176 717	1 474 744	35 147 546	2 024
Centre-Val de Loire	30 303 308	7 164 548	23 138 760	11 992 582	42 295 890	18 471	25 415 266	827 515	1 682 536	27 925 317	1 512
Corse	2 752 486	2 069 139	683 347	7	2 752 493	2 067	2 740 903	0	11 126	2 752 029	1 331
Alsace	28 426 402	12 138 552	16 287 850	1 235 323	29 661 725	15 130	26 954 106	0	1 284 774	28 238 880	1 866
Champagne Ardenne	15 509 363	8 988 701	6 520 662	2 802 557	18 311 920	7 791	11 780 348	329 391	1 989 140	14 098 879	1 810
Lorraine	26 342 806	16 769 749	9 573 058	10 410 462	36 753 268	15 249	23 111 298	228 728	953 760	24 293 786	1 593
Grand Est	70 278 572	37 897 002	32 381 570	14 448 342	84 726 914	38 170	61 845 752	558 119	4 227 674	66 631 545	1 746
Nord Pas de Calais	55 664 493	20 571 244	35 093 249	20 080 409	75 744 902	21 424	39 663 492	0	1 471 141	41 134 633	1 920
Picardie	25 176 669	5 267 714	19 908 955	0	25 176 669	11 649	23 213 042	31 449	163 648	23 408 139	2 009
Hauts-de-France	80 841 162	25 838 958	55 002 204	20 080 409	100 921 571	33 073	62 876 534	31 449	1 634 789	64 542 772	1 952
Île-de-France	378 057 780	nd	nd	98 864 134	476 921 914	80 032	326 744 342	0	9 970 323	336 714 665	4 207
Basse Normandie	17 960 918	6 168 569	11 792 349	1 594 045	19 554 963	9 846	15 272 221	307 014	733 430	16 312 665	1 657
Haute Normandie	26 273 913	15 327 780	10 946 134	2 033 082	28 306 996	12 789	23 217 506	0	1 839 523	25 057 029	1 959
Normandie	44 234 831	21 496 349	22 738 483	3 627 127	47 861 959	22 635	38 489 727	307 014	2 572 953	41 369 694	1 828
Aquitaine	48 429 490	24 392 366	24 037 124	4 890 766	53 320 256	18 452	46 925 755	6 193	3 008 317	49 940 265	2 706
Limousin	6 317 156	2 259 339	4 057 816	1 035 960	7 353 116	3 780	5 845 627	378 735	158 015	6 382 377	1 688
Poitou Charentes	22 052 290	9 672 677	12 379 613	28 275	22 080 565	13 558	20 778 451	149 004	38 779	20 966 234	1 546
Nouvelle-Aquitaine	76 798 936	36 324 382	40 474 553	5 955 001	82 753 937	35 790	73 549 833	533 932	3 205 111	77 288 876	2 160
Languedoc Roussillon	39 524 035	12 390 334	27 133 701	2 754 540	42 278 575	16 255	37 888 810	137 950	635 766	38 662 526	2 379
Midi-Pyrénées	42 871 231	18 652 023	24 219 208	5 495 537	48 366 768	16 549	36 836 720	0	2 091 856	38 928 576	2 352
Occitanie	82 395 266	31 042 357	51 352 909	8 250 077	90 645 343	32 804	74 725 530	137 950	2 727 622	77 591 102	2 365
Pays de la Loire	50 174 763	13 206 607	36 968 156	5 468 101	55 642 864	27 079	44 365 566	0	1 459 157	45 824 723	1 692
Provence-Alpes-Côte d'Azur	59 543 344	39 323 940	20 219 404	0	59 543 344	27 452	49 268 327	0	2 097 716	51 366 042	1 871
France métropolitaine	1 062 108 895	292 165 188	391 885 928	273 771 743	1 335 880 638	402 697	921 110 914	2 573 956	41 328 531	965 013 401	2 396
Guadeloupe	1 482 854	900 671	273 545	269 606	1 752 460	1 499	1 376 859	0	107 877	1 484 736	990

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

TA par type de CFA 2015
CFA privés

Tableau 13

	Taxe reçue en 2015	Taxe reçue région	Taxe reçue hors région	Reliquat 2014 pour 2015	Taxe disponible en 2015	Effectifs jeunes 31/12	Taxe d'apprentissage Fonctionnement	Taxe d'apprentissage THR	Taxe d'apprentissage Investissement	Total taxe consommée	Taxe consommée par jeune	Taxe reçue par jeune
Auvergne	13 961 229	4 398 616	9 562 613	643 913	14 605 142	6 630	13 009 393	1 260	538 289	13 548 942	2 044	2 106
Rhône Alpes	81 575 768	31 433 586	50 142 182	85 142 638	166 718 406	32 127	71 007 258	0	7 278 180	78 285 438	2 437	2 539
Auvergne-Rhône-Alpes	95 536 997	35 832 202	59 704 795	85 786 551	181 323 548	38 757	84 016 651	1 260	7 816 470	91 834 380	2 369	2 465
Bourgogne	19 462 810	5 784 782	13 678 028	1 464 012	20 926 822	7 342	17 033 528	0	891 431	17 924 959	2 441	2 651
Franche Comté	10 090 961	2 119 630	7 971 331	571 723	10 662 684	4 933	8 817 862	0	1 091 383	9 909 245	2 009	2 046
Bourgogne-Franche-Comté	29 553 771	7 904 412	21 649 359	2 035 735	31 589 506	12 274	25 851 390	0	1 982 814	27 834 204	2 268	2 408
Bretagne	26 148 058	14 758 598	11 389 460	12 815 728	38 963 786	6 736	18 622 439	0	1 373 657	19 996 096	2 969	3 882
Centre-Val de Loire	22 191 861	4 523 419	17 668 442	7 304 564	29 496 425	9 080	18 608 142	607 877	1 490 510	20 706 529	2 280	2 444
Corse	1 407 679	947 318	460 360	7	1 407 686	742	1 396 097	0	11 126	1 407 223	1 897	1 897
Alsace	9 882 411	4 465 466	5 416 945	211 949	10 094 360	4 416	8 699 732	0	635 134	9 334 866	2 114	2 238
Champagne Ardenne	8 954 201	4 621 127	4 333 074	2 802 557	11 756 758	6 041	7 907 739	329 391	1 951 034	10 188 164	1 687	1 482
Lorraine	14 212 963	9 823 969	4 388 993	3 772 605	17 985 568	5 457	12 875 110	49 184	594 474	13 518 769	2 477	2 605
Grand Est	33 049 575	18 910 562	14 139 013	6 787 111	39 836 685	15 913	29 482 581	378 575	3 180 643	33 041 799	2 076	2 077
Nord Pas de Calais	46 394 763	16 979 781	29 414 982	13 592 702	59 987 465	12 169	34 545 424	0	1 194 384	35 739 808	2 937	3 813
Picardie	20 184 447	3 739 468	16 444 979	0	20 184 447	5 812	7 493 985	0	61 933	7 555 918	1 300	3 473
Hauts-de-France	66 579 210	20 719 249	45 859 961	13 592 702	80 171 912	17 981	42 039 409	0	1 256 317	43 295 726	2 408	3 703
Île-de-France	300 928 776	nd	nd	88 902 236	389 831 013	57 574	253 352 805	0	7 979 077	261 331 882	4 539	5 227
Basse Normandie	9 638 379	3 308 530	6 329 849	382 613	10 020 992	3 525	7 797 514	162 745	480 066	8 440 325	2 394	2 734
Haute Normandie	17 306 881	9 922 784	7 384 097	676 706	17 983 587	7 012	14 879 067	0	1 471 009	16 350 076	2 332	2 468
Normandie	26 945 259	13 231 314	13 713 946	1 059 319	28 004 578	10 537	22 676 581	162 745	1 951 075	24 790 401	2 353	2 557
Aquitaine	34 469 178	16 771 422	17 697 756	2 709 632	37 178 810	8 054	32 663 430	0	2 913 905	35 577 335	4 417	4 280
Limousin	2 272 494	862 281	1 410 213	760 697	3 033 192	1 474	2 099 880	203 257	121 090	2 424 227	1 645	1 542
Poitou Charentes	7 856 964	3 912 285	3 944 679	0	7 856 964	3 287	7 182 694	149 004	38 779	7 370 477	2 242	2 390
Nouvelle-Aquitaine	44 598 636	21 545 988	23 052 648	3 470 329	48 068 966	12 815	41 946 004	352 261	3 073 774	45 372 039	3 541	3 480
Languedoc Roussillon	23 752 373	5 194 176	18 558 197	1 874 633	25 627 006	6 085	22 687 035	55 950	324 096	23 067 081	3 791	3 903
Midi-Pyrénées	30 662 997	11 079 743	19 583 254	4 991 317	35 654 314	7 410	24 942 795	0	1 809 527	26 752 322	3 610	4 138
Occitanie	54 415 370	16 273 919	38 141 451	6 865 950	61 281 320	13 495	47 629 830	55 950	2 133 623	49 819 403	3 692	4 032
Pays de la Loire	30 166 297	6 443 230	23 723 067	2 828 508	32 994 805	12 216	26 465 370	0	1 339 896	27 805 267	2 276	2 469
Provence-Alpes-Côte d'Azur	37 333 060	25 921 967	11 411 094	0	37 333 060	12 637	30 375 715	0	1 642 135	32 017 850	2 534	2 954
France métropolitaine	768 854 550	187 012 178	280 913 595	231 448 741	1 000 303 291	220 757	642 463 014	1 558 668	35 231 116	679 252 799	3 077	3 483
Guadeloupe	347 740	241 231	106 509	269 606	617 346	403	242 811	0	38 252	281 063	697	863

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

TA par type de CFA 2015
CFA para publics

Tableau 14

	Taxe reçue en 2015	Taxe reçue région	Taxe reçue hors région	Reliquat 2014 pour 2015	Taxe disponible en 2015	Effectifs jeunes 31/12	Taxe d'apprentissage Fonctionnement	Taxe d'apprentissage THR	Taxe d'apprentissage Investissement	Total taxe consommée	Taxe consommée par jeune	Taxe reçue par jeune
Auvergne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Rhône Alpes	5 659 914	3 462 082	2 197 832	763 128	6 423 042	3 580	4 763 374	0	328 265	5 091 639	1 422	1 581
Auvergne-Rhône-Alpes	5 659 914	3 462 082	2 197 832	763 128	6 423 042	3 580	4 763 374	0	328 265	5 091 639	1 422	1 581
Bourgogne	638 811	344 085	294 726	0	638 811	403	638 811	0	0	638 811	1 585	1 585
Franche Comté	646 398	263 962	382 436	0	646 398	1 656	644 478	0	1 920	646 398	390	390
Bourgogne-Franche-Comté	1 285 209	608 047	677 162	0	1 285 209	2 059	1 283 289	0	1 920	1 285 209	624	624
Bretagne	13 454 287	8 831 837	4 622 451	522 221	13 976 509	8 537	10 859 785	176 717	58 789	11 095 290	1 300	1 576
Centre-Val de Loire	5 416 334	2 845 167	3 387 251	2 638 114	8 054 448	4 850	4 354 327	219 500	133 661	4 707 488	971	1 117
Corse	441 648	441 648	0	0	441 648	980	441 648	0	0	441 648	451	451
Alsace	6 425 512	2 882 606	3 542 906	279 449	6 704 961	2 713	6 000 024	0	200 127	6 200 151	2 285	2 368
Champagne Ardenne	2 871 192	1 722 715	1 148 477	0	2 871 192	290	236 913	0	0	236 913	817	9 901
Lorraine	7 036 085	3 717 646	3 318 439	2 394 309	9 430 394	4 365	6 142 113	97 089	68 035	6 307 237	1 445	1 612
Grand Est	16 332 790	8 322 968	8 009 821	2 673 758	19 006 548	7 368	12 379 050	97 089	268 163	12 744 301	1 730	2 217
Nord Pas de Calais	8 489 671	3 288 813	5 200 858	6 396 806	14 886 477	5 022	4 745 428	0	213 303	4 958 731	987	1 690
Picardie	3 347 688	1 268 944	2 078 744	0	3 347 688	3 716	10 063 860	0	50 000	10 113 860	2 722	901
Hauts-de-France	11 837 359	4 557 757	7 279 602	6 396 806	18 234 165	8 738	14 809 288	0	263 303	15 072 591	1 725	1 355
Île-de-France	71 745 724	nd	nd	7 384 405	79 130 129	17 161	69 458 518	0	1 276 963	70 735 481	4 122	4 181
Basse Normandie	4 930 663	1 828 702	3 101 961	1 211 429	6 142 091	4 468	4 213 061	144 269	218 256	4 575 586	1 024	1 104
Haute Normandie	5 164 893	2 955 229	2 209 664	1 336 376	6 501 270	2 835	4 558 040	0	358 774	4 916 814	1 734	1 822
Normandie	10 095 556	4 783 931	5 311 625	2 547 805	12 643 361	7 303	8 771 101	144 269	577 030	9 492 400	1 300	1 382
Aquitaine	6 604 481	3 481 967	3 122 515	1 839 284	8 443 765	5 198	6 833 570	0	0	6 833 570	1 315	1 271
Limousin	817 840	331 716	486 124	258 924	1 076 764	574	524 843	175 478	25 926	726 246	1 265	1 425
Poitou Charentes	8 239 991	4 091 156	4 148 835	0	8 239 991	7 138	7 628 870	0	0	7 628 870	1 069	1 154
Nouvelle-Aquitaine	15 662 312	7 904 839	7 757 474	2 098 208	17 760 520	12 910	14 987 283	175 478	25 926	15 188 686	1 177	1 213
Languedoc Roussillon	8 220 077	4 912 033	3 308 044	337 022	8 557 099	6 211	7 812 698	0	272 370	8 085 068	1 302	1 323
Midi-Pyrénées	5 548 729	3 921 601	1 627 128	17 389	5 566 118	5 640	5 496 244	0	10 223	5 506 467	976	984
Occitanie	13 768 806	8 833 634	4 935 172	354 411	14 123 217	11 851	13 308 942	0	282 593	13 591 535	1 147	1 162
Pays de la Loire	12 736 053	5 261 867	7 474 186	642 634	13 378 687	10 552	11 852 149	0	76 341	11 928 490	1 130	1 207
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17 135 100	10 248 639	6 886 461	0	17 135 100	7 593	15 296 461	0	164 243	15 460 704	2 036	2 257
France métropolitaine	195 571 092	66 102 415	58 539 037	26 021 491	221 592 583	103 481	182 565 215	813 053	3 457 195	186 835 463	1 806	1 890
Guadeloupe	0	0	0	0	0	729	0	0	0	0	0	0

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

TA par type de CFA 2015 CFA publics Tableau 15	Taxe reçue en 2015	Taxe reçue région	Taxe reçue hors région	Reliquat 2014 pour 2015	Taxe disponible en 2015	Effectifs jeunes 31/12	Taxe d'apprentissage Fonctionnement	Taxe d'apprentissage THR	Taxe d'apprentissage Investissement	Total taxe consommée	Taxe consommée par jeune	Taxe reçue par jeune
Auvergne	2 275 151	507 217	1 767 934	16	2 275 167	1 290	2 274 744	0	423	2 275 167	1 764	1 764
Rhône Alpes	3 802 131	1 023 686	2 778 445	0	3 802 131	4 386	4 668 772	0	0	4 668 772	1 064	867
Auvergne-Rhône-Alpes	6 077 282	1 530 903	4 546 379	16	6 077 298	5 676	6 943 515	0	423	6 943 938	1 223	1 071
Bourgogne	1 008 627	291 129	717 498	366 188	1 374 815	1 413	868 317	0	0	868 317	615	714
Franche Comté	2 863 582	649 568	2 214 014	1 137 820	4 001 402	2 697	3 866 513	0	134 889	4 001 402	1 484	1 062
Bourgogne-Franche-Comté	3 872 209	940 697	2 931 512	1 504 008	5 376 217	4 110	4 734 830	0	134 889	4 869 719	1 185	942
Bretagne	5 140 719	4 599 829	540 890	1 658 575	6 799 295	1 975	4 013 861	0	42 298	4 056 160	2 054	2 603
Centre-Val de Loire	4 761 899	1 428 130	3 333 770	2 049 904	6 811 803	4 226	4 519 583	138	58 365	4 578 086	1 083	1 127
Corse	903 159	680 173	222 987	0	903 159	377	903 159	0	0	903 159	2 396	2 396
Alsace	12 118 480	4 790 481	7 327 999	743 924	12 862 404	7 819	12 254 350	0	449 513	12 703 863	1 625	1 550
Champagne Ardenne	3 683 970	2 643 426	1 040 544	0	3 683 970	1 205	3 635 696	0	38 106	3 673 802	3 049	3 057
Lorraine	5 093 759	3 228 102	1 865 657	4 243 548	9 337 307	4 895	4 094 074	82 455	291 250	4 467 779	913	1 041
Grand Est	20 896 208	10 662 008	10 234 200	4 987 472	25 883 680	13 918	19 984 120	82 455	778 869	20 845 444	1 498	1 501
Nord Pas de Calais	780 059	302 207	477 852	90 901	870 960	4 436	372 640	0	63 454	436 094	98	176
Picardie	1 644 534	259 301	1 385 232	0	1 644 534	1 502	5 655 197	0	51 715	5 706 912	3 800	1 095
Hauts-de-France	2 424 593	561 508	1 863 084	90 901	2 515 494	5 938	6 027 837	0	115 169	6 143 006	1 035	408
Île-de-France	5 383 279	nd	nd	2 577 493	7 960 772	4 103	3 933 019	0	714 283	4 647 301	1 133	1 312
Basse Normandie	3 391 877	1 031 337	2 360 540	3	3 391 880	1 797	3 261 646	0	35 108	3 296 754	1 835	1 888
Haute Normandie	3 802 139	2 449 767	1 352 373	20 000	3 822 139	2 776	3 780 399	0	9 740	3 790 139	1 365	1 370
Normandie	7 194 016	3 481 104	3 712 913	20 003	7 214 019	4 573	7 042 045	0	44 848	7 086 893	1 550	1 573
Aquitaine	7 355 831	4 138 977	3 216 853	341 580	7 697 411	4 736	7 428 755	6 193	94 412	7 529 360	1 590	1 553
Limousin	3 226 821	1 065 342	2 161 479	16 339	3 243 160	1 662	3 220 904	0	11 000	3 231 904	1 945	1 942
Poitou Charentes	5 955 335	1 669 236	4 286 099	28 275	5 983 610	2 900	5 966 887	0	0	5 966 887	2 058	2 054
Nouvelle-Aquitaine	16 537 987	6 873 555	9 664 431	386 194	16 924 181	9 298	16 616 546	6 193	105 412	16 728 151	1 799	1 779
Languedoc Roussillon	7 551 585	2 284 125	5 267 460	542 885	8 094 470	4 179	7 389 077	82 000	39 300	7 510 377	1 797	1 807
Midi-Pyrénées	6 659 505	3 650 680	3 008 825	486 831	7 146 336	3 065	6 397 681	0	272 106	6 669 787	2 176	2 173
Occitanie	14 211 090	5 934 805	8 276 285	1 029 716	15 240 806	7 244	13 786 758	82 000	311 406	14 180 164	1 958	1 962
Pays de la Loire	7 272 413	1 501 510	5 770 903	1 996 959	9 269 372	4 032	6 048 047	0	42 919	6 090 966	1 511	1 804
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 075 184	3 153 335	1 921 849	0	5 075 184	6 956	3 596 150	0	291 338	3 887 489	559	730
France métropolitaine	99 750 040	41 347 557	53 019 203	16 301 241	116 051 280	72 426	98 149 470	170 786	2 640 219	100 960 475	1 394	1 377
Guadeloupe	1 135 115	846 648	288 466	0	1 135 115	314	1 065 490	0	69 624	1 203 672	3 833	3 615

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Evolution de la taxe d'apprentissages

Tableau 16

	2004			2009			2014			2015			Variation de la moyenne 2015/2004 en %
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	
Auvergne	7 434	7 006 850	943	8 635	12 852 177	1 488	8 619	15 176 044	1 761	8 138	16 236 380	1 995	112%
Rhône Alpes	33 449	50 608 176	1 513	41 398	82 367 900	1 990	41 936	91 664 815	2 186	40 680	91 037 813	2 238	48%
Auvergne-Rhône-Alpes	40 883	57 615 026	1 409	50 033	95 220 077	1 903	50 555	106 840 859	2 113	48 818	107 274 193	2 197	56%
Bourgogne	11 355	15 691 620	1 382	12 293	17 337 670	1 410	9 943	18 730 865	1 884	9 469	21 110 248	2 229	61%
Franche Comté	8 744	9 207 003	1 053	10 196	11 506 672	1 129	9 821	13 327 217	1 357	9 468	13 600 941	1 437	36%
Bourgogne-Franche-Comté	20 099	24 898 623	1 239	22 489	28 844 342	1 283	19 765	32 058 082	1 622	18 937	34 711 189	1 833	48%
Bretagne	16 207	22 266 420	1 374	18 512	32 431 237	1 752	17 804	37 851 123	2 126	17 369	44 743 065	2 576	88%
Centre-Val de Loire	16 436	19 065 696	1 160	19 673	26 729 976	1 359	19 131	29 200 080	1 526	18 471	30 303 308	1 641	41%
Corse	1 231	1 490 756	1 211	1 925	2 221 226	1 154	2 056	3 309 156	1 610	2 067	2 752 486	1 332	10%
Alsace	12 563	12 540 879	998	15 065	21 662 742	1 438	15 308	23 049 752	1 506	15 130	28 426 402	1 879	88%
Champagne Ardenne	7 936	10 091 106	1 272	8 891	14 619 530	1 644	8 244	15 921 317	1 931	7 791	15 509 363	1 991	57%
Lorraine	14 563	16 935 522	1 163	17 018	19 230 479	1 130	16 027	23 646 336	1 475	15 249	26 342 806	1 728	49%
Grand Est	35 062	39 567 507	1 129	40 974	55 512 751	1 355	39 579	62 617 405	1 582	38 170	70 278 572	1 841	63%
Nord Pas de Calais	16 601	23 852 000	1 437	20 576	37 809 022	1 838	21 638	46 265 942	2 138	21 424	55 664 493	2 598	81%
Picardie	11 697	15 248 396	1 304	13 777	21 694 155	1 575	12 151	23 839 515	1 962	11 649	25 176 669	2 161	66%
Hauts-de-France	28 298	39 100 396	1 382	34 353	59 503 177	1 732	33 789	70 105 457	2 075	33 073	80 841 162	2 444	77%
Île-de-France	62 887	205 945 791	3 275	77 377	287 862 858	3 720	81 584	345 256 956	4 232	80 032	378 057 780	4 724	44%
Basse Normandie	9 954	10 328 879	1 038	11 155	14 431 358	1 294	10 262	16 390 309	1 597	9 846	17 960 918	1 824	76%
Haute Normandie	13 899	16 513 838	1 188	14 859	22 853 671	1 538	13 281	24 174 892	1 820	12 789	26 273 913	2 054	73%
Normandie	23 853	26 842 717	1 125	26 014	37 285 029	1 433	23 543	40 565 201	1 723	22 635	44 234 831	1 954	74%
Aquitaine	15 436	21 067 068	1 365	17 818	32 944 723	1 849	18 649	44 288 262	2 375	18 452	48 429 490	2 625	92%
Limousin	3 349	3 821 792	1 141	3 954	5 375 505	1 359	3 831	6 123 925	1 598	3 780	6 317 156	1 671	46%
Poitou Charentes	12 299	11 530 984	938	14 367	18 316 133	1 275	13 937	20 243 156	1 453	13 558	22 052 290	1 627	73%
Nouvelle-Aquitaine	31 084	36 419 844	1 172	36 139	56 636 361	1 567	36 416	70 655 343	1 940	35 790	76 798 936	2 146	83%
Languedoc Roussillon	11 744	14 158 097	1 206	14 392	22 162 895	1 540	16 113	34 286 956	2 128	16 255	39 524 035	2 432	102%
Midi-Pyrénées	15 477	19 929 356	1 288	18 239	29 260 532	1 604	17 298	40 971 560	2 369	16 549	42 871 231	2 591	101%
Occitanie	27 221	34 087 453	1 252	32 631	51 423 427	1 576	33 411	75 258 516	2 252	32 804	82 395 266	2 512	101%
Pays de la Loire	28 505	26 768 047	939	30 163	35 769 208	1 186	27 784	44 622 309	1 606	27 079	50 174 763	1 853	97%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31 473	35 467 327	1 127	33 218	48 471 565	1 459	28 683	58 111 557	2 026	27 452	59 543 344	2 169	92%
France métropolitaine	363 239	569 535 603	1 568	423 501	817 911 234	1 931	414 099	976 452 044	2 358	402 697	1 062 108 895	2 637	68%
Guadeloupe	33 449	50 608 176	1 513	1 601	2 025 591	1 265	1 541	1 957 222	1 270	1 499	1 482 854	989	-35%

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Contribution des branches aux CFA 2015 Tableau 17	Effectifs pondérés jeunes	Fonctionnement			THR			Investissement			Total			Moyenne utilisée par jeune
		Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	
Auvergne	8 138	1 429 512	2 571 908	4 001 420	0	0	0	2 756 810	0	2 756 810	4 186 322	2 571 908	6 758 229	830
Rhône Alpes	40 680	3 229 273	29 293 899	32 523 173	0	0	0	1 661 767	0	1 661 767	4 891 040	29 293 899	34 184 939	840
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	4 658 785	31 865 807	36 524 592	0	0	0	4 418 576	0	4 418 576	9 077 362	31 865 807	40 943 169	839
Bourgogne	9 469	2 380 599	3 205 298	5 585 897	0	0	0	331 916	0	331 916	2 712 515	3 205 298	5 917 813	625
Franche Comté	9 468	735 310	4 196 146	4 931 456	0	0	0	0	0	0	735 310	4 196 146	4 931 456	521
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	3 115 909	7 401 444	10 517 353	0	0	0	331 916	0	331 916	3 447 825	7 401 444	10 849 269	573
Bretagne	17 369	2 851 894	10 157 899	13 009 793	0	9 218	9 218	0	535 901	535 901	2 851 894	10 703 019	13 554 912	780
Centre-Val de Loire	18 471	1 940 946	6 512 725	8 453 671	0	0	0	4 028 111	0	4 028 111	5 969 057	6 512 725	12 481 782	676
Corse	2 067	224 357	104 812	329 169	0	0	0	3 174	0	3 174	227 531	104 812	332 343	161
Alsace	15 130	39 620	4 501 741	4 541 361	0	0	0	0	0	0	39 620	4 501 741	4 541 361	300
Champagne Ardenne	7 791	2 118 252	3 525 905	5 644 157	0	0	0	209 980	33 294	243 274	2 328 232	3 559 199	5 887 431	756
Lorraine	15 249	5 780 523	0	5 780 523	13 135	0	13 135	573 158	0	573 158	6 366 816	0	6 366 816	418
Grand Est	38 170	7 938 395	8 027 646	15 966 040	13 135	0	13 135	783 138	33 294	816 432	8 734 668	8 060 940	16 795 608	440
Nord Pas de Calais	21 424	2 385 271	6 893 799	9 279 070	0	0	0	51 951	0	51 951	2 437 222	6 893 799	9 331 021	436
Picardie	11 649	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	33 073	2 385 271	6 893 799	9 279 070	0	0	0	51 951	0	51 951	2 437 222	6 893 799	9 331 021	282
Île-de-France	80 032	5 459 946	21 488 564	26 948 510	0	0	0	1 925 066	0	1 925 066	7 385 012	21 488 564	28 873 575	361
Basse Normandie	9 846	2 188 919	3 950 952	6 139 871	0	0	0	358 753	222 899	581 652	2 547 672	4 173 851	6 721 523	683
Haute Normandie	12 789	505 362	5 502 658	6 008 020	725 959	0	725 959	400 242	0	400 242	1 631 563	5 502 658	7 134 221	558
Normandie	22 635	2 694 281	9 453 610	12 147 891	725 959	0	725 959	758 995	222 899	981 894	4 179 235	9 676 509	13 855 744	612
Aquitaine	18 452	3 203 705	6 793 556	9 997 261	62 053	1 796	63 849	415 127	0	415 127	3 680 884	6 795 352	10 476 237	568
Limousin	3 780	1 004 126	195 328	1 199 454	0	0	0	108 533	0	108 533	1 112 659	195 328	1 307 987	346
Poitou Charentes	13 558	429 731	4 561 547	4 991 278	0	865	865	122 837	0	122 837	552 568	4 562 412	5 114 980	377
Nouvelle-Aquitaine	35 790	4 637 561	11 550 431	16 187 992	62 053	2 661	64 714	646 497	0	646 497	5 346 111	11 553 092	16 899 203	472
Languedoc Roussillon	16 255	1 422 861	5 998 261	7 421 122	521 868	0	521 868	0	0	0	1 944 729	5 998 261	7 942 990	489
Midi-Pyrénées	16 549	1 826 674	451 031	2 277 705	0	0	0	344 637	0	344 637	2 171 311	451 031	2 622 342	158
Occitanie	32 804	3 249 535	6 449 292	9 698 827	521 868	0	521 868	344 637	0	344 637	4 116 040	6 449 292	10 565 332	322
Pays de la Loire	27 079	1 814 046	9 272 443	11 086 489	264 136	0	264 136	1 423 990	0	1 423 990	3 502 172	9 272 443	12 774 615	472
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	2 098 563	5 100 925	7 199 488	23 426	0	23 426	269 735	0	269 735	2 391 724	5 100 925	7 492 649	273
France métropolitaine	402 697	43 069 490	134 279 397	177 348 886	1 610 577	11 879	1 622 456	14 985 786	792 094	15 777 880	59 665 853	135 083 370	194 749 223	484
Guadeloupe	1 499	0	92 065	92 065	0	0	0	0	0	0	0	92 065	92 065	61

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

CONTRIBUTION DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2015

Tableau 18

Tableau 12

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne	8 138	0	0	728 634	728 634	90
Rhône Alpes	40 680	1 252 349	254 649	62 998	1 569 996	39
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	1 252 349	254 649	791 632	2 298 631	47
Bourgogne	9 469	738 601	180 526	0	919 127	97
Franche Comté	9 468	2 633 756	24 569	134 506	2 792 831	295
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	3 372 357	205 095	134 506	3 711 958	196
Bretagne	17 369	1 371 999	282 579	776 094	2 430 672	140
Centre-Val de Loire	18 471	2 019 617	93 852	163 491	2 276 960	123
Corse	2 067	251 552	0	0	251 552	122
Alsace	15 130	1 967 763	0	1 260 373	3 228 137	213
Champagne Ardenne	7 791	55 427	0	150 852	206 279	26
Lorraine	15 249	4 395 316	122 757	1 528 145	6 046 218	396
Grand Est	38 170	6 418 507	122 757	2 939 370	9 480 633	248
Nord Pas de Calais	21 424	8 343 040	0	432 915	8 775 954	410
Picardie	11 649	2 775 853	134 304	1 820 471	4 730 628	406
Hauts-de-France	33 073	11 118 893	134 304	2 253 386	13 506 582	408
Île-de-France	80 032	10 674 790	0	7 223 264	17 898 054	224
Basse Normandie	9 846	1 053 381	65 875	118 297	1 237 553	126
Haute Normandie	12 789	616 864	19	55 736	672 619	53
Normandie	22 635	1 670 245	65 894	174 033	1 910 172	84
Aquitaine	18 452	4 327 936	234 396	804 709	5 367 041	291
Limousin	3 780	50 500	0	0	50 500	13
Poitou Charentes	13 558	2 447 501	152 201	2 997 574	5 597 276	413
Nouvelle-Aquitaine	35 790	6 825 937	386 597	3 802 283	11 014 817	308
Languedoc Roussillon	16 255	11 792 230	161 799	0	11 954 029	735
Midi-Pyrénées	16 549	806 405	294 132	1 566 348	2 666 885	161
Occitanie	32 804	12 598 635	455 931	1 566 348	14 620 914	446
Pays de la Loire	27 079	3 001 577	44 289	543 175	3 589 041	133
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	6 087 615	276 070	2 675 077	9 038 762	329
France métropolitaine	402 697	66 664 071	2 322 017	23 042 660	92 028 748	229
Guadeloupe	1 499	183 716	0	0	183 716	123

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

CONTRIBUTION DES CONSEILS REGIONAUX AU FINANCEMENT DES CFA EN 2014

Tableau 19

Tableau 13

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 308	38 548 162	1 869 729	527 440	40 945 331	2 675
Aquitaine	18 649	53 052 518	6 793 817	4 518 874	64 365 209	3 451
Auvergne	8 619	23 360 617	3 404 721	2 153 471	28 918 809	3 355
Bourgogne	9 943	27 351 937	2 172 989	810 206	30 335 132	3 051
Bretagne	17 804	41 626 360	199 106	7 300 005	49 125 471	2 759
Centre	19 131	60 777 409	6 280 151	6 919 723	73 977 283	3 867
Champagne Ardenne	8 244	30 874 187	2 112 140	378 300	33 364 626	4 047
Corse	2 056	6 431 789	667 775	557 804	7 657 368	3 724
Franche Comté	9 821	27 696 713	870 661	332 961	28 900 335	2 943
Ile de France	81 584	199 549 232	479 642	16 582 052	216 610 925	2 655
Languedoc Roussillon	16 113	39 737 933	1 686 271	10 982 831	52 407 035	3 252
Limousin	3 831	14 260 741	816 539	1 258 269	16 335 549	4 264
Lorraine	16 027	38 155 365	4 596 858	11 081 229	53 833 452	3 359
Midi-Pyrénées	17 298	38 510 313	86 335	2 268 276	40 864 924	2 362
Nord Pas de Calais	21 638	56 503 425	6 593 685	18 024 694	81 121 804	3 749
Basse Normandie	10 262	33 752 256	1 956 235	1 973 369	37 681 860	3 672
Haute Normandie	13 281	39 888 507	3 695 855	3 678 648	47 263 010	3 559
Pays de la Loire	27 784	94 432 395	8 619 830	10 551 204	113 603 428	4 089
Picardie	12 151	27 311 087	3 418 443	3 356 032	34 085 562	2 805
Poitou Charentes	13 937	45 802 435	1 387 929	5 126 856	52 317 220	3 754
PACA	28 683	69 177 655	1 795 955	3 127 189	74 100 799	2 583
Rhône Alpes	41 936	125 501 128	7 177 720	9 347 283	142 026 131	3 387
France métropolitaine	414 100	1 132 302 164	66 682 385	120 856 714	1 319 841 263	3 187
Guadeloupe	1 541	9 143 047	485 141	1 314 565	10 942 752	7 101

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DES CFA EN 2015

Tableau 20

Tableau 14

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne	8 138	483 347	1 587	173 062	657 996	81
Rhône Alpes	40 680	386 119	0	3 930 338	4 316 457	106
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	869 466	1 587	4 103 400	4 974 453	102
Bourgogne	9 469	248 308	1 822	94 598	344 728	36
Franche Comté	9 468	155 407	12 251	0	167 658	18
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	403 715	14 073	94 598	512 386	27
Bretagne	17 369	329 590	0	0	329 590	19
Centre-Val de Loire	18 471	357 325	0	2 227 659	2 584 984	140
Corse	2 067	151 599	0	30 000	181 599	88
Alsace	15 130	318 609	0	0	318 609	21
Champagne Ardenne	7 791	63 095	0	0	63 095	8
Lorraine	15 249	139 379	1 369	186 935	327 683	21
Grand Est	38 170	521 083	1 369	186 935	709 387	19
Nord Pas de Calais	21 424	1 395 395	0	8 859	1 404 254	66
Picardie	11 649	645 765	2 954	0	648 719	56
Hauts-de-France	33 073	2 041 160	2 954	8 859	2 052 973	62
Île-de-France	80 032	1 108 078	0	2 415 044	3 523 122	44
Basse Normandie	9 846	241 959	0	0	241 959	25
Haute Normandie	12 789	340 345	0	77 006	417 351	33
Normandie	22 635	582 304	0	77 006	659 310	29
Aquitaine	18 452	562 105	0	276 439	838 544	45
Limousin	3 780	0	0	0	0	0
Poitou Charentes	13 558	145 612	0	1 438 589	1 584 201	117
Nouvelle-Aquitaine	35 790	707 717	0	1 715 028	2 422 745	68
Languedoc Roussillon	16 255	151 171	0	0	151 171	9
Midi-Pyrénées	16 549	200 137	0	0	200 137	12
Occitanie	32 804	351 308	0	0	351 308	11
Pays de la Loire	27 079	649 308	7 146	1 153 353	1 809 807	67
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	949 591	17 650	2 005 617	2 972 858	108
France métropolitaine	402 697	9 022 245	44 780	14 017 498	23 084 523	57
Guadeloupe	1 499	70 775	0	0	70 775	47

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

CONTRIBUTION DES AUTRES COLLECTIVITES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2015

Tableau 21

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne	8 138	868 535	0	4 956	873 491	107
Rhône Alpes	40 680	647 621	218 008	171 099	1 036 728	25
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	1 516 156	218 008	176 055	1 910 219	39
Bourgogne	9 469	1 003 584	24 289	471 298	1 499 171	158
Franche Comté	9 468	0	0	0	0	0
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	1 003 584	24 289	471 298	1 499 171	79
Bretagne	17 369	818 730	4 177	31 832	854 740	49
Centre-Val de Loire	18 471	250 219	73 338	94 408	417 965	23
Corse	2 067	0	0	0	0	0
Alsace	15 130	454 975	0	0	454 975	30
Champagne Ardenne	7 791	138 010	13 554	81 594	233 158	30
Lorraine	15 249	407 595	57 477	0	465 071	30
Grand Est	38 170	1 000 580	71 031	81 594	1 153 204	30
Nord Pas de Calais	21 424	2 494 708	0	45 748	2 540 456	119
Picardie	11 649	276 627	36 691	112 557	425 875	37
Hauts-de-France	33 073	2 771 335	36 691	158 305	2 966 331	90
Île-de-France	80 032	6 962 140	0	3 001 726	9 963 866	124
Basse Normandie	9 846	285 194	2 835	68 850	356 879	36
Haute Normandie	12 789	554 996	34 372	0	589 368	46
Normandie	22 635	840 190	37 207	68 850	946 247	42
Aquitaine	18 452	702 638	5 732	2 200 926	2 909 295	158
Limousin	3 780	36 079	6 805	0	42 884	11
Poitou Charentes	13 558	1 718 727	57 799	9 772 022	11 548 548	852
Nouvelle-Aquitaine	35 790	2 457 444	70 336	11 972 948	14 500 727	405
Languedoc Roussillon	16 255	966 546	0	0	966 546	59
Midi-Pyrénées	16 549	683 446	6 656	14 739	704 841	43
Occitanie	32 804	1 649 992	6 656	14 739	1 671 387	51
Pays de la Loire	27 079	3 466 009	33 734	8 983	3 508 726	130
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	2 164 733	2 000	5 513 473	7 680 206	280
France métropolitaine	402 697	24 901 110	577 468	21 594 211	47 072 789	117
Guadeloupe	1 499	0	0	0	0	0

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

VENTE ET PRESTATIONS DE SERVICE DES CFA EN 2015

Tableau 22

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne	8 138	1 941 179	629 958		2 571 137	316
Rhône Alpes	40 680	9 494 615	3 902 058		13 396 673	329
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	11 435 794	4 532 016		15 967 810	327
Bourgogne	9 469	3 011 728	343 555		3 355 283	354
Franche Comté	9 468	1 715 502	33 565		1 749 067	185
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	4 727 230	377 120		5 104 350	270
Bretagne	17 369	4 049 856	1 601 556		5 651 412	325
Centre-Val de Loire	18 471	3 551 264	1 225 741		4 777 005	259
Corse	2 067	606 877	25 102		631 979	306
Alsace	15 130	3 163 558	308 453		3 472 011	229
Champagne Ardenne	7 791	874 398	220 112		1 094 510	140
Lorraine	15 249	2 064 872	308 325		2 373 197	156
Grand Est	38 170	6 102 828	836 890		6 939 717	182
Nord Pas de Calais	21 424	6 589 640	0		6 589 640	308
Picardie	11 649	2 510 177	235 727		2 745 904	236
Hauts-de-France	33 073	9 099 817	235 727		9 335 544	282
Île-de-France	80 032	28 516 054	2 295 824		30 811 879	385
Basse Normandie	9 846	4 140 532	1 121 232		5 261 764	534
Haute Normandie	12 789	2 320 144	242 194		2 562 338	200
Normandie	22 635	6 460 676	1 363 426		7 824 102	346
Aquitaine	18 452	953 917	745 558		1 699 475	92
Limousin	3 780	836 055	220 496		1 056 551	280
Poitou Charentes	13 558	3 515 130	904 433		4 419 563	326
Nouvelle-Aquitaine	35 790	5 305 102	1 870 487		7 175 589	200
Languedoc Roussillon	16 255	4 732 098	0		4 732 098	291
Midi-Pyrénées	16 549	4 471 869	162 119		4 633 988	280
Occitanie	32 804	9 203 967	162 119		9 366 086	286
Pays de la Loire	27 079	5 547 939	545 260		6 093 199	225
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	2 340 675	1 321 500		3 662 175	133
France métropolitaine	402 697	96 948 079	16 392 768		113 340 847	281
Guadeloupe	1 499	100 368	0		100 368	67

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

CONTRIBUTION DES FAMILLES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2015

Tableau 23

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne	8 138	61 864	1 070 618		1 132 481	139
Rhône Alpes	40 680	271 238	4 256 279		4 527 517	111
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	333 101	5 326 897		5 659 999	116
Bourgogne	9 469	0	2 827 470		2 827 470	299
Franche Comté	9 468	175 114	2 350 368		2 525 482	267
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	175 114	5 177 838		5 352 952	283
Bretagne	17 369	107 443	1 296 481		1 403 924	81
Centre-Val de Loire	18 471	437 663	3 561 194		3 998 857	216
Corse	2 067	44 667	34 662		79 329	38
Alsace	15 130	20 461	380 144		400 606	26
Champagne Ardenne	7 791	359 256	943 038		1 302 294	167
Lorraine	15 249	241 358	2 442 706		2 684 064	176
Grand Est	38 170	621 075	3 765 888		4 386 964	115
Nord Pas de Calais	21 424	0	2 533 794		2 533 794	118
Picardie	11 649	70 993	1 465 201		1 536 194	132
Hauts-de-France	33 073	70 993	3 998 995		4 069 988	123
Île-de-France	80 032	1 754 285	6 190 401		7 944 686	99
Basse Normandie	9 846	0	3 538 724		3 538 724	359
Haute Normandie	12 789	0	2 009 626		2 009 626	157
Normandie	22 635	0	5 548 350		5 548 350	245
Aquitaine	18 452	83 698	1 674 513		1 758 211	95
Limousin	3 780	0	319 135		319 135	84
Poitou Charentes	13 558	0	3 188 076		3 188 076	235
Nouvelle-Aquitaine	35 790	83 698	5 181 724		5 265 422	147
Languedoc Roussillon	16 255	0	1 433 667		1 433 667	88
Midi-Pyrénées	16 549	1 611 260	1 498 401		3 109 661	188
Occitanie	32 804	1 611 260	2 932 068		4 543 328	138
Pays de la Loire	27 079	0	2 918 961		2 918 961	108
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	1 505 713	1 091 374		2 597 087	95
France métropolitaine	402 697	6 745 013	47 024 833		53 769 846	134
Guadeloupe	1 499	204 379	0		204 379	136

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

QUOTE PART DE SUBVENTION VIREE AU COMPTE DE RESULTAT EN 2015

Tableau 24

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne	8 138	1 848 294	27 116		1 875 411	230
Rhône Alpes	40 680	14 935 226	753 769		15 688 995	386
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	16 783 521	780 885		17 564 406	360
Bourgogne	9 469	2 902 033	206 475		3 108 508	328
Franche Comté	9 468	2 039 572	44 005		2 083 577	220
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	4 941 605	250 480		5 192 085	274
Bretagne	17 369	6 346 443	202 321		6 548 764	377
Centre-Val de Loire	18 471	8 016 182	256 408		8 272 590	448
Corse	2 067	466 845	0		466 845	226
Alsace	15 130	2 505 899	3 193		2 509 091	166
Champagne Ardenne	7 791	4 551 219	6 247		4 557 466	585
Lorraine	15 249	4 093 233	196 966		4 290 199	281
Grand Est	38 170	11 150 350	206 406		11 356 756	298
Nord Pas de Calais	21 424	8 207 083	0		8 207 083	383
Picardie	11 649	3 938 652	52 911		3 991 563	343
Hauts-de-France	33 073	12 145 735	52 911		12 198 646	369
Île-de-France	80 032	24 858 427	984 186		25 842 613	323
Basse Normandie	9 846	3 336 259	533 260		3 869 519	393
Haute Normandie	12 789	4 598 380	237 812		4 836 192	378
Normandie	22 635	7 934 639	771 072		8 705 711	385
Aquitaine	18 452	6 620 615	515 233		7 135 848	387
Limousin	3 780	1 165 545	0		1 165 545	308
Poitou Charentes	13 558	4 384 633	455 638		4 840 271	357
Nouvelle-Aquitaine	35 790	12 170 793	970 871		13 141 664	367
Languedoc Roussillon	16 255	3 746 469	149 914		3 896 383	240
Midi-Pyrénées	16 549	5 812 389	162 115		5 974 505	361
Occitanie	32 804	9 558 858	312 029		9 870 888	301
Pays de la Loire	27 079	10 510 373	51 825		10 562 199	390
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	7 685 743	301 267		7 987 010	291
France métropolitaine	402 697	132 569 515	5 140 662		137 710 177	342
Guadeloupe	1 499	532 486	0		532 486	355

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

REPRISES SUR AMORTISSEMENT ET PROVISIONS EN 2015

Tableau 25

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne	8 138	563 813	9 755		573 568	70
Rhône Alpes	40 680	2 307 962	156 345		2 464 307	61
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	2 871 775	166 100		3 037 875	62
Bourgogne	9 469	1 160 826	7 411		1 168 237	123
Franche Comté	9 468	300 608	27 953		328 561	35
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	1 461 434	35 364		1 496 798	79
Bretagne	17 369	733 725	10 033		743 758	43
Centre-Val de Loire	18 471	487 370	22 451		509 822	28
Corse	2 067	78 105	0		78 105	38
Alsace	15 130	83 433	847		84 280	6
Champagne Ardenne	7 791	1 038 970	3 164		1 042 134	134
Lorraine	15 249	737 187	0		737 187	48
Grand Est	38 170	1 859 590	4 011		1 863 601	49
Nord Pas de Calais	21 424	1 075 831	0		1 075 831	50
Picardie	11 649	522 787	86 079		608 866	52
Hauts-de-France	33 073	1 598 618	86 079		1 684 697	51
Île-de-France	80 032	5 410 084	29 526		5 439 610	68
Basse Normandie	9 846	599 364	960 579		1 559 943	158
Haute Normandie	12 789	659 844	1 660		661 504	52
Normandie	22 635	1 259 208	962 239		2 221 447	98
Aquitaine	18 452	1 023 963	15 808		1 039 771	56
Limousin	3 780	180 598	0		180 598	48
Poitou Charentes	13 558	238 034	8 711		246 745	18
Nouvelle-Aquitaine	35 790	1 442 596	24 519		1 467 115	41
Languedoc Roussillon	16 255	1 720 896	0		1 720 896	106
Midi-Pyrénées	16 549	536 788	16 145		552 933	33
Occitanie	32 804	2 257 684	16 145		2 273 829	69
Pays de la Loire	27 079	1 379 256	93 243		1 472 500	54
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	558 331	33 774		592 105	22
France métropolitaine	402 697	21 397 777	1 483 485		22 881 262	57
Guadeloupe	1 499	21 592	0		21 592	14

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

TRANSFERTS DE CHARGES EN 2015

Tableau 26

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne	8 138	380 074			380 074	47
Rhône Alpes	40 680	1 390 649			1 390 649	34
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	1 770 723			1 770 723	36
Bourgogne	9 469	598 386			598 386	63
Franche Comté	9 468	419 766			419 766	44
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	1 018 152			1 018 152	54
Bretagne	17 369	1 300 158			1 300 158	75
Centre-Val de Loire	18 471	779 971			779 971	42
Corse	2 067	181 467			181 467	88
Alsace	15 130	27 425			27 425	2
Champagne Ardenne	7 791	396 554			396 554	51
Lorraine	15 249	507 101			507 101	33
Grand Est	38 170	931 081			931 081	24
Nord Pas de Calais	21 424	528 724			528 724	25
Picardie	11 649	421 620			421 620	36
Hauts-de-France	33 073	950 344			950 344	29
Île-de-France	80 032	4 105 802			4 105 802	51
Basse Normandie	9 846	395 730			395 730	40
Haute Normandie	12 789	517 689			517 689	40
Normandie	22 635	913 419			913 419	40
Aquitaine	18 452	954 593			954 593	52
Limousin	3 780	112 550			112 550	30
Poitou Charentes	13 558	235 290			235 290	17
Nouvelle-Aquitaine	35 790	1 302 433			1 302 433	36
Languedoc Roussillon	16 255	417 486			417 486	26
Midi-Pyrénées	16 549	423 819			423 819	26
Occitanie	32 804	841 305			841 305	26
Pays de la Loire	27 079	881 597			881 597	33
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	853 044			853 044	31
France métropolitaine	402 697	15 829 496			15 829 496	39
Guadeloupe	1 499	96 239			96 239	64

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

PRODUITS FINANCIERS EN 2015

Tableau 27

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne	8 138	173 815			173 815	21
Rhône Alpes	40 680	2 493 516			2 493 516	61
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	2 667 331			2 667 331	55
Bourgogne	9 469	59 306			59 306	6
Franche Comté	9 468	129 787			129 787	14
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	189 093			189 093	10
Bretagne	17 369	357 797			357 797	21
Centre-Val de Loire	18 471	199 394			199 394	11
Corse	2 067	6 394			6 394	3
Alsace	15 130	108 217			108 217	7
Champagne Ardenne	7 791	69 863			69 863	9
Lorraine	15 249	69 329			69 329	5
Grand Est	38 170	247 409			247 409	6
Nord Pas de Calais	21 424	200 961			200 961	9
Picardie	11 649	91 383			91 383	8
Hauts-de-France	33 073	292 343			292 343	9
Île-de-France	80 032	1 817 502			1 817 502	23
Basse Normandie	9 846	104 295			104 295	11
Haute Normandie	12 789	74 148			74 148	6
Normandie	22 635	178 443			178 443	8
Aquitaine	18 452	109 617			109 617	6
Limousin	3 780	17 117			17 117	5
Poitou Charentes	13 558	16 712			16 712	1
Nouvelle-Aquitaine	35 790	143 446			143 446	4
Languedoc Roussillon	16 255	39 520			39 520	2
Midi-Pyrénées	16 549	84 049			84 049	5
Occitanie	32 804	123 569			123 569	4
Pays de la Loire	27 079	128 842			128 842	5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	267 377			267 377	10
France métropolitaine	402 697	6 618 939			6 618 939	16
Guadeloupe	1 499	1 220			1 220	1

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

AUTRES RESSOURCES CONSACREES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2015

Tableau 28

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Auvergne	8 138	2 309 683	3 306	76 410	2 389 399	294
Rhône Alpes	40 680	5 166 624	271 894	15 384 666	20 823 184	512
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	7 476 307	275 200	15 461 075	23 212 583	475
Bourgogne	9 469	2 881 962	44 758	435 810	3 362 530	355
Franche Comté	9 468	660 388	77 006	895 657	1 633 051	172
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	3 542 350	121 764	1 331 467	4 995 581	264
Bretagne	17 369	2 138 976	296 136	346 587	2 781 699	160
Centre-Val de Loire	18 471	1 789 700	149 323	265 636	2 204 659	119
Corse	2 067	286 845	0	160 950	447 795	217
Alsace	15 130	581 129	1 007	312 171	894 307	59
Champagne Ardenne	7 791	4 774 677	44 692	54 683	4 874 052	626
Lorraine	15 249	5 668 293	58 408	186 994	5 913 694	388
Grand Est	38 170	11 024 099	104 107	553 847	11 682 053	306
Nord Pas de Calais	21 424	0	0	198 715	198 715	9
Picardie	11 649	2 713 936	20 673	30 822	2 765 431	237
Hauts-de-France	33 073	2 713 936	20 673	229 537	2 964 146	90
Île-de-France	80 032	31 190 108	0	10 598 273	41 788 381	522
Basse Normandie	9 846	611 696	97 369	534 536	1 243 601	126
Haute Normandie	12 789	1 158 517	10 663	667 319	1 836 499	144
Normandie	22 635	1 770 213	108 032	1 201 855	3 080 100	136
Aquitaine	18 452	0	109 594	604 301	713 895	39
Limousin	3 780	831 467	0	766 646	1 598 113	423
Poitou Charentes	13 558	2 187 460	79 201	4 351 388	6 618 049	488
Nouvelle-Aquitaine	35 790	3 018 927	188 795	5 722 335	8 930 057	250
Languedoc Roussillon	16 255	0	0	0	0	0
Midi-Pyrénées	16 549	14 183 128	74 513	48 943	14 306 583	864
Occitanie	32 804	14 183 128	74 513	48 943	14 306 583	436
Pays de la Loire	27 079	3 702 463	94 055	131 690	3 928 208	145
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	5 237 539	156 072	35 567	5 429 178	198
France métropolitaine	402 697	88 074 590	1 588 670	36 087 762	125 751 022	312
Guadeloupe	1 499	1 860 204	0	0	1 860 204	1 241

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

CHARGES DE PERSONNELS EN 2015

Tableau 29

	Formateurs	Autres personnels	Total
Auvergne	24 474 078	9 758 719	34 232 797
Rhône Alpes	38 738 383	56 365 746	95 104 129
Auvergne-Rhône-Alpes	63 212 461	66 124 465	129 336 926
Bourgogne	27 765 617	13 552 007	41 317 624
Franche Comté	28 061 124	8 850 074	36 911 198
Bourgogne-Franche-Comté	55 826 741	22 402 081	78 228 822
Bretagne	49 338 959	23 248 580	72 587 539
Centre-Val de Loire	52 385 201	26 711 529	79 096 730
Corse	6 048 820	2 207 775	8 256 595
Alsace	44 659 413	12 086 269	56 745 682
Champagne Ardenne	28 942 625	7 456 051	36 398 676
Lorraine	38 935 590	17 277 090	56 212 681
Grand Est	112 537 628	36 819 411	149 357 039
Nord Pas de Calais	61 051 695	30 847 379	91 899 074
Picardie (<i>clé de répartition, identique à NpdC, utilisée</i>)	35 661 551	18 018 588	53 680 139
Hauts-de-France	96 713 246	48 865 967	145 579 213
Île-de-France	244 634 932	163 771 151	408 406 083
Basse Normandie	29 344 225	12 750 391	42 094 616
Haute Normandie	36 023 298	16 827 671	52 850 969
Normandie	65 367 523	29 578 062	94 945 585
Aquitaine	52 399 172	27 263 308	79 662 480
Limousin	12 201 012	7 235 881	19 436 893
Poitou Charentes	36 798 731	18 133 987	54 932 718
Nouvelle-Aquitaine	101 398 915	52 633 176	154 032 091
Languedoc Roussillon	45 418 868	19 273 961	64 692 829
Midi-Pyrénées	39 522 734	18 389 127	57 911 861
Occitanie	84 941 602	37 663 088	122 604 690
Pays de la Loire	80 616 288	37 586 646	118 202 934
Provence-Alpes-Côte d'Azur	91 569 714	0	91 569 714
France métropolitaine	1 104 592 030	547 611 931	1 652 203 961
Guadeloupe	5 113 024	3 519 290	8 632 315

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Charges de fonctionnement des CFA (THR compris) 2015 Tableau 30	Effectifs pondérés jeunes	Nombre d'heures	Charges d'exploitation (cptes 60 à 65)	Coût (1) par jeune	Charges hors exploitation (cptes 66 à 68)	Coût (2) par jeune	Total Transport, Hébergement, Restauration	Charges de fonctionnement THR compris	Coût (3) par jeune	Coût / heure apprenti
Auvergne	8 138	4 171 452	50 474 551	6 202	756 939	93	4 856 173	55 330 724	6 799	13
Rhône Alpes	40 680	21 736 362	268 912 206	6 610	2 692 753	66	17 820 874	286 733 080	7 049	13
Auvergne-Rhône-Alpes	48 818	25 907 814	319 386 758	6 542	3 449 692	71	22 677 046	342 063 804	7 007	13
Bourgogne	9 469	4 824 964	61 715 453	6 518	913 672	96	5 896 953	67 612 406	7 140	14
Franche Comté	9 468	5 158 897	50 778 867	5 363	900 918	95	3 589 960	54 368 827	5 742	11
Bourgogne-Franche-Comté	18 937	9 983 861	112 494 320	5 940	1 814 590	96	9 486 913	121 981 233	6 441	12
Bretagne	17 369	8 947 195	104 644 073	6 025	784 020	45	4 177 658	108 821 731	6 265	12
Centre-Val de Loire	18 471	9 870 996	112 576 562	6 095	722 302	39	12 492 966	125 069 528	6 771	13
Corse	2 067	770 363	12 128 812	5 868	57 893	28	811 260	12 940 072	6 260	17
Alsace	15 130	8 198 166	74 995 315	4 957	212 675	14	2 422 230	77 417 546	5 117	9
Champagne Ardenne	7 791	4 107 416	57 903 121	7 432	1 400 929	180	2 365 369	60 268 490	7 736	15
Lorraine	15 249	8 481 203	80 894 646	5 305	1 043 546	68	8 846 576	89 741 222	5 885	11
Grand Est	38 170	20 786 784	213 793 082	5 601	2 657 150	70	13 634 175	227 427 258	5 958	11
Nord Pas de Calais	21 424	974 766	143 934 334	6 718	1 230 397	57	8 915 653	152 849 987	7 135	157
Picardie	11 649	4 945 670	76 549 732	6 571	1 273 237	109	5 736 330	82 286 062	7 064	17
Hauts-de-France	33 073	5 920 436	220 484 066	6 667	2 503 634	76	14 651 983	235 136 049	7 110	40
Île-de-France	80 032	45 469 068	663 806 619	8 294	5 565 506	70	12 821 629	676 628 248	8 454	15
Basse Normandie	9 846	4 736 921	62 264 688	6 324	493 403	50	8 198 497	70 463 185	7 157	15
Haute Normandie	12 789	6 818 414	79 819 139	6 241	455 581	36	7 164 837	86 983 976	6 801	13
Normandie	22 635	11 555 335	142 083 827	6 277	948 984	42	15 363 334	157 447 161	6 956	14
Aquitaine	18 452	7 806 912	123 905 065	6 715	1 580 326	86	9 142 232	133 047 297	7 210	17
Limousin	3 780	2 043 562	24 097 454	6 375	43 301	11	1 884 280	25 981 734	6 873	13
Poitou Charentes	13 558	7 112 324	84 194 507	6 210	666 533	49	6 736 875	90 931 382	6 707	13
Nouvelle-Aquitaine	35 790	16 962 798	232 197 026	6 488	2 290 160	64	17 763 387	249 960 413	6 984	15
Languedoc Roussillon	16 255	nd	108 483 824	6 674	1 105 882	68	4 567 361	113 051 185	6 955	nd
Midi-Pyrénées	16 549	9 446 555	103 353 326	6 245	1 658 986	100	2 588 842	105 942 168	6 402	11
Occitanie	32 804	9 446 555	211 837 150	6 458	2 764 868	84	7 156 203	218 993 353	6 676	23
Pays de la Loire	27 079	14 695 560	174 192 173	6 433	2 553 323	94	12 781 757	186 973 930	6 905	13
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 452	14 037 386	154 145 796	5 615	1 390 580	51	5 186 103	159 331 899	5 804	11
France métropolitaine	402 697	194 354 151	2 673 770 263	6 640	27 502 702	68	149 004 415	2 822 774 678	7 010	15
Guadeloupe	1 499	573 626	13 234 634	8 829	625 872	418	501 042	13 735 676	9 163	24

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Tableau 31 a

Aides directes des Régions aux apprentis 2015											
	Premier équipement	Fournitures scolaires	Transport / Hébergement / Rest	Mobilité européenne	Fonds d'aides sociales	Aide au permis B	Carte nationale d'apprenti	Ordinateurs	Chèques Culture	Autres aides	Total aides directes
Auvergne										24 000	24 000
Rhône Alpes	1 434 360			257 089					1 019 307	330 000	3 040 756
Auvergne-Rhône-Alpes	1 434 360			257 089					1 019 307	354 000	3 064 756
Bourgogne											0
Franche Comté			883 920								883 920
Bourgogne-Franche-Comté			883 920								883 920
Bretagne	691 000		9 822 200								10 513 200
Centre-Val de Loire	263 120							60 000	238 600		561 720
Corse											0
Alsace			1 695								1 695
Champagne Ardenne											0
Lorraine											0
Grand Est			1 695								1 695
Nord Pas de Calais	3 642 316										3 642 316
Picardie	435 188										435 188
Hauts-de-France	4 077 504										4 077 504
Île-de-France			5 910 096				80 600				5 990 696
Basse Normandie			1 638 090								1 638 090
Haute Normandie	300 000			200 735							500 735
Normandie	300 000		1 638 090	200 735							2 138 825
Aquitaine											0
Limousin	217 598								38 100		255 698
Poitou Charentes			2 514 540			1 406 580	9 237				3 930 357
Nouvelle-Aquitaine	217 598		2 514 540			1 406 580	9 237			38 100	4 186 055
Languedoc Roussillon						277 000					277 000
Midi-Pyrénées	227 110		4 256 968	379 535				190 834		174 136	5 228 583
Occitanie	227 110		4 256 968	379 535		277 000		190 834		174 136	5 505 583
Pays de la Loire								251 842	233 302		485 144
Provence-Alpes-Côte d'Azur											0
France métropolitaine	7 210 692	0	25 027 509	837 359	0	1 683 580	89 837	502 676	1 491 209	566 236	37 409 098
Guadeloupe						130 000					130 000

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Aides des Régions via les CFA 2015											
	Premier équipement	Fournitures scolaires	Transport / Héberg / Rest	Mobilité européenne	Fonds d'aides sociales	Aides aux handicapés	Carte nationale d'apprenti	Chèques Culture	Autres aides	Total aides indirectes	Total des aides aux apprentis
Auvergne	849 445		2 697 657		69 813					3 616 915	3 640 915
Rhône Alpes			7 136 426	149 603	286 730			20 730		7 593 489	10 634 245
Auvergne-Rhône-Alpes	849 445		9 834 083	149 603	356 543			20 730		11 210 404	14 275 160
Bourgogne	248 217		2 016 345							2 264 562	2 264 562
Franche Comté	371 662		812 462		27 821					1 211 945	2 095 865
Bourgogne-Franche-Comté	619 879		2 828 807		27 821					3 476 507	4 360 427
Bretagne				365 000		138 365				503 365	11 016 565
Centre-Val de Loire			6 283 144	613 474						6 896 618	7 458 338
Corse			732 689							732 689	732 689
Alsace	167 919		1 774 587	12 802		179 949	3 186			2 138 442	2 140 137
Champagne Ardenne	203 935		2 066 824		203 076		6 538			2 480 374	2 480 374
Lorraine	639 181		4 555 241	60 871	19 649				4 581	5 279 523	5 279 523
Grand Est	1 011 035		8 396 652	73 673	222 725	179 949	9 724		4 581	9 898 339	9 900 034
Nord Pas de Calais			6 909 056	67 500	137 368					7 113 924	10 756 240
Picardie			3 522 463		4 500					3 526 963	3 962 151
Hauts-de-France			10 431 519	67 500	141 868					10 640 887	14 718 391
Île-de-France			545 911	3 048 442						3 594 353	9 585 049
Basse Normandie	418 717		267 961	123 948	320 222	230 579			498 018	1 859 445	3 497 535
Haute Normandie			3 407 562							3 407 562	3 908 297
Normandie	418 717		3 675 523	123 948	320 222	230 579			498 018	5 267 007	7 405 832
Aquitaine			5 675 067		358 750				293 214	6 327 031	6 327 031
Limousin			800 075	2 641						802 716	1 058 414
Poitou Charentes	899 108		1 333 887			101 753				2 334 747	6 265 104
Nouvelle-Aquitaine	899 108		7 809 029	2 641	358 750	101 753			293 214	9 464 494	13 650 549
Languedoc Roussillon	772 180		1 523 003	104 686						2 399 869	2 676 869
Midi-Pyrénées			6 307							6 307	5 234 890
Occitanie	772 180		1 529 310	104 686						2 406 176	7 911 759
Pays de la Loire	1 357 409	211 641	8 349 676		723 942					10 642 667	11 127 812
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 413 380		1 644 603	187 359	487 326	18 252	12 373			3 763 293	3 763 293
France métropolitaine	7 341 153	211 641	62 060 947	4 736 325	2 639 197	668 898	22 097	20 730	795 813	78 496 800	115 905 899
Guadeloupe			517 559							517 559	647 559

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Moy France

CNEFOP

Adresse postale : 14, Avenue Duquesne 75350 PARIS SP 07

Tél : 01 44 38 33 85

Document téléchargeable sur : www.cnefop.gouv.fr